

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

14^e ANNÉE

VOL. 14. N^{os} 7-9

SOMMAIRE

EDITORIAL :

La crise de Suez, nouvelle épreuve de force entre l'impérialisme et la révolution.

NOTES EDITORIALES :

Les rapports entre Partis communistes et socialistes.

Chypre et Suez.

La campagne présidentielle aux Etats-Unis.

La Conférence de Panama.

E. GERMAIN.

La révolte de Poznan, étape de la montée révolutionnaire dans le glacis soviétique.

M. PABLO. — Depuis le rapport Khrouchtchev sur Staline.

Livio MAITAN. — Débats sur la « déstalinisation » dans le mouvement ouvrier italien.

Jean-Paul MARTIN. — Les effets de la « déstalinisation » en Chine.

Au 16^e anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky. Autobiographie. Petrograd 1919.

Chronique de la révolution espagnole (suite).

Les livres. — Le Maroc, d'Albert Ayache.

Notes de lecture. — Cercle Zimmerwald.

Documents. — Le 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. ouvre la phase finale de la crise du stalinisme (rapport au Comité Exécutif de la IV^e Internationale). — Solidarité avec les ouvriers de Poznan (télégramme). — Contre l'interdiction du P.C. allemand (télégramme). — Déclaration du Secrétariat International sur la crise de Suez.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.
— Bolivie. — Argentine. — Uruguay. — Ceylan. — Japon. — Etats-Unis. — Grande-Bretagne. — France. — Hollande. — Allemagne.



SEPTEMBRE 1956

SOMMAIRE

EDITORIAL :

- La crise de Suez, nouvelle épreuve de force entre l'impérialisme et la révolution 1

NOTES EDITORIALES :

- Les rapports entre Partis communistes et socialistes 7
Chypre et Suez 8
La campagne présidentielle aux Etats-Unis 9
La Conférence de Panama 10

E. GERMAIN

- La révolte de Poznan, nouvelle étape de la montée révolutionnaire dans le glacis soviétique 12

M. PARLO

- Depuis le rapport Khrouchtchev sur Staline 20

Livio MAITAN

- Débats sur la « déstalinisation » dans le mouvement ouvrier italien .. 26

Jean-Paul MARTIN

- Les effets de la « déstalinisation » en Chine 31

- Au 16^e anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky. Autobiographie. Petrograd 1919 34

- Chronique de la révolution espagnole (suite) 41

Les livres

- Le Maroc, d'Albert Ayache 45

Notes de lecture

- Cercle Zimmerwald 46

Documents

- Le 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. ouvre la phase finale de la crise du stalinisme (rapport au Comité Exécutif de la IV^e Internationale). — Solidarité avec les ouvriers de Poznan (télégramme). — Contre l'interdiction du P.C. allemand (télégramme). — Déclaration du Secrétariat International sur la crise de Suez 47

- Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. — Bolivie. — Argentine. — Uruguay. — Ceylan. — Japon. — Etats-Unis. — Grande-Bretagne. — France. — Hollande. — Allemagne 56

SEPTEMBRE 1956

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous**IV^e INTERNATIONALE**Organe du Comité Exécutif International de la IV^e InternationaleEditorial**La crise de Suez,
nouvelle épreuve de force entre
l'impérialisme et la révolution**

Sur les bords du canal de Suez, la « détente » internationale vacille à nouveau.

Les impérialistes anglais et français, humiliés, touchés à vif par le geste de Nasser en réponse au refus des Anglo-Américains de financer le barrage d'Assouan, ont commencé par brandir de façon menaçante les armes sorties de la panoplie désuète des expéditions colonialistes d'avant-guerre, sinon du style Kipling du siècle dernier.

De son côté, l'impérialisme américain s'est trouvé placé à l'improviste, dans une région où il garde d'énormes intérêts économiques et stratégiques, entre la poussée de la révolution coloniale, la pénétration soviétique, et les nécessités de la solidarité envers ses principaux alliés atlantiques. Par surcroît de malchance, la crise éclatait en pleine campagne pour les prochaines élections présidentielles aux Etats-Unis.

D'autre part, le Kremlin, apôtre de la « coexistence pacifique » et de la « possibilité d'éviter les guerres », s'est senti mal à l'aise devant la brutalité des développements dans les nappes inflammables de la région des pétroles.

Une fois encore, un troisième facteur, la Révolution coloniale qui se propage dans le monde, venait bouleverser l'horaire et les plans de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique.

« Détente », « coexistence pacifique », autant de notions veules qui s'efforcent de cacher la réalité suprême, la réalité révolutionnaire de notre époque, pleine de « crises » brusques amenant « à deux doigts de la guerre », la réalité d'une lutte à mort, tantôt ouverte, tantôt camouflée, entre des régimes, des forces et des intérêts fondamentalement incompatibles.



Si les causes apparentes et immédiates de la crise de Suez résident dans le geste de Nasser étatisant la « Compagnie universelle du Canal », après le refus provocant des Anglo-Américains de financer le barrage

d'Assouan (1), ses causes profondes se trouvent en réalité dans la lutte qui oppose l'impérialisme décadent et la Révolution coloniale montante. L'épicentre actuellement le plus actif de celle-ci se trouve localisé dans les pays arabes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. L'Egypte, forte de sa position démographique, économique, culturelle, politique et géographique, joue le rôle de leader de cette Révolution.

Celle-ci traverse actuellement sa phase anti-impérialiste et nationale sous une direction bourgeoise. Les raisons en sont multiples. D'une part, le stalinisme, par les tergiversations successives et contradictoires de sa politique dans ces pays, a été incapable de cristalliser une avant-garde révolutionnaire ; même actuellement, le Kremlin ne veut délibérément pas que le prolétariat accède à la direction de la révolution mais qu'il appuie simplement la bourgeoisie nationale de ces pays, en échange de la neutralité de celle-ci dans le conflit « Est-Ouest » (2).

D'autre part, la bourgeoisie nationale des pays coloniaux et dépendants a pris conscience du parti qu'elle peut tirer aussi bien de ces dispositions du Kremlin que de l'antagonisme Est-Ouest. Cela lui a incontestablement donné des marges de manœuvre beaucoup plus amples que par le passé et une assurance plus grande quant à ses possibilités de leader de la révolution.

Il y a enfin le rôle joué par le prolétariat métropolitain soumis à l'influence des directions social-démocrates et stalinienne. Le fait qu'il laisse pratiquement seules les masses coloniales dans leur lutte contre l'impérialisme entrave la différenciation politique au sein du front uni anti-impérialiste et le processus de formation d'une véritable direction prolétarienne.

Dans cette évolution, les lois de la révolution permanente ne sont naturellement pas abolies mais simplement estompées provisoirement à cause de l'action convergente des facteurs ci-dessus mentionnés. On le voit clairement aussi bien dans le cas des développements actuels au Maroc et en Tunisie que dans la conception primaire, empirique, mais d'autant plus significative de Nasser lui-même sur « les deux révolutions ».

Au Maroc, les membres désappointés des organisations de résistance et les membres des syndicats, c'est-à-dire les paysans et les ouvriers qui ont mené la véritable lutte anti-impérialiste, se voient frustrés des fruits de la victoire et se regroupent idéologiquement contre le régime des caïds et l'ancien état social des choses que patronne toujours le Sul-

tan (3). L'Istiqlal, parti de la bourgeoisie nationale, conscient de ce processus permanent dans les masses et de ses dangers, s'efforce de l'arrêter en canalisant le mécontentement populaire toujours dans les voies de l'anti-impérialisme.

Situation analogue en Tunisie où les réformes administratives et politiques entreprises par Bourguiba, représentant averti de la bourgeoisie nationale, ne suffisent pas à contenter les ouvriers mal payés ou chômeurs, et les paysans sans terre.

Aussi bien au Maroc qu'en Tunisie, l'heure de la transcendance de la révolution anti-impérialiste en révolution sociale a sonné. En l'absence de nationalisation sans indemnités des entreprises impérialistes clés et sans réforme agraire, ces pays entreront dans une crise économique et sociale des plus graves. La bourgeoisie nationale s'avérera, comme partout, incapable de réaliser de telles mesures. Seule l'apparition d'une véritable direction prolétarienne pourra faire avancer désormais la révolution dans ces pays et satisfaire les masses.

En Egypte, sur la base d'un régime politique bonapartiste, Nasser lui aussi représente socialement la bourgeoisie nationale industrielle, en lutte pour obtenir de l'impérialisme sa part, son espace vital propre. Ce dernier a beau comparer Nasser à Hitler, c'est-à-dire au représentant fasciste du grand capital financier d'un pays capitaliste des plus développés et son programme à « Mein Kampf ». Aussi rudimentaire que soit la « philosophie politique » de Nasser, encore apprenti en politique au moment où il l'écrivait, elle n'en est pas moins significative de la nature sociale du régime de Nasser et de sa « révolution ».

De ce document singulier, on retiendra d'autre part avec intérêt la découverte spontanée, empirique, faite par Nasser de quelques rudiments de la théorie de la révolution permanente. Ecoutons-le : « Chaque nation traverse deux révolutions : l'une politique grâce à laquelle elle reconquiert son autonomie sur le tyran qui lui a été imposé ou sur l'armée qui occupe son territoire sans sa permission. La seconde présente un caractère social, dans laquelle les classes de la société luttent l'une contre l'autre jusqu'à ce que la justice règne entre tous les citoyens... Dans notre cas les deux révolutions se déroulent en même temps et nous mettent dans une situation périlleuse... Nous avons été forcés de poursuivre les deux révolutions à la fois... »

(3) « Des espoirs suscités par l'indépendance ont été pulvérisés en l'espace de quelques mois », écrivait « *Al Talia* », organe des syndicats marocains, le 27 juillet. « Le sursaut qui avait libéré le pays s'est évanoui. Il a fait place à une grave déception qui menace de se transformer en désespoir. Il est temps que nous sachions où nous allons et que chacun assume ses responsabilités. »

« Le niveau de vie du travailleur n'a cessé de baisser à la suite d'une pluie d'augmentations. La distinction raciale est toujours en vigueur. Des procédés malhonnêtes sont toujours utilisés pour l'emploi de la main-d'œuvre. Le danger du chômage s'aggrave en raison des manœuvres des propriétaires d'usines qui espèrent conserver leurs privilèges et menacent de fermer leurs portes. »

« Nous constatons que les féodaux et les valets du colonialisme demeurent en place, continuent à jouir des biens dont ils ont spolié le peuple et agissent de concert avec les éléments colonialistes... »

D'autre part, Mahjoud ben Seddik, secrétaire général de l'Union Marocaine du Travail, déclarait récemment :

« Il est inutile de se dissimuler la gravité de la situation. Les travailleurs sont mécontents, et leur mécontentement est légitime, car profonde est leur déception... La véritable indépendance est incompatible avec la détresse des déshérités. La liberté sera toujours un leurre pour les chômeurs, les sans-logis, les fellahs, qui continuent d'être des serfs sur leurs propres terres... Le standard de vie des travailleurs, déjà insuffisant et dérisoire, est en baisse constante par suite de la hausse vertigineuse du coût de la vie qui rend sans effet les maigres augmentations de salaires arrachées au prix d'efforts considérables. L'action syndicale se heurte à une opposition de plus en plus brutale d'un patronat de combat soutenu par la féodalité qui demeure en place, qui profite des biens qu'elle a volés au peuple et qui reprend confiance, donnant libre cours à son instinct d'exploitation et d'oppression. Nos camarades, dans tous les coins du Maroc, recommencent à goûter la prison, comme sous la terreur du protectorat... »

(1) Le but du nouveau barrage qui devrait être construit à 6 km au sud de l'actuel barrage d'Assouan est de pouvoir conserver en réserve 32 milliards de mètres cubes d'eau pendant quelques années. Ceci permettrait de cultiver d'une manière permanente 800.000 hectares de terres nouvelles, de doubler la production d'énergie électrique du pays et de pouvoir prévoir la récolte de chaque année. Le projet était estimé à environ 1.350 millions de livres sterling, dont 450 en devises étrangères. Les Anglo-Américains ont pris prétexte de l'augmentation des dépenses militaires dans le nouveau budget de l'Egypte (passant de 18 à 25 % du budget total) et de la petitesse de la somme prévue pour le barrage (2,9 millions de livres égyptiennes) pour retirer leurs promesses d'aide financière.

(2) Le Kremlin impose actuellement aux Partis communistes des pays arabes la mise en sourdine de la lutte de classe contre la bourgeoisie nationale et l'acceptation de fait de la direction politique de celle-ci.

Par exemple, le P.C. égyptien appuie avec des réserves mineures Nasser au moment même où celui-ci traîne devant les tribunaux et dans les prisons les militants du parti. Ainsi, au Maroc, le P.C. propose à l'Istiqlal, parti de la bourgeoisie nationale, sa collaboration au sein d'un nouveau gouvernement et ce sur le programme de l'Istiqlal. Un récent communiqué du P.C. marocain « constate avec satisfaction que les programmes tracés par les conseils nationaux de l'Istiqlal et de l'Union Marocaine du Travail se rapprochent en plusieurs points du programme immédiat du parti communiste ». Il fait observer que le parti communiste marocain préconise notamment « l'instauration d'une économie nationale libérée de toute emprise capitaliste étrangère ».

Le Kremlin, d'autre part, est allé jusqu'à flirter avec des régimes esclavagistes comme celui de l'Arabie séoudite et du Yémen.

Que la révolution anti-impérialiste dans les pays arabes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord reste encore sous une direction bourgeoise, n'en altère pas son caractère menaçant pour l'impérialisme. Tout d'abord pour les impérialistes anglais et français. Le Canal est important en soi pour l'Angleterre, en tant que voie maritime principale pour son commerce avec l'Extrême-Orient et celui du pétrole provenant du Golfe Persique (4). Ses importations de caoutchouc en provenance de la Malaisie, de blé, de viande, de laine d'Australie, de chrome de l'Afrique orientale, de coton, de thé, d'huiles, de manganèse de l'Inde, de jute du Pakistan, etc., toutes empruntent la voie de Suez. D'autre part, sur un total de 67 millions de tonnes de pétrole acheminé par le canal en 1955 (5), l'Angleterre en a reçu 21 millions, soit 1/3 représentant environ 85 % de sa consommation totale.

Mais la principale raison qui, certainement, motive les violentes réactions de l'impérialisme britannique à propos de l'étatisation du canal de Suez n'est pas tellement la crainte de voir Nasser interdire au commerce britannique cette artère vitale : le gouvernement égyptien n'aurait aucune raison d'agir ainsi contre ses propres intérêts économiques et d'offrir un prétexte à une intervention impérialiste. La liberté du trafic sur le canal ne peut qu'être assurée par le gouvernement égyptien aussi longtemps que la guerre n'éclatera pas dans cette région. Ce que Londres — ainsi que l'ensemble des puissances impérialistes — craint réellement, c'est qu'un triomphe politique très net de Nasser dans l'affaire du Canal ne produise « un peu partout dans le Moyen-Orient une désastreuse réaction en chaîne » (6), stimulant la lutte anti-impérialiste et incitant à d'autres étatisations, plus particulièrement celles des compagnies pétrolières qui s'approprient les richesses énormes du Moyen-Orient.

L'Angleterre ne peut pas non plus s'empêcher de penser aux ravages inévitables qu'un tel exemple produirait dans toutes ses possessions africaines si importantes pour elle, et les dernières qui lui restent.

Les raisons des réactions de la France sont analogues, aggravées présentement par la conjoncture algérienne et nord-africaine en général. La Compagnie de Suez était la dernière position qui restait à la France dans le Moyen-Orient. D'autre part, elle reçoit par ce canal environ la moitié du pétrole nécessaire à sa consommation. Mais ce que la France craint également par-dessus tout en cas de victoire politique très nette de Nasser, ce sont les répercussions de cette victoire en Algérie, en Tunisie, au Maroc et dans toutes ses possessions africaines, pour elle également si importantes et les dernières qui lui restent.

Le succès de l'étatisation du Canal inciterait à des étatisations ailleurs, telle la Compagnie des Phosphates en Tunisie et autres, aussi bien dans ce pays qu'au Maroc. Il impulserait surtout d'un nouvel élan la lutte anti-impérialiste dans ces pays et rendrait la « pacification » de l'Algérie un rêve irréalisable. On risquerait d'autre part de voir bientôt contaminée toute l'Afrique noire où s'exerce déjà puissamment l'influence de l'Égypte et des succès de la lutte anti-impérialiste des autres pays arabes. Or, la France pense récupérer une partie de ses positions perdues sur le littoral de l'Afrique du Nord ou considérées comme telles par l'exploitation des richesses des régions intérieures, y compris du Sahara (7).

(4) Il en est de même pour toute l'Europe qui achemine et reçoit à travers le canal environ 65 % de son commerce avec ces régions et la moitié de ses importations en pétrole provenant du Moyen-Orient.

(5) Contre environ 80 millions de tonnes escomptées pour cette année.

(6) *The Economist*, 25 août 1956.

(7) Quatre années de recherches intensives ont montré que le Sahara peut rivaliser avec le Canada en tant que source de matières premières. Elles ont prouvé l'existence d'importants gisements de fer (de qualité égale à ceux de Suède), de cuivre, de zinc, de tungstène, de manganèse, de charbon, de pétrole.

Un projet de loi a été actuellement déposé par le gouvernement Mollet instituant une organisation économique spéciale pour le Sahara, afin d'exploiter ces ressources.

Pour ces raisons, Londres aussi bien que Paris ont sérieusement envisagé de réagir y compris par des moyens militaires au « coup » de Nasser et de freiner l'élan de la révolution coloniale dans le Moyen-Orient et en Afrique.

Quant à l'impérialisme américain, il est vrai que l'étatisation en soi du Canal le touche bien moins, son trafic à travers Suez ne représentant que 12 % du trafic total du Canal. Cependant, 15 % de toutes ses importations de pétrole en provenance du Moyen-Orient empruntent la voie du Canal. D'autre part, il a naturellement un intérêt énorme à ce que l'exemple de l'étatisation du Canal ne contamine pas les pays arabes voisins sur lesquels règne le quasi monopole de compagnies pétrolières américaines.

La région du Moyen-Orient a produit en 1955 un cinquième de la production mondiale du pétrole et a participé pour la moitié aux exportations mondiales de ce produit. D'autre part, ses réserves sont estimées aux 2/3 des réserves mondiales. En outre, le prix de revient est environ le 1/4 de celui du pétrole extrait aux États-Unis et la moitié de celui extrait au Venezuela, pour un prix commercial à peu près identique. Si on considère que les besoins en pétrole vont partout en augmentant et que, sur la base des estimations actuelles, il faudra environ 20 ans avant que l'énergie atomique permette d'atténuer la dépendance envers cette matière pour assurer le développement industriel rapide du monde et particulièrement de l'Europe, on comprend l'énorme importance que revêt le contrôle de la région du Moyen-Orient. Or, les compagnies américaines se sont assurées après la dernière guerre une part prépondérante aussi bien dans la production du pétrole de cette région que dans ses réserves (8).

D'autre part, le Moyen-Orient ainsi que l'Afrique présentent pour l'impérialisme américain un intérêt stratégique de premier ordre, ne fut-ce que par leur proximité de régions vitales de l'Union soviétique.

Pour ces deux raisons, la politique générale de l'impérialisme américain par rapport aux pays arabes diffère de celle de l'Angleterre et de la France, pays de colonisation directe. Washington a sérieusement pensé pouvoir influencer le « nationalisme » arabe, c'est-à-dire attirer dans son orbite les noyaux de la bourgeoisie nationale qui ont pris la tête de la lutte anti-impérialiste dans le Moyen-Orient et en Afrique. Mais, dans cet effort, il est handicapé par deux raisons principales. Il ne peut pas s'opposer directement à l'Angleterre et à la France, ses alliés impérialistes « atlantiques » ; par sa nature même, son aide économique possible ne convient pas aux besoins et aux possibilités de ces pays.

Face à l'Union soviétique et aux autres États ouvriers qui disposent aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique de marges d'action beaucoup plus souple et plus efficace, Washington s'est vite trouvé distancé.

Pris entre des obligations contradictoires, Washington s'était bien gardé de doter les pays arabes, et particulièrement l'Égypte, d'un véritable armement moderne susceptible de changer le rapport de forces en leur faveur. L'Union soviétique pouvant oser davantage et fournissant abondamment des armes à l'Égypte a, du coup, créé une situation nouvelle dans le Moyen-Orient et réalisé une pénétration subite et spectaculaire dans cette région. En même temps, en facilitant un commerce de troc de ses armes et produits industriels (9) contre les matières premières et les produits agricoles de ces pays, elle a encore plus consolidé ses positions, tout en offrant une certaine solution aux difficultés rencontrées par le commerce et l'industrialisation des pays arabes.

(8) Elles ont accès à 64 % des réserves connues de la région, contre 31 % aux compagnies britanniques et hollandaises, et 5 % aux compagnies françaises.

(9) Également en provenance des « démocraties populaires ».

Prenons l'exemple plus concret de l'Egypte. L'année 1955 fut marquée par le déclin de son commerce avec l'Occident, contrastant avec la sensible avance de celui avec l'U.R.S.S., les démocraties populaires et la Chine qui ensemble ont acheté environ 25 % des exportations égyptiennes (contre environ 14 % en 1954).

Les exportations égyptiennes de coton et d'autres produits dans les cinq premiers mois de l'année en cours à destination de l'Europe orientale ont atteint la somme de 27 millions de livres égyptiennes, laissant un surplus de la balance commerciale d'environ 17 millions de livres, et ce, malgré les importations d'armes (10). Plus des 2/5 de la récolte égyptienne de coton sont cette année livrés à ces mêmes pays et la tendance est nettement à l'accroissement de ces exportations. Dans ces conditions, on comprend aussi bien l'infériorité dans laquelle se trouve placé l'impérialisme, y compris l'impérialisme américain (11) dans la « compétition économique » avec l'Est dans cette région, que l'efficacité toute relative de sanctions économiques éventuelles qui seraient prises à l'encontre de l'Egypte (12).

On comprend non moins bien, d'autre part, les dangers politiques inhérents à la « compétition économique » entre l'Est et l'Ouest qui, par sa nature même, par la structure des échanges possibles, ne peut se dérouler surtout que dans le domaine des pays coloniaux et dépendants, essentiels pour l'impérialisme.

✱

Dans le cadre de ces faits, il est inévitable que la « crise de Suez » prenne l'aspect d'une épreuve de force entre l'impérialisme dans son ensemble et l'alliance des Etats ouvriers et de la Révolution coloniale.

Cette alliance a certes beaucoup de limitations et recèle beaucoup de dangers par le fait de la direction bureaucratique des Etats ouvriers et de la direction bourgeoise de la révolution coloniale dans le Moyen-Orient. Mais, par la conjonction momentanée d'intérêts communs de ces directions, elle existe en fait et se dresse comme telle face à l'impérialisme. D'où l'importance capitale de cette nouvelle épreuve de force.

La Conférence de Londres a bien illustré sa réalité et son sens, en opposant le bloc impérialiste aux représentants de l'U.R.S.S., de l'Inde, de l'Indonésie et de Ceylan. Seul le rapport de force défavorable à l'impérialisme empêche celui-ci de céder à son impulsion de recourir à la force pour rétablir ainsi une situation gravement compromise dans une région vitale.

Le geste de Nasser a suscité un enthousiasme sans précédent dans les pays arabes, et même au-delà, dans tous les pays coloniaux et dépendants de l'Asie et de l'Afrique. Il a servi de stimulant puissant à la lutte anti-impérialiste. Outre les forces traditionnelles, il a réveillé et galvanisé les forces révolutionnaires nouvelles auxquelles appartient l'avenir de ces pays. Pour la première fois, le 16 août, le prolétariat arabe s'est mobilisé en tant que classe, prenant conscience de sa force, du Maroc au

(10) Le déficit moyen de la balance des paiements de l'Egypte étant estimé à environ 22,5 millions de livres égyptiennes.

(11) Qui, sur le plan du coton par exemple, souffrant de ses propres surplus en cette matière, ne peut aucunement aider l'Egypte, mais s'oppose au contraire à l'extension des cultures de coton dans ce pays. C'est une des raisons qui ont motivé son refus de financer les travaux du barrage d'Assouan.

(12) The Financial Times (31 juillet 1956) écrivait à ce propos : « On peut conclure que l'interruption de ses relations commerciales avec la zone sterling, la France et d'autres pays peut-être, créerait à l'Egypte de sérieuses difficultés, mais ne suffirait pas à désorganiser son économie au cours des quelques mois à venir. »

D'autant plus que l'Egypte possède à l'heure actuelle 86 millions de livres en réserves autres qu'en sterling, et que d'autre part elle peut compter sur quelque 15 autres millions de livres sterling provenant du revenu net du canal (dont le total s'était élevé en 1955 à 35 millions de livres sterling).

Golfe Persique, dans une grève générale magnifique qui a lourdement pesé sur les délibérations des impérialistes à Londres.

« Les porte-avions et tous les autres engins d'une politique dure signifient peu de chose ici à côté de l'ampleur potentielle de la résistance arabe », écrivait récemment l'*Economist* (11 août 1956). Quelques jours plus tard (25 août) il signalait les inconvénients possibles d'une action militaire parmi lesquels le « sabotage des pipe-lines ».

Les hésitations de l'impérialisme sont réelles mais non absolues. L'enjeu de l'épreuve est trop grand pour qu'il cède facilement et accepte une défaite politique nette.

En réalité il s'agit désormais du contrôle du Moyen-Orient et, au-delà, de l'Afrique tout entière. Il s'agit de savoir si la révolution coloniale progressera davantage dans ces régions, balayant toutes les positions de l'impérialisme ou si elle ne doit pas recevoir, au prix de risques certains, un sérieux coup de frein.

La crise s'installe au Moyen-Orient, elle s'annonce longue et sans solution facile. L'impérialisme peut être obligé d'éviter l'emploi de la force militaire proprement dite et de recourir pour toute une période aux seules sanctions économiques, au blocus économique de l'Egypte, au sabotage du trafic du canal. Mais, en agissant ainsi, il risque de provoquer de nouvelles mesures anti-impérialistes en Egypte et ailleurs, sans pour autant venir à bout de la résistance du pays.

Une nouvelle situation inextricable s'est créée pour lui dans cette région. Sa victoire ne peut être envisagée qu'à travers une guerre générale des forces en présence de part et d'autre. Un compromis éventuel ne peut intervenir que fondamentalement à son détriment, tout en restant fragile et en remettant la véritable solution toujours à plus tard, comme en Corée, comme au Vietnam, comme en Allemagne, comme dans toutes les questions qui séparent et opposent toujours les deux camps en lutte.

1^{er} septembre 1956.

Les rapports entre Partis communistes et socialistes

Le 20^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S. avait donné comme directive principale aux Partis communistes d'œuvrer à « l'unité du mouvement ouvrier », tout en précisant qu'il s'agissait avant tout de l'unité avec les Partis socialistes. Les thèmes de la « coexistence pacifique », de la « possibilité d'éviter désormais les guerres », et des « voies parlementaires au socialisme », ainsi que la « déstalinisation » devaient faciliter cette évolution.

Les Partis communistes ont immédiatement repris en cœur cette directive et n'ont pas manqué de prodiguer des adresses émouvantes, très soigneusement épurées de toute attaque, en direction des « Partis frères » socialistes.

Le Kremlin lui-même s'est montré particulièrement soucieux de renouer avec les dirigeants socialistes en invitant délégation après délégation à Moscou.

Mais toute cette opération était fondée sur une tentative de compromis avec les directions socialistes, sur la base d'un programme d'appui à la politique « neutraliste » que pratiquent les pays dits de la « zone de la paix » et que le Kremlin encourage. C'est-à-dire que le rapprochement avec les socialistes n'avait rien à faire avec une politique léniniste de front unique avec la social-démocratie sur un programme de mobilisation commune pour des revendications essentielles économiques, démocratiques, politiques du prolétariat. Il s'agissait d'un rapprochement entre directions opportunistes et bureaucratiques.

Mais, tandis que les dirigeants soviétiques et les directions des partis communistes représentent une bureaucratie attachée à la défense (à sa façon) de l'U.R.S.S. et des autres Etats ouvriers, les directions social-démocrates n'ont cessé fondamentalement d'être ce qu'elles étaient du temps de Lénine : des gérants loyaux du régime capitaliste, des serviteurs fidèles de la démocratie bourgeoise. Elles le démontrent quotidiennement par leur politique générale partout, que ce soit en France où c'est un gouvernement à direction socialiste qui mène la guerre contre les peuples coloniaux de l'Afrique, ou dans l'exemple de la position prise par les différents partis socialistes sur l'actuelle crise de Suez.

Aucun n'a défendu inconditionnellement l'Egypte contre l'impérialisme. En réalité, comme par le passé, les partis sociaux-démocrates sont des partis à base plus ou moins ouvrière et à direction bourgeoise. La politique du front unique à leur égard — toujours valable — est théoriquement basée sur la constatation de ce double caractère de ces partis.

En formulant un programme minimum de revendications économiques et politiques qui correspondent aux besoins et aux aspirations des masses dans un pays donné, à un moment donné, et en proposant systématiquement au parti socialiste, de la base au sommet, l'action commune sur ce programme, il est possible soit d'arriver à cette action commune, soit d'isoler les directions bourgeoises social-démocrates de leur soutien parmi les masses. C'est le sens de la politique léniniste de front unique envers la social-démocratie.

Le Kremlin et les dirigeants des partis communistes, en procédant par des compromis entre directions sur un programme qui émeut peu sinon pas aussi bien la base des partis socialistes que celle des partis communistes, n'ont en réalité aucun moyen de forcer à l'unité d'action. Car il s'agit effectivement de lutte, et de rapports de forces et non d'échanges d'amabilités aussi hypocrites qu'inefficaces.

D'autre part, en se plaçant sur le terrain de l'action parlementaire dans le cadre de la démocratie bourgeoise, le Kremlin ainsi que les partis communistes, ne renforcent pas mais au contraire affaiblissent énormément leur ascendant, leur mordant sur la base des partis socialistes.

En matière de telles « voies nouvelles », les directions social-démocrates n'ont pas de leçon à recevoir de néophytes envers lesquels, malgré la « déstalinisation », existe chez elles une profonde méfiance.

En réalité, la « déstalinisation », loin d'avoir profité au Kremlin et aux partis communistes dans leurs rapports avec les partis socialistes, leur a plutôt nui jusqu'à maintenant.

Les directions social-démocrates, en confondant sciemment auprès de leur clientèle bolchevisme démocratique et stalinisme, ont utilisé les « révélations » de Khrouchtchev sur Staline pour justifier leur anticommunisme foncier et prendre encore plus de distance par rapport aux directions stalinienne des partis communistes. D'autre part, celles-ci en limitant la « déstalinisation » et leur propre autocritique au strict minimum compatible avec leur survivance politique ont facilité cette attitude des sociaux-démocrates.

Le fiasco complet de la politique du Kremlin envers les socialistes est illustré dans le cas de Nenni en Italie. De tous les partis socialistes de masse du monde, le P.S. italien était le seul allié appréciable du Kremlin. Le voilà maintenant qui rompt les amarres et s'efforce de faire cavalier seul, tout en se rapprochant du parti social-démocrate de Saragat!

Nenni, prosterné devant Staline durant toute la période de la phase aiguë de la guerre froide, afin de bénéficier ainsi d'une certaine audience auprès du prolétariat italien et de la petite bourgeoisie radicalisée de ce pays, a compris l'avantage qu'il pouvait tirer du discrédit qui, après les « révélations » sur Staline, frappe toutes les directions stalinienne, ainsi que des nouvelles conditions économiques et politiques qui caractérisent actuellement la situation italienne.

Prendre ses distances envers le P.C. italien, se revendiquer des principes démocratiques dans le fonctionnement des partis et du pouvoir prolétariens, est actuellement une opération rentable en Italie, naturellement au détriment de la clientèle propre du P.C. S'il n'est pas certain que l'unification se fasse et dure entre le parti de Nenni et celui de Saragat, il est par contre certain que l'alliance telle qu'elle a existé entre le P.S. italien et le P.C. italien est désormais très relâchée sinon rompue.

« L'habile » Togliatti dont l'opportunisme droitier fut donné en exemple par les opportunistes et les centristes, et pas seulement par ceux d'Italie, est actuellement littéralement « boomerangé » par l'ensemble de sa politique passée. Il perd dans les usines, et il perd dans la petite bourgeoisie.

Seule une politique de classe conséquente, sur un programme de classe opposé à celle de la social-démocratie, tout en lui proposant non moins systématiquement de la base au sommet le front unique sur cette politique peut redresser la situation pour les partis communistes et mener à l'unité dans l'action du mouvement ouvrier.

Ce fut la politique du léninisme dans ce domaine, et le léninisme est ici comme ailleurs plus que jamais actuel et vivant.

Chypre et Suez

L'impérialisme britannique n'est pas prêt à mettre fin à la série de ses exploits sanglants perpétrés sur le sol de Chypre. Sa « bravoure » s'exerce avec une sauvagerie accrue contre une population minuscule, luttant avec un courage et une ténacité admirables pour son indépendance nationale.

Arrestations en masse, emprisonnements, tortures, pendaisons, fermeture des écoles, amendes collectives, etc., toute une cascade de mesures de répression s'abat sur la majorité grecque de la population chypriote pour briser sa résistance. Mais ce résultat se fait toujours attendre.

La trêve de l'Eoka, décrétée au moment où débutait la crise de Suez, fut une tentative de la part du gouvernement grec et de ses agents au sein de la direction de cette organisation, pour arriver à un compromis « honorable » avec Londres.

Le gouvernement pro-atlantique grec, exposé à la pression des masses grecques et aux attaques de l'opposition, ne serait pas mécontent de voir la fin de la résistance dans l'île, mais à des conditions où il sauverait la face. Il espérait que Londres, aux prises avec des difficultés beaucoup plus graves en Egypte, serait disposé à octroyer un régime d'autogouvernement de l'île, accompagné d'une promesse d'indépendance totale pour plus tard.

A ce prix, la direction de l'Eoka aurait déposé les armes. C'était le sens de la trêve décrétée par « Digenis », alias colonel Grivas, dirigeant de cette organisation et agent du gouvernement grec. Malheureusement pour ce dernier, la crise de Suez, loin d'amener Londres à composition, a au contraire augmenté l'intérêt stratégique de l'île et renvoyé littéralement aux calendes grecques toute discussion possible sur son autonomie ou son indépendance.

D'où le rejet par les Anglais du geste conciliateur de l'Eoka. En publiant d'autre part les soi-disant « carnets du colonel Grivas » qui mettent en cause l'archevêque Makarios, « véritable chef de l'Eoka », les perfides dirigeants impérialistes coupent court à toute transaction éventuelle dans l'immédiat sur le statut de l'île.

Aussi la guérilla a-t-elle repris de plus belle, et ce malgré l'occupation conjointe actuelle de l'île par les unités anglaises et françaises, braquant de là leurs armes sur Nasser afin de l'amener à capituler.

La leçon de ces derniers développements doit être claire pour les masses chypriotes : seule la continuation de leur lutte, y compris par l'action individuelle, peut obliger l'impérialisme britannique à reconsidérer le statut de l'île. Mais d'autre part, aussi longtemps que la direction de l'Eoka se trouve aux mains des agents du gouvernement pro-atlantique grec, la trahison de leur lutte reste possible.

Seule une direction prolétarienne luttant pour l'autogouvernement ouvrier et paysan chypriote dans le cadre d'une union fédérative avec la Grèce assurera la défense des véritables intérêts de ces masses.

La campagne présidentielle aux Etats-Unis

La campagne pour l'élection du nouveau Président des Etats-Unis est virtuellement ouverte, et les candidats sont déjà désignés.

Cette fois encore la lutte principale va se livrer entre le Parti républicain et le Parti démocratique, sans qu'un parti ouvrier de masse n'y intervienne. En effet, la direction de la nouvelle Centrale unifiée A.F.L.-C.I.O., qui a combattu l'idée d'un tel parti, a en majorité décidé de soutenir la candidature du tandem démocrate Stevenson-Kefauver.

Le Parti communiste s'oriente vers le même soutien. Les seuls candidats ouvriers appartiennent en réalité à des groupes politiques mineurs, tel le Parti Socialiste, le Socialist Labor Party et le Socialist Workers Party (trotskyste).

La différence des plates-formes électorales des deux partis de la bourgeoisie est à peine perceptible et celles-ci n'engagent comme d'habitude en rien le comportement pratique futur de leurs candidats dans le cas où ils seraient élus. Il s'agit de documents savamment confectionnés pour satisfaire à la fois les différents groupes dont se compose l'électorat américain (racistes du sud, Noirs, syndicats, paysans, Israélites, etc.).

Il est cependant significatif que, sur deux questions au moins parmi les plus importantes, le Parti démocratique, soi-disant le parti le plus libéral, sur lequel misent aussi bien les directions syndicales que le Parti communiste, se place à la droite si on peut dire du Parti républicain : la question de la discrimination raciale, et celle des tarifs douaniers.

Sur la première question la plate-forme démocrate évite de prendre un engagement précis par rapport à la décision de la Cour suprême relative à la ségrégation raciale dans les écoles, et se contente de dire que « tous les citoyens doivent avoir les mêmes possibilités quant à l'éducation », tandis que la plate-forme du Parti républicain affirme que le parti « accepte » la décision de la Cour statuant que la ségrégation doit être « progressivement diminuée » et ajoute, « avec toute la rapidité possible ».

Les Démocrates pensent ainsi récupérer les voix sudistes qui, aux élections précédentes, avaient favorisé les Républicains.

Sur la question des tarifs douaniers, ce sont également les Démocrates qui cette fois demandent la protection de l'industrie textile contre la concurrence étrangère. Cette concession est faite également à l'adresse des Démocrates du sud, producteurs de coton, et des nouvelles industries textiles de la Nouvelle-Angleterre. Tous les deux avaient pour beaucoup contribué au refus de Washington de financer le nouveau barrage d'Assouan, qui augmenterait considérablement la surface des terres pour la production cotonnière de l'Egypte.

La stratégie électorale des Démocrates est basée surtout sur deux points: la critique de la politique extérieure de l'administration Eisenhower, accusée d'avoir miné par ses hésitations et son incapacité l'unité de l'alliance occidentale; et la personne du vice-président Nixon.

Les Démocrates veulent exploiter les réserves sinon l'hostilité du Labor et de la gauche libérale en général envers le candidat vice-président, homme de la droite du Parti républicain qui, vu les conditions de santé d'Eisenhower, risque de lui succéder rapidement à la présidence.

Par contre, la stratégie des Républicains est basée sur deux slogans incontestablement populaires: « Paix et prospérité ». Les Républicains entendent par là que leur administration a pu jusqu'ici garantir les deux, et promettent d'agir de même à l'avenir. Mais leur principal atout est la popularité personnelle d'Eisenhower lui-même, dont les chances ne sont actuellement entamées que par l'état précaire de sa santé.

Dans le climat du boom économique qui continue aux Etats-Unis malgré la récession importante cette année dans l'industrie de l'automobile, et à condition que les Etats-Unis ne se voient pas d'ici les élections en novembre impliqués dans un conflit au Moyen-Orient, les Républicains partent favoris dans la campagne électorale.

Sur le front économique, les seules ombres importantes proviennent de la hausse des prix, particulièrement sensible depuis quelques mois déjà, et de l'abaissement continu du revenu des paysans.

Les complications les plus graves qui influenceront aussi bien sur le résultat des élections que sur l'évolution de la situation intérieure aux Etats-Unis dans les années à venir, proviennent de la nouvelle acuité de la question raciale. Le fait nouveau dans ce domaine est l'organisation d'une sorte de résistance passive des Noirs sur une échelle plus considérable que jamais, leur réveil puissant manifesté avec tant d'éclat particulièrement dans l'exemple du boycott qui continue des autobus de la ville de Montgomery, dans le Sud.

Las de subir les vexations des Blancs, les Noirs de la ville, clientèle majoritaire des autobus, ont préféré depuis quelques mois déjà marcher à pied, amenant ainsi la Compagnie propriétaire des autobus au bord de la faillite. Toutes les mesures prises pour briser le boycott ont échoué. Son exemple au contraire s'est étendu à toute une série d'entreprises et de magasins qui, dans le Sud, pratiquaient la discrimination raciale.

Les Noirs semblent cette fois décidés à poursuivre la lutte jusqu'à la pleine victoire, et ce malgré les ripostes violentes des éléments racistes militants, organisés dans les « Conseils de Blancs » et des organisations terroristes à la Ku-Klux-Klan.

Ainsi la minorité noire se place à la tête de la lutte plus générale pour les libertés démocratiques aux Etats-Unis, lutte qui stimule le processus de formation d'un parti réellement démocratique, le parti de classe du prolétariat américain et de tous les opprimés du capitalisme, le Parti Ouvrier de masse.

Sur le plan international l'importance des prochaines élections présidentielles aux Etats-Unis est mise en relief par l'actuelle conjoncture internationale et la nécessité impérieusement sentie par les bourgeoisies occidentales d'un véritable leadership américain, plus ferme et plus efficace.

Il est en effet peu probable que les conditions dans les quatre années à venir permettent au nouveau Président des Etats-Unis de se tenir si strictement que l'a fait Eisenhower « au milieu du chemin », sans que l'Alliance atlantique ne se disloque davantage et sans que le rapport des forces ne se détériore de manière littéralement catastrophique pour cette Alliance. C'est là maintenant une opinion quasi générale des milieux de la bourgeoisie internationale.

La Conférence de Panama

Malgré sa brève durée — elle ne se tint qu'un seul jour — la conférence de Panama du 21 juillet a une importante signification en ce qui concerne les plans de l'impérialisme yankee pour le continent américain: préparation de sa guerre contre-révolutionnaire mondiale, répression des mouvements de libération nationaux et populaires; et entrave à l'industrialisation de l'Amérique latine.

La Conférence avait été imposée par l'impérialisme yankee. Au début, la majorité des gouvernements latino-américains dont les plus importants d'entre eux, s'était opposée à la tenue de cette Conférence ou exprimait des réserves, arguant qu'elle ne saurait se justifier que si elle traitait de problèmes économiques et sociaux intéressant véritablement l'Amérique latine. Cet argument constituait d'autre part une sorte de pression sur le gouvernement américain pour en arracher des concessions. Mais Washington y tenait manifestement. Dans les coulisses, il menaçait les gouvernements latino-américains de représailles économiques, misant sur la mauvaise situation économique de ces pays.

La Conférence a approuvé une déclaration qui constitue incontestablement un soutien aux plans généraux de l'impérialisme yankee. Elle est dirigée contre les mou-

vements nationaux à direction petite bourgeoise ou même bourgeoise nationale, ainsi que contre l'U.R.S.S. et contre toute tentative de renverser ou de mettre en danger le régime capitaliste en Amérique latine et ailleurs.

Il est vrai que l'impérialisme comptait obtenir une déclaration plus précise qui aurait condamné explicitement le communisme et les mouvements nationaux ou révolutionnaires. S'il ne l'a pas obtenue, c'est parce que, dans les conditions actuelles dans le monde, plus particulièrement en Amérique latine, caractérisées par des révoltes populaires et des poussées révolutionnaires des masses, et devant la nécessité de développer l'industrialisation de ces pays, les gouvernements latino-américains, tout en n'étant pas d'un avis différent ont considéré que la déclaration désirée par Washington constituerait un coup contre ces pays, une entrave à leurs projets. Ils craignaient d'apparaître devant leurs peuples comme des agents directs de l'impérialisme.

Il est certain d'autre part que la conférence a adopté des résolutions secrètes coordonnant la répression des mouvements révolutionnaires en Amérique latine.

Apparemment les décisions prises à Panama ne sont que la répétition de celles prises lors de réunions analogues précédentes. Cependant les buts plus précis de cette conférence ne doivent pas nous échapper. L'importance de la Conférence à laquelle Eisenhower lui-même a tenu à être présent ne s'est pas tant exprimée par la lecture des résolutions que dans les rapports existants actuellement entre l'impérialisme yankee et les pays latino-américains, leurs mouvements nationaux, les mobilisations des masses, leur situation économique. Le retour d'une pénétration de l'impérialisme anglais en Argentine, l'inquiétude devant les investissements de capitaux japonais et allemands, et surtout devant le développement du commerce de l'U.R.S.S. et des autres Etats ouvriers avec des pays latino-américains tels le Mexique, l'Uruguay, l'Argentine, ont incontestablement beaucoup influencé l'attitude de Washington à la Conférence de Panama.

En Argentine, l'impérialisme britannique est parvenu à reconquérir une partie de son influence d'antan sur le gouvernement, ce qui incontestablement représente un coup dur pour les Etats-Unis. Il va de soi qu'un contrôle d'un impérialisme sur l'Argentine se répercuterait sur d'autres pays de ce continent.

Les tentatives de pénétration commerciale du bloc soviétique avec les conséquences sociales et politiques qu'elle entraînerait sont matière d'autres graves soucis pour l'impérialisme yankee. Plusieurs délégations parlementaires du Brésil et du Chili ont visité l'U.R.S.S. pour explorer les possibilités d'amplifier le commerce. Des échanges culturels et sportifs se multiplient entre certains pays latino-américains et les Etats ouvriers, dont l'U.R.S.S. D'autre part le dumping pratiqué par les Etats-Unis pour écouler le surplus de ses produits agricoles pousse certains gouvernements latino-américains à rechercher des débouchés pour leur propre production en direction des Etats ouvriers, et plus particulièrement de l'U.R.S.S. Ils envisagent aussi d'utiliser ces rapports commerciaux comme un moyen de pression sur Washington. Il est incontestable que Washington a voulu donner à Panama un coup d'arrêt à cette orientation, l'Amérique latine étant considérée par lui comme sa chasse gardée essentielle.

Un autre but de cette conférence était d'exercer une pression en vue de la constitution d'un commandement militaire unique pour l'Amérique du Sud, commandement que les Etats-Unis entendent toujours mettre sous leur seule direction. Après la Conférence, le chef d'état-major pour les Caraïbes a visité plusieurs pays où il s'est entretenu avec des chefs militaires. Et le gouvernement argentin a proposé à l'Uruguay et au Brésil un pacte de défense de l'Atlantique avec la participation du haut commandement militaire yankee. Il s'agit là d'une concession aux Etats-Unis, d'un pacte militaire servant les intérêts de l'impérialisme yankee, en échange de capitaux et de prêts dont l'Argentine a besoin. Cependant ces plans militaires semblent trouver des difficultés dues à la résistance du Brésil.

Depuis longtemps, mais surtout depuis la Conférence, l'impérialisme yankee a livré des avions et des armes lourdes à plusieurs gouvernements de l'Amérique centrale dont le commandement militaire siège au Nicaragua. Ce pays a déjà reçu une trentaine d'avions modernes dont quelques bombardiers. De son côté, l'Uruguay a reçu 10 avions et la Bolivie 8. A quoi seront destinés ces engins de guerre? A enrayer l'invasion de l'Amérique par les armées soviétiques? Non, ils sont destinés contre les masses latino-américaines, contre celles de Bolivie en premier lieu, comme hier contre les masses guatémaltèques.

Il est temps que le mouvement ouvrier latino-américain, les paysans, les organisations culturelles de la petite bourgeoisie progressive conjuguent leurs efforts pour la convocation d'une Conférence latino-américaine capable d'organiser la lutte contre l'impérialisme yankee.

Le devoir des organisations et des partis ouvriers, des associations culturelles et des courants progressistes de l'Amérique latine, c'est de s'unir dans un front unique en défense du commerce avec tous les pays et pour pousser en avant l'Amérique latine tant dans le domaine culturel que dans le domaine social et politique. Le devoir des forces politiques et syndicales de la classe ouvrière, c'est de préparer à leur tour la constitution d'un front unique de classe, de créer une seule Centrale syndicale latino-américaine, de chasser l'impérialisme, de lutter pour la prise du pouvoir par les masses, dans la perspective de l'unification de l'Amérique latine en une puissante Fédération d'Etats ouvriers socialistes soviétiques.

E. GERMAIN

La révolte de Poznan, nouvelle étape de la montée révolutionnaire dans le glacis soviétique

La révolte des ouvriers de Poznan et ses répercussions dans la vie sociale polonaise, de même que les événements qui ont précédé la chute du satrape stalinien en Hongrie, ouvrent une nouvelle étape de la montée révolutionnaire dans les pays du glacis soviétique. De même que le soulèvement héroïque des ouvriers d'Allemagne orientale des 16 et 17 juin 1953, et que les grèves de Vorkouta et d'autres camps de travail forcé en Sibérie, ils nous permettent de saisir sur le vif les contradictions des forces sociales qui préparent la révolution politique des travailleurs soviétiques contre la bureaucratie. La dynamique de la renaissance du mouvement des masses dans les Etats ouvriers dégénérés et déformés, les relations particulières entre la pression des masses, la

division de la bureaucratie, les concessions de celles-ci aux diverses couches de la population, puis le début de l'action ouverte des masses, tout cela est éclairci, étape par étape, selon la modification des rapports de forces qu'elle comporte. Poznan ouvre à ce sujet un nouveau chapitre par rapport à Berlin 1953. Mais avant tout, les événements de Pologne et de Hongrie nous permettent d'inclure pour la première fois depuis 1927 un facteur subjectif dans l'analyse de la montée ouvrière dans des pays dominés par la bureaucratie soviétique : la réapparition d'une opposition communiste qui conquiert de haute lutte le droit de s'exprimer publiquement, devant l'opinion publique ouvrière de son pays.

LES CAUSES IMMEDIATES DE LA REVOLTE DE POZNAN

Depuis plusieurs semaines, les usines ZISPO à Poznan étaient le théâtre d'une sourde agitation ouvrière. A deux reprises, en 1953 et en 1954, le relèvement des normes avait imposé aux travailleurs un effort de production accru sans relèvement de salaires. Plus encore, un accroissement de la productivité du travail de 24,6 % était accompagné d'un blocage du salaire nominal (Trybuna Ludu, 20 juillet 1956). Un reclassement de la main-d'œuvre du point de vue des catégories professionnelles — lié selon certains à la conversion de l'entreprise d'une production d'armements à une production civile — signifia, au cours de l'année suivante, des réductions du salaire mensuel de 200 à 450 zloty pour les 3/4 des salariés de l'usine (Trybuna Ludu, 30 juin 1956).

Fin 1955, le système des salaires fut revu dans le sens proposé par Boulganine-Kaganovitch en U.R.S.S. La réduction de la partie des primes dans le salaire global ne fut pas compensée par un relèvement suffisant du salaire de base. La réduction précédente du salaire global fut donc en quelque sorte consolidée.

Ce qui finit par aggraver davantage encore la situation des ouvriers de la ZISPO, ce fut la désorganisation des fournitures de matières premières et de courant électrique à l'usine, qui provoqua des arrêts périodiques de la production et une nouvelle réduction des salaires.

Dès le mois de mai 1956, une grève perlée commença à s'entendre dans l'usine. Une pétition écrite fut envoyée au ministère des industries mécaniques à Varsovie.

Elle resta sans réponse. Le mécontentement fut tel que le comité d'entreprise prit en main la direction de l'agitation et envoya, le 25 juin, une délégation à Varsovie pour discuter avec le ministre Fidel-ski. Les revendications portaient sur le reclassement des travailleurs et l'abolition du règlement sur les salaires de décembre 1955 ; sur la fourniture régulière des matières premières ; sur le remboursement des impôts payés au cours des dix années précédentes, selon la loi récompensant « l'effort d'émulation socialiste », et sur l'amélioration du ravitaillement et du logement ouvrier.

La délégation revint à Poznan le 27 juin, accompagnée du ministre lui-même. Les événements du 27 sont déjà teintés d'interprétations apologetiques dans les récits qui en ont paru dans la presse polonaise. La version selon laquelle le ministre aurait donné satisfaction aux ouvriers mais « tardé » de communiquer la teneur de ces décisions aux ouvriers est peu vraisemblable. En effet, deux meetings de masse eurent lieu, l'un le 27 à 14 heures et l'autre le 28 à 6 heures du matin, au cours desquels les représentants du pouvoir avaient d'amples occasions de communiquer de bonnes nouvelles aux travailleurs.

Par ailleurs, au cours de la révolte du 28 juin, une rumeur a circulé parmi les ouvriers de Poznan selon laquelle des membres de leur délégation auraient été arrêtés à Varsovie ou à Poznan même. Il est impossible de vérifier le bien-fondé de cette rumeur, mais il semble probable que les autorités ont exercé des repré-

sailles contre certains membres de la délégation qui, au meeting du 27, se déclarèrent mécontents du résultat des négociations et proposèrent la grève et la manifestation de rue pour le lendemain.

Le 28 au matin, cette décision fut confirmée dans un nouveau meeting. Comme à Berlin les 16 et 17 juin 1953, les ouvriers se réunirent démocratiquement dans toutes les entreprises de Poznan pour discuter de l'attitude à prendre envers le mouvement qui était déclenché. La plupart des entreprises décidèrent de se joindre à la grève et à la manifestation. Mais pas toutes. Les cheminots et les ouvriers de l'usine STAROLEK, qui venaient d'obtenir une augmentation des salaires, refusèrent de participer à l'action. Relatant ce fait dans la revue Preuves (août 1956), K.-A. Jelenski y voit une confirmation que le mouvement au début eut un caractère purement économique, et que l'initiative provenait des éléments communistes de la base. Venant d'un tel organe pro-impérialiste, cette remarque en a d'autant plus de valeur.

La manifestation débuta dans l'ordre et dans le calme le plus parfait, sans émeutes ni violences ou pillages d'aucune sorte, comme le confirment unanimement tous

les observateurs, polonais ou étrangers. Arrivée devant les bâtiments de la police d'Etat, la manifestation pacifique se transforma en émeute. Qui a tiré le premier coup de fusil ? Les milieux officiels affirment que des « provocateurs dans la foule » ont tiré sur les policiers barricadés dans leur forteresse, et que ceux-ci auraient riposté en « tirant en l'air ». Les voyageurs étrangers de retour de Poznan ont affirmé que la version qui circulait dans le peuple fut celle de coups de feu tirés par la police et tuant un enfant dans la foule, ce qui déclencha la colère des manifestants. Quoi qu'il en soit, une brève mais violente fusillade générale s'ensuivit. Les troupes stationnées à Poznan refusèrent de tirer sur le peuple et distribuèrent leurs armes aux manifestants. Ceux-ci allèrent libérer les prisonniers — presque tous de droit commun, les prisonniers politiques n'étant pas gardés dans des prisons de province — et s'emparèrent du stock d'armes de la prison. L'intervention des cadets de l'école d'officiers permit aux autorités de « rétablir l'ordre ». Des noyaux de manifestants continuèrent à se défendre les armes à la main au cours de la nuit, dans des blocs isolés de la ville et dans l'Université.

LE ROLE DES PROVOCATEURS

La première version des événements, communiquée dès le 29 juin par l'Agence de Presse polonaise PAP, insistait lourdement sur le rôle décisif joué dans les événements de la veille par les « agents impérialistes, provocateurs à la solde de l'étranger ». Tout en soulignant le fait qu'il fallait accorder une plus grande attention aux causes économiques et sociales des événements de Poznan qu'à l'activité des provocateurs, le premier secrétaire du Comité Central du parti communiste (1), Ochab, n'en déclara pas moins au 7^e Plénum du C.C. que « les organisations clandestines contre-révolutionnaires ont organisé la provocation sanglante et les émeutes dans les rues de Poznan ». (Trybuna Ludu, 20 juillet 1956.)

Or, cette thèse, largement répandue par la presse et la radio polonaise, ne se heurtait pas seulement à des contradictions internes manifestes, elle souleva également l'indignation ouvertement exprimée de dizaines de milliers de travailleurs de toute la Pologne. Selon l'article précité de K.-A. Jelenski, des dizaines de milliers de lettres, signées ou anonymes, furent envoyées spontanément aux rédactions des journaux et de la radio. Dans son émission du 5 juillet, la radio polonaise avoua avoir reçu « un grand nombre de lettres » au sujet des événements de Poznan. Elle en cita quelques-unes à titre d'exemple. Toutes exprimaient leur opposition violente à la version officielle des événements.

Ainsi, un auditeur de Wegorzew écrit : « Le sang nous monte à la tête en écoutant vos discours. La lutte pour le pain, vous en faites une provocation qui aurait été dirigée contre notre légalité. »

Une auditrice :

« Nous exigeons qu'on libère immédiatement tous les ouvriers arrêtés au cours de la manifestation sanglante de Poznan. »

Un « participant à la grève de Poznan » :

« Je suis ouvrier dans une des usines de Poznan. Nos salaires ne nous suffisent pas pour vivre. Nous sommes sortis dans la rue pour manifester et non pour tirer... »

Le fait qu'après les événements du 28 juin on ait lu de telles lettres à la radio polonaise, et rien que des lettres avec un contenu pareil, en dit long sur l'ampleur de la vague d'indignation et d'opposition qui déferla sur le pays en face de la première version officielle des événements.

Aussi, dès la deuxième semaine de juillet, la revue Nowa Kultura publia-t-elle un reportage d'un journaliste, qui interviewa les autorités de police de Poznan et recueillit l'imprudente confession que voici :

« Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas trouvé les preuves de l'activité d'une organisation conspirative. »

Le procureur général de la République, M. Rybicki, dans une autre interview publiée par la presse polonaise, abandonna complètement la thèse d'une liaison quelconque entre les manifestants de Poznan et les agences impérialistes, affirmant seulement que les personnes arrêtées « s'étaient inspirées de sources étrangères,

(1) Le Parti Unifié des Travailleurs Polonais. Nous le désignons sous le titre de « Parti Communiste » pour faciliter la compréhension du lecteur.

hostiles à la Pologne » (*Manchester Guardian*, 15 août 1956). Des journalistes polonais qui visiteront dans leurs cellules les prisonniers de Poznan ne purent que rapporter des images de gens sans formation politique, qui se trouveront sur place « par curiosité » ou « par hasard » et qu'on ne pourra transformer en « provocateurs à la solde de l'étranger » qu'en utilisant ces « méthodes d'investigation inadmissibles » qui arrachèrent des aveux aux médecins juifs et aux accusés des procès de Moscou, méthodes dont Khrouchtchev et Cie se sont si vertueusement et si tardivement indignés...

Lors des événements de Berlin, nous avons mis en lumière le rôle joué, au cours de la deuxième phase des événements, par des provocateurs venus de Berlin-Ouest. Il n'y avait pas là matière à spéculation; c'était une constatation de fait, enregistrée par des centaines de témoins oculaires. Les groupements d'extrême-droite de Berlin-Ouest se transportaient en groupes compacts sur la scène de la manifestation, profitant de la disparition de la frontière interzone. Mais à Poznan il n'y avait nulle frontière avec l'Ouest qui s'effaçait brusquement. Il n'y avait nulle organisation d'extrême-droite qui put tranquillement mobiliser ses adhérents et les amener sur les lieux de l'émeute. Penser que les noyaux clandestins insignifiants à la solde du gouvernement de Londres possèdent une puissance telle qu'ils peuvent organiser le soulèvement d'une ville ouvrière de centaines de milliers d'habitants, ce serait démentir de la façon la plus catégorique tout ce qu'on a affirmé officiellement depuis quatre ans sur la « disparition » de ces noyaux, c'est présenter une image des rapports de forces entre les tenants du passé et ceux qui ont foi dans l'avenir absolument non conforme à tout ce qu'ont rapporté de Pologne les observateurs les plus objectifs.

EN FAIT, SEULS LES VERITABLES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES A L'ETRANGER ONT ACCEPTE AVEC ENTHOUSIASME LA VERSION STALIN-

LA VERITABLE CAUSE DE LA REVOLTE : ESSOR INDUSTRIEL ET MISERE OUVRIERE

« Les ouvriers de Poznan avaient toutes les raisons d'être aigris », écrit l'organe officiel du PC polonais, *Trybuna Ludu*, le 6 juillet 1956. En effet : les salaires, de 1.000 à 2.000 zlotys par mois, que gagnaient la majorité, représentaient en pouvoir d'achat quelque 15 à 30.000 francs français, et la plupart des salaires était plus près de 15.000 que de 30.000 francs (3). Les réductions subies les transformaient en véritables salaires de famine. Et cela se produisait au moment où la presse polonaise n'avait pas encore cessé de chanter les louanges des résultats du plan sexennal, et où la Foire de Poznan montrait aux visiteurs étrangers l'image d'une fausse opulence dans les magasins.

En vérité, les économistes et même certains dirigeants politiques polonais avaient déjà commencé à décrire la situation

NIENNE DES EVENEMENTS DE POZNAN, parce que cette version leur permet de redorer un blason qui, au cours des dernières années, avait perdu tout attrait.

Que des noyaux contre-révolutionnaires subsistent en Pologne, nul besoin de le nier. Qu'il existe, en outre, des noyaux, plus importants, d'opposition social-démocrate et syndicale au régime, qu'on ne peut pas exactement qualifier de contre-révolutionnaires, cela ne souffre pas non plus la discussion. Mais ce ne sont pas ces noyaux qui ont organisé la manifestation du 28 juin. Ce sont les comités d'entreprise communistes, les assemblées générales démocratiques des travailleurs qui l'ont organisée. Et si, à un certain moment, la manifestation a pris un caractère d'opposition politique « illégale », si les manifestants ont bruyamment extériorisé leur haine de la police secrète et des geôliers des prisons, la faute n'en est pas au « manque de conscience de classe » des travailleurs de Poznan, mais uniquement à la structure politique du régime qui ne donne aucune possibilité à l'opposition ouvrière de s'exprimer légalement. François Fetjô a écrit dans *FRANCE-OBSERVATEUR* que Poznan est la rançon de l'inexistence d'un véritable mouvement syndical. Nous pourrions compléter cette formule en affirmant que si la grève de Poznan est la rançon payée par le régime pour l'inexistence d'un mouvement syndical indépendant, l'émeute de Poznan est la rançon de l'inexistence d'une opposition ouvrière légale. Il y a 28 ans, Trotsky avertissait la bureaucratie que l'opposition ouvrière finirait par s'exprimer publiquement. En étouffant les courants révolutionnaires, en s'acharnant sur les bolchéviks-léninistes, les bureaucrates, loin de « défendre l'U.R.S.S. contre la contre-révolution », assureraient seulement la direction de futurs mouvements de masse à des éléments politiquement inconscients, voire subjectivement hostiles à la révolution. Les événements de Poznan constituent un écho tardif mais combien éloquent à cet avertissement de Trotsky (2).

ouvrière de façon réaliste avant les événements de Poznan. Le choc que devaient en subir ceux qui, dans le pays et surtout à l'étranger, avaient feint d'ignorer la situation réelle, ne pouvait qu'être salutaire. Une véritable discussion avait été déclenchée par la publication, dans *Trybuna Ludu* du 1^{er} janvier 1956, d'un rapport d'Hilary Minc, le chef économique polonais, qui affirmait qu'au lieu d'une

(2) Comme à Berlin, ce furent surtout des adolescents de 14 à 18 ans qui se distinguèrent à Poznan dans les bagarres.

(3) D'après *Trybuna Ludu* du 8 avril 1956, le salaire moyen dans l'industrie mécanique s'élève à 15.487 zloty par an, soit 1.290 zloty par mois, ce qui représente un pouvoir d'achat approximatif de 20.000 fr. français. Le même journal reconnaît que beaucoup d'ouvriers ne gagnent que 500 zloty.

augmentation de 40 %, le plan sexennal avait abouti à une augmentation de 26-27 %. Le journal *Zycie Warszawy* écrivit à ce sujet le 2 février 1956 :

« Dans le discours (de Minc) on mentionna des chiffres globaux... qui ont provoqué des discussions passionnées. Dans des réunions et des discussions privées, on compara ses expériences propres et ses impressions avec les chiffres mentionnés, on exprima des doutes et on exigea des explications. »

Le lendemain, 3 février, *Trybuna Ludu* publia un tableau récapitulatif de l'évolution des salaires nominaux moyens, de l'indice du coût de la vie, des salaires réels et de la consommation par tête d'habitant depuis 1949. Ces chiffres indiquent qu'entre 1950 et 1951, le salaire réel était resté stationnaire, et qu'il s'était abaissé successivement de 1951 à 1952 et de 1952 à 1953, pour remonter au cours des deux années successives. Mais ils contiennent en même temps les données suivantes sur la consommation par tête d'habitant :

	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Céréales (kg.)	163,3	165,8	160,4	160,5	163,3	166,0
Viande (kg.)	28,9	38,4	38,6	33,7	36,3	37,7
Sucre (kg.)	19,3	21	24,9	22,4	19,9	22,4
Cotonnades (m.)	13,4	14,6	16,2	15,9	15,3	16,1
Savon (kg.)	1,7	1,9	2,3	1,9	1,8	1,9
Papier (kg.)	10,2	11,7	12,6	12,4	11,9	12,8

Ces chiffres non seulement confirment la nette réduction du niveau de vie soufferte par les ouvriers en 1952 et en 1953, mais contredisent complètement l'affirmation de Minc selon laquelle le salaire réel en 1954 aurait dépassé celui de 1951 de 12 %. Dans le meilleur des cas, ils semblent indiquer un retour au niveau de 1951, ce qui signifierait en pratique une stagnation des salaires réels entre 1950 et 1954 et un relèvement du niveau de vie de quelques points seulement au cours

LE « COURS NOUVEAU » ET LA REVOLTE DE POZNAN

Les conditions d'existence misérables des travailleurs de Poznan ne sont nullement exceptionnelles. L'atmosphère d'agitation violente, toujours lourde d'une action de masse, n'a pas seulement existé des semaines durant à l'usine ZISPO. Au début d'août, une délégation de la ville industrielle d'Oppole (Haute-Silésie) se rendit à Varsovie pour attirer l'attention du gouvernement sur la situation fort grave qui régnait dans cette région. Le quotidien *Trybuna Opolska*, cité par le *Times* du 27 août dernier, écrit à ce sujet ce qui suit :

« Il règne une grande émotion du fait du ravitaillement insuffisant en produits alimentaires et en biens de consommation courante, du fait de la pénurie des logements, des conditions de travail extrêmement dures (!) et du bas niveau de vie... Diverses entreprises se rendent coupables de pratiques réellement scandaleuses passant toutes outre aux règles légales et constitutionnelles concernant la sécurité des travailleurs... Une théorie pernicieuse avait inspiré récemment encore l'idée qu'il fallait à tout prix forcer le développement

de l'année 1955. Ochab parle dans son rapport d'une augmentation des salaires de 13 % entre 1950 et 1955. Le chiffre réel est sans doute bien plus bas encore.

Or, les travailleurs polonais comparent ces chiffres aux résultats suivants du plan sexennal : la production d'électricité, de coke, de fonte, de machines-outils, des principaux produits chimiques a plus que doublé; la production de lignite, d'acier, de zinc et de tissus de soie a augmenté de 50 à 75 %, la production de charbon a augmenté de 30 %, la construction navale a décuplé. Il est vrai que certains de ces résultats restent en-deça des objectifs du plan. Mais la contradiction entre ce qui a été atteint sur le plan industriel et ce qui a été négligé sur le plan du niveau de vie des masses est trop frappante pour ne pas provoquer l'indignation de tout ouvrier, de tout communiste à l'esprit critique.

Les données statistiques officielles, qui avaient le sort misérable de l'ouvrier, laissent encore hors de compte l'aspect le

plus lamentable de la misère ouvrière : la crise du logement, l'insuffisance criante de la construction immobilière dans un pays saisi par la fièvre de l'industrialisation rapide. Des centaines de milliers de personnes sont obligées de partager un logement — souvent composé d'une seule pièce — avec des inconnus, et des familles entières cohabitent dans des conditions inimaginables de tension nerveuse. Est-il étonnant dans ces conditions qu'une étincelle suffise pour provoquer un incendie ?

de l'économie populaire, même en violant les lois aux dépens des ouvriers ».

Ces conditions, pour générales qu'elles fussent, n'étaient pourtant pas nouvelles. Elles furent subies passivement par les travailleurs au cours des années précédentes. On ne peut comprendre l'éclatement de la grève et de la révolte de Poznan, si l'on ne tient compte de l'arrière-fond psychologique et social sur lequel elles se sont dessinées : le « cours nouveau » du parti communiste polonais qui, depuis le 20^e Congrès du P. C. de l'U.R.S.S., ou plutôt, dès l'an passé, va bien au-delà de ce qu'on rencontre d'analogue en U.R.S.S. même ou dans les autres « démocraties populaires ».

Dans la presse — notamment dans l'organe culturel de la jeunesse communiste, *Po Prostu*, véritable moniteur de l'opposition communiste; dans la revue économique *Zycie Gospodarcze*; dans le quotidien de Varsovie *Zycie Warszawy*; dans l'hebdomadaire *Nowa Kultura*, etc. — des voix critiques s'élevèrent qui ne se limitèrent guère à discuter des suites néfastes du « culte de la personnalité » mais qui,

allant au fond des choses, dénoncèrent les **tares structurelles** issues de la domination de la bureaucratie sur l'économie et l'Etat. Certaines publications littéraires, certains articles de journaux étaient de véritables actes d'accusation du régime stalinien, provoquant l'intérêt passionné des masses. Le tirage de **Po Prostu** augmenta en quelques mois de temps de 10.000 à 100.000 exemplaires. Les lecteurs s'arrachent le journal et on le paye au poids d'or sur le marché noir. Le poème « Deux fragments » d'Adam Wazyk qui y fut publié exprimait la déception et l'espoir de toute une génération de communistes. L'hebdomadaire de Cracovie **Zycie Literackie** publia un article au titre symbolique « Je vis un tremblement de terre » dans lequel l'écrivain célèbre Wladyslaw Machajek souleva des problèmes aussi épineux que les procès de Moscou contre Boukharine, Zinoviev et Kamenev, l'existence des camps de travail forcé en Sibirie, le rôle des sociaux-démocrates dans la lutte de résistance contre l'opposition nazie en Pologne, etc.

Cette offensive littéraire de l'opposition eut comme pendant naturel une offensive politique. Des congrès littéraires et scientifiques, puis le congrès des économistes ouvert le 7 juin dernier, furent le théâtre de discussions libres et violentes, où les dogmes stalinien furent ouvertement attaqués. Dans le parti même, des cellules entières prirent l'initiative d'engager une action collective, exigeant la convocation d'un Congrès extraordinaire après les révélations du rapport Khrouchtchev.

C'est dans ces conditions de « dégel » général, accompagné d'une pression rapidement croissante du mécontentement des masses, que l'appareil du parti dut faire une série de concessions de la plus haute importance. Il permit aux comités d'entreprise de jouer, davantage que par le passé, un rôle autonome de défense des intérêts des ouvriers sur les lieux de travail. Le Conseil Central des Syndicats exigea que le gouvernement abroge la funeste loi du 19 avril 1950 sur la « discipline du travail socialiste » qui introduisit en Pologne les pires excès de la législation stalinienne du travail : amendes et licenciements pour retards minimes, peines de travaux forcés, omnipotence des directeurs, etc. Le ministre du travail parla même de l'indépendance des syndicats...

Voilà le climat dans lequel pouvait éclater la révolte de Poznan. Une liberté ouvrière — très restreinte — retrouvée, des salaires de famine maintenus, voilà la combinaison de facteurs objectifs qui rendit la révolte possible.

Le parallèle entre Berlin 1953 et Poznan 1956 saute aux yeux. Ici comme là, un

brusque « dégel » de la dictature constitua une concession indispensable au mécontentement des masses. Ici comme là, ce « dégel » ne fut pas accompagné d'une véritable amélioration des conditions de vie des travailleurs. Ici comme là, le « cours nouveau » prépara et facilita une action directe des masses. Il fut le véritable anneau intermédiaire, dans la chaîne de la révolution qui se prépare, entre la pression et le début de l'action directe des masses.

A ce point cependant le parallèle Berlin-Poznan s'arrête. A Berlin, après un moment de panique, la fraction dominante de l'appareil bureaucratique se ressaisit et, tout en accordant d'importantes concessions matérielles aux masses, frappa sans scrupules et sans pitié les « coupables », ne fût-ce que ceux des siens coupables de vouloir se rapprocher un peu des ouvriers révoltés. Après Poznan, toute tentative de répression échoua, étant donné la pression et l'initiative des masses dans tout le pays — comme en témoignent les lettres envoyées à la presse et à la radio, citées plus haut.

A Berlin, les dirigeants de la bureaucratie soviétique furent à l'avant-plan de ceux qui exigèrent une répression exemplaire. Le voyage de Boulganine et du maréchal Joukov à Varsovie, au moment où se réunissait le 7^e Plénum du Comité Central du P. C. polonais, avait le même but. Ce voyage se plaça dans l'effort décliné par la fraction Khrouchtchev-Boulganine au mois de juillet, de limiter les « excès » de la déstalinisation (critiques contre Togliatti, etc.). Boulganine prit la parole à Varsovie pour accuser les « agents provocateurs étrangers » d'avoir causé les événements de Poznan. Il attaqua en termes violents la presse polonaise qu'il accusa d'avoir « en partie succombé à l'ennemi ». Ochab reprit la même remarque, avec plus de nuances. La majorité du Comité Central cependant ne suivit pas Boulganine mais décida de développer et d'amplifier plus que jamais le « cours nouveau ». Le journal **Po Prostu** n'hésita pas à écrire au lendemain du C.C. que ce n'était pas moins, mais plus de liberté, notamment de liberté de presse, qu'il fallait au communisme polonais. C'étaient des paroles significatives, au moment où elles furent prononcées. Ce fut la première manifestation publique d'opposition politique à un cours proposé par le Kremlin et par le premier secrétaire du P. C. polonais. Ce fut la preuve tangible du fait que, dans les conditions actuelles, avec une pression croissante des masses, des communistes oppositionnels avaient pu conquérir un début de liberté de la presse. La réadmission de Gomulka confirma ces mêmes tendances.

LA « DEUXIEME REVOLUTION »

La pression des masses a rendu inévitable le « cours nouveau » qui, à son tour, a précipité l'action des masses. Boulganine a à sa façon raison d'affirmer que les critiques violentes de la presse avaient encouragé les travailleurs de Poznan dans leur action. Mais un « libéral » quel-

conque du Comité Central aurait pu lui répondre, avec autant de raison, que si cette soupape de sécurité n'avait été précipitamment installée, des explosions d'une nature diverse mais encore plus dangereuse pour le régime se seraient vraisemblablement produites. Il ne sert à

rien d'épiloguer sur cette philosophie. Lorsque les rapports entre gouvernants et gouvernés se modifient radicalement en faveur de ceux-ci, la politique de répression devient tout aussi inopérante que la politique de libéralisation pour sauver le régime.

Dans le climat de revalorisation intense de toutes les valeurs entreprise par l'opposition communiste, les problèmes fondamentaux de la société postcapitaliste ont été hardiment posés en public. **Trybuna Ludu**, dans son article précité, écrit :

« La grève des ouvriers de Poznan — il ne faut ni voiler ni excuser cette vérité fondamentale bien que douloureuse — a été causée dans une large mesure par les « déformations bureaucratiques de l'Etat prolétarien » (6 juillet 1956).

Même le secrétaire du parti, Ochab, déclara dans son rapport devant le 7^e Plénum :

« Les événements de Poznan démontrent que nous avons fait peu de choses, pour surmonter les déformations bureaucratiques de notre Etat ». (*Trybuna Ludu*, 20 juillet 1956).

D'autres allèrent beaucoup plus loin. **Po Prostu** décrit ce que ce journal courageux appelle :

« La disparité (contradiction) entre le caractère social de la production et le système de direction de l'économie soviétique excessivement centralisée et bureaucratique ».

La revue **Nova Kultura** publia le 29 avril 1956 un article étonnant, disons extraordinaire, qui représente certainement la condamnation publique la plus violente de la dictature bureaucratique qu'on ait jamais formulée publiquement dans un pays où règne cette dictature :

« Le 1^{er} mai stalinien, le 1^{er} mai habituel de la « Pologne populaire » ? C'est, ensemble, la Révolution et la Contre-Révolution. Les ouvriers à côté des bourgeois qui les pillent impunément. Les vieux révolutionnaires avec les petits conformistes de la jeunesse communiste. Les dévots de la Sainte Vierge avec les dévots du culte de la personnalité... »

... La Révolution nous a dotés d'un appareil complet de gouvernement. Elle en a recouvert tout le pays, elle y a placé des milliers de gens, tous intéressés à sa sauvegarde et à son renforcement. Jamais contrôlé par les masses, et bientôt supprimant avec habileté tout moyen de contrôle, cet appareil a dégénéré ; il a formulé lui-même ses principes et a défini ses propres buts ; il s'est entouré d'une police à sa dévotion, qui défend les intérêts de la caste officielle ; il a produit sa propre mythologie autour d'une foi et d'un chef infallible ; il a formé ses propres alliances de classe par des combines entre la caste officielle et les professions privilégiées ; il a tiré sa propre esthétique de la version jdanovienne du réalisme socialiste. Il ne manquait plus aux privilégiés du système que l'hérédité matérielle et nobiliaire. Cette caste a été un élément anti-progressiste, et ses intérêts étaient contraires à ceux des travailleurs... »

... Ce qui se passe chez nous (maintenant), c'est une révolution. (Qu'on ins-

crive sur les pancartes du 1^{er} mai les mots d'ordre suivants :)

— « Le pouvoir aux ouvriers et aux paysans, leurs voix étant décisives dans l'administration de l'industrie et dans la lutte pour une nouvelle agriculture ».

— « Le pouvoir au peuple, avec de nouveaux conseils nationaux dotés de pouvoirs effectifs, sous une forme entièrement démocratique ».

— « Le respect de la loi, une entière liberté de parole et de discussion, une juridiction indépendante, le respect de la Constitution ».

— « L'étendard rouge de la classe ouvrière, et son hymne avec ses paroles : « Prends ce qui t'est dû, conformément à ta propre loi, et cherche ton salut dans ta propre volonté ! » »

Que nous donne cette profession de foi magnifique, sinon l'analyse marxiste — c'est-à-dire trotskyste — de la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S. et des « démocraties populaires », complète jusqu'au vocabulaire même ? Que nous donne-t-elle, sinon le programme de la révolution politique, de cette « deuxième révolution » dont il est si souvent question maintenant, pour laquelle les communistes oppositionnels comme Krzysztof Toeplitz, l'auteur de l'article précité, tout comme les rédacteurs de **Po Prostu**, élaborent une plateforme et sur la voie de laquelle les ouvriers de Poznan ont posé un premier jalon ?

Il n'est pas étonnant que l'attention du mouvement ouvrier polonais soit aujourd'hui de plus en plus centrée sur la question de la **gestion des entreprises**, des relations entre directeurs et ouvriers, de la participation des travailleurs à cette gestion. Parmi les causes de Poznan, il y a l'irritation, l'indignation des travailleurs envers l'inepte gestion bureaucratique, qui les frustre d'une grande partie de leurs sacrifices. Dès le 6 juillet, **Trybuna Ludu** avait soulevé ce problème, parlant de la nécessité de « démocratiser la gestion des entreprises » et concluant :

« Le « feu roulant » de la démocratisation de l'économie devrait être ouvert par les grandes entreprises industrielles, qui disposent des ouvriers les mieux organisés et les plus conscients. C'est là que devrait commencer la « détermination des limites des sacrifices en accord avec les ouvriers » et la participation de fait des groupes d'ouvriers à la gestion de l'économie ».

Inévitablement, les communistes oppositionnels polonais cherchèrent à s'inspirer de l'exemple yougoslave à ce sujet. Ainsi, la revue **Nova Kultura** publia dans son numéro du 1^{er} juillet un article intitulé : « Le problème : Yougoslavie », qui s'attaque aux fondements mêmes de l'idéologie apologétique stalinienne. La propriété des moyens de production ne résout pas encore tous les problèmes économiques fondamentaux, explique l'auteur, suivant un exposé de Kardelj. Il reste à déterminer qui dispose en fait de ces moyens de production. Le socialisme est irréalisable s'il signifie — comme l'affirmait Staline — une concentration permanente de ces moyens de production entre les mains d'« organes dirigeants ».

Il faut s'avancer sur la voie de la libre disposition des moyens de production entre les mains des producteurs eux-mêmes. Les formes et le rythme de ce processus peuvent être sujets à discussion, mais non son objectif.

Il est vrai que l'histoire a déjà suffisamment avancé depuis 1949-1950, pour qu'aujourd'hui l'opposition communiste polonaise ne reçoive plus d'impulsions de l'exemple yougoslave. Au contraire, l'opportunisme de la direction yougoslave —

DEUX PROGRAMMES

Existe-t-il aujourd'hui un danger « droitier » dans le P. C. polonais, et, de là, dans les P. C. des autres « démocraties populaires » ? Nagy et Gomulka, qui sont en quelque sorte l'incarnation de l'opposition communiste en Hongrie et en Pologne, sont-ils des « communistes de droite » ? Superficiellement, on serait tenté de répondre « oui » à cette question, si l'on tient compte de la façon dont ils insistent sur la nécessité de laisser plus de liberté, plus d'initiatives et surtout plus de moyens financiers, entre les mains de la paysannerie indépendante.

Une telle réponse serait cependant tout à fait erronée, car ce serait établir un parallèle mécanique entre la plate-forme boukharinienne des années 1925-1928 et les propositions Gomulka-Nagy. En réalité, les « démocraties populaires », et certainement la Pologne, ne vivent pas aujourd'hui leurs années « 1926 » ou « 1927 », mais « 1932 » et « 1933 ». Le danger, ce n'est pas la puissance des koulaks qui risquent d'étouffer l'Etat ouvrier, c'est la stagnation de la production agricole qui menace les ouvriers de famine. Le salut est dans la voie d'une suppression des disproportions, dans la voie d'un accroissement considérable des crédits à l'agriculture et à l'industrie légère, d'une véritable détente à la campagne, d'une normalisation des relations de marché entre la ville et le village. Telles étaient les solutions que proposèrent Trotsky et l'Opposition de Gauche en 1932. Telles doivent être également les solutions que proposent aujourd'hui les communistes oppositionnels en Pologne.

Certes, cela ne signifie pas que le danger de droite ait définitivement disparu. Ce danger subsistera aussi longtemps que subsistera une paysannerie indépendante, un niveau de vie inférieur à celui des pays capitalistes, une tension dans le domaine économique qui ne permet pas de satisfaire tous les besoins des consommateurs. Mais ce danger ne peut être maîtrisé par le terrorisme au village et dans le parti. Pour le maîtriser, il faut ressouder la classe ouvrière autour de l'Etat ouvrier, c'est-à-dire établir la démocratie ouvrière et orienter l'économie dans les intérêts des travailleurs. Tel est, en effet, le programme de la révolution politique, la meilleure arme pour détruire à tout jamais les rêves insensés des restaurationnistes.

Avec beaucoup d'hésitations et de limites, la fraction dirigeante s'avance aujourd'hui sur la voie de la révision du

qui n'a pas hésité à mettre, elle aussi, les faits de Poznan sur le compte de provocateurs (de provocateurs stalinien, il est vrai) alors qu'elle avait analysé de façon correcte les événements analogues de Berlin — exerce aujourd'hui un rôle de frein sur le développement théorique et pratique du communisme polonais. Mais la pression des masses aidant, celui-ci dépassera sans doute autant la pratique yougoslave que celle-ci a pu dépasser jadis la pratique stalinienne soviétique.

programme d'industrialisation. Au 7^e Plénum du Comité Central du P. C. polonais, une vaste reconversion de l'industrie d'armement en industrie légère fut prévue, accompagnée d'une augmentation importante des bas salaires (New York Times du 4 août 1956). Dans une interview, accordée à Trybuna Ludu et publiée le 4 août dans ce journal, le Premier ministre Cierankiewicz, après avoir déclaré que le « problème de l'extension du rôle des travailleurs dans la gestion des entreprises est un des éléments essentiels du processus de démocratisation en Pologne », précise en termes non équivoques les différences entre le nouveau plan quinquennal et l'ancien plan sexennal :

« Le plan sexennal était un plan pour l'industrialisation rapide de notre pays. Le plan quinquennal part de l'hypothèse qu'il faut avant tout relever le niveau de vie. Tous les autres éléments du plan sont subordonnés à ce but. Pour cette raison, le plan met l'accent principal sur le développement de l'agriculture et de l'industrie légère. Ainsi, la différence dans le rythme de développement de l'industrie lourde et de l'industrie légère sera beaucoup plus réduite que pendant la période de réalisation du plan sexennal ».

On le voit, un long chemin a été parcouru depuis l'époque où Staline affirmait « la loi de la priorité absolue du développement de l'industrie lourde » et où Malenkov et Nagy furent éliminés pour avoir « exagéré » l'importance du développement de l'industrie légère.

Bien entendu, ce serait une erreur de prendre les déclarations des bureaucrates polonais pour argent comptant. Ils peuvent demain revenir sur ce qu'ils accordent aujourd'hui et, surtout, leurs actes peuvent ne pas correspondre à leurs paroles. Ce qui importe cependant de fixer avant tout, c'est l'amplification de la pression des masses et les effets objectifs de l'action des masses dans le domaine de l'orientation du régime. L'interaction de tous ces facteurs favorise plus que jamais l'essor de l'esprit critique, de l'auto-confiance et de l'opposition parmi les masses et les militants communistes. Il rend moins que jamais possible un retour pur et simple au régime stalinien de type classique :

Dans son intelligent article publié dans la revue Preuves, J.-A. Jelenski remarque que l'opposition polonaise s'exprime généralement dans le vocabulaire marxiste-léniniste. Et il ajoute : mieux encore, plus l'opposition s'accroît, et plus elle tente

de faire preuve d'orthodoxie léniniste. D'après l'auteur, il s'agit là d'un simple réflexe protecteur, destiné à limiter les dangers de la répression. En vérité, d'après lui, l'opposition se composerait autant de véritables bolcheviks oppositionnels que de sociaux-démocrates, d'anarchistes, voire de démocrates-chrétiens, etc. Que l'opposition ne soit pas homogène, on l'admettra volontiers. Mais qu'elle se pare comme ruse du vocabulaire marxiste-léniniste, c'est une hypothèse gratuite. Il n'y a, en Pologne, que deux mouvements oppositionnels possibles : celui qui prône une révolution politique et qui se prononce pour la défense et le renforcement de l'infrastructure de la société postcapitaliste ; et celui qui prône une contre-révolution sociale. L'emploi généralisé du vocabulaire et des idées marxistes-léninistes exprime ce fait objectif essentiel que la grande majorité des opposants ouvriers en Pologne se placent sur le terrain de la révolution politique et de la réforme de l'infrastructure, et

qu'ils n'ont rien de commun avec les contre-révolutionnaires de l'intérieur ou de l'extérieur.

De nombreux observateurs ont remarqué l'intérêt passionné que la jeunesse ouvrière et intellectuelle communiste porte à tout ce qui se passe dans le mouvement ouvrier occidental. En pleine effervescence idéologique, cette jeunesse est avide d'idées, de programmes, de lignes d'action. Spontanément, elle a renoué avec ce qu'il y a de meilleur dans la tradition marxiste polonaise, avec les idées de Rosa et avec les idées des bolcheviks. Ayant une tradition et des possibilités incomparablement plus riches que celles de la Yougoslavie ou de la Chine, elle réalisera sa « deuxième révolution » sur un plan plus élevé que tout ce que la montée révolutionnaire a connu depuis 1943. C'est par Varsovie que passe et passera une prochaine vague de la révolution mondiale, et ses répercussions seront ressenties de façon décisive, non seulement à Berlin et à Prague, mais aussi à Moscou.

Depuis le rapport Khrouchtchev sur Staline

La divulgation dans les pays capitalistes et dépendants du rapport final de Khrouchtchev sur Staline a porté la crise des Partis communistes dans ces pays à un point culminant. D'autre part, les effets de la « déstalinisation » en U.R.S.S. n'ont pas tardé à précipiter les événements dans les Démocraties populaires.

La crise du stalinisme se développe désormais par l'interaction de ses principaux épicentres : U.R.S.S., Démocraties populaires, Partis communistes des pays capitalistes et dépendants. Cette crise ne suit naturellement pas une marche rectiligne, elle n'est irréversible que dans sa tendance moyenne et à long terme. Entre temps, elle est encore forcément jalonnée de paliers et même de versants à pente négative qui expriment les péripéties de la lutte des forces adverses, de la bureaucratie soviétique aux prises avec la résistance, la pression, l'action des masses. La puissance de la bureaucratie soviétique est en déclin, mais non encore terrassée.

La bureaucratie, comme toute caste privilégiée, lutte avec acharnement pour le maintien de ses positions fondamentales et ne cède aux masses qu'en combattant, contre-attaquant constamment en vue de reprendre le contrôle du processus et de regagner le terrain perdu. Dans cet effort, elle est puissamment aidée par ses prolongements dans les Partis communistes des Démocraties populaires et des pays capitalistes et dépendants, les créatures bureaucratiques formées dans toutes ces organisations lors du long règne de Staline.

La « déstalinisation » en U.R.S.S., officialisée lors du 20^e congrès et qui a culminé dans le rapport final de Khrouchtchev sur Staline, ne s'explique fondamentalement que comme une opération préventive de la part d'une fraction majoritaire de la direction politique de la bureaucratie soviétique afin d'éviter en U.R.S.S. même des événements à la Poznan.

Le régime sanglant et absolutiste de Staline risquait d'atteindre bientôt le « point de rupture ». Il fallait coûte que coûte baisser la tension, ouvrir des soupapes de sûreté, accorder des concessions, introduire des réformes, malgré les risques inhérents à une telle opération, afin de maintenir l'essentiel du régime de la bureaucratie : sa gestion de l'économie et de l'Etat. C'est là le sens de l'opéra-

tion de la « déstalinisation » vue du côté de la bureaucratie soviétique.

Nous avons cependant mentionné déjà les risques d'une telle opération. Ils sont en effet immenses, tant le régime de la bureaucratie est incompatible avec des failles dans son monolithisme, des critiques ou de simples doutes sur sa mythologie patiemment construite des années durant sous Staline. De ce point de vue, le rapport final de Khrouchtchev sur Staline est un coup porté à l'ensemble du régime bureaucratique, dont ce dernier ne se relèvera plus jamais.

On peut toujours spéculer sur les raisons qui ont poussé l'impulsif et volubile nouveau chef politique de la bureaucratie soviétique à prononcer un réquisitoire si accablant pour la gestion bureaucratique, posant les questions les plus fondamentales, soulevant nécessairement les doutes, les critiques les plus redoutables dans les rangs des suiveurs mystifiés ou non du stalinisme. Est-ce la nature propre du personnage aiguisée dans l'atmosphère surchauffée d'une lutte de fractions lors du 20^e congrès, et qui lui a fait perdre le contrôle de soi-même, de ses plans initiaux ? Beaucoup de raisons militent pour une telle version, tant la franchise brutale de ce rapport décousu est incompatible avec une opération calculée, planifiée d'avance.

Peu importe cependant cet aspect de la question. Il ne peut éventuellement nuire qu'à l'auteur lui-même du rapport qui, volontairement ou non, a miné plus que la mythologie personnelle de Staline : le régime bureaucratique dans son ensemble. Que certains membres de la « direction collective » réfléchissent maintenant sur les conséquences immédiates et à long terme de ce rapport de Khrouchtchev et que, dans une nouvelle phase de la lutte interbureaucratique, ils l'en rendent responsable, c'est toujours possible. Mais personne ne pourra désormais effacer les aveux accablants pour le stalinisme prononcés par un des membres les plus intimes de la coterie, et non plus par les « trotskystes ».

Il est désormais fatal que ce rapport soit connu et médité par les millions de citoyens de l'Union soviétique et des Démocraties populaires, ainsi que par les membres des Partis communistes des pays capitalistes et dépendants. Il est désormais fatal que ses révélations travaillent dans les profondeurs la conscience de ces

masses et altèrent leurs rapports avec la bureaucratie soviétique.

Les dirigeants de celle-ci ainsi que ceux des Partis communistes, enfoncés dans le cynisme, le mensonge, la suffisance bureaucratique, croient avoir classé cette affaire, une « bagatelle » après tout. Mais en réalité ils sont désormais enchaînés à celle-ci et la traîneront jusqu'à leur disparition finale de la scène politique.

Que l'opération de la « déstalinisation » telle qu'elle fut menée lors du 20^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S. n'ait pas été exactement une opération calculée par avance que la bureaucratie espérait contrôler jusque dans ses détails, ceci est rendu flagrant par les réactions provoquées aussi bien dans les Partis communistes que dans les « Démocraties populaires ». La divulgation du rapport Khrouchtchev a manifestement pris les directions des Partis communistes à l'improviste. Devant les profonds remous provoqués dans les rangs de leur base, ces directions ont été saisies tout d'abord d'une véritable panique, tant elles avaient perdu l'habitude de vivre dans un climat de discussions et d'être exposées à des critiques. Pour quelques jours au moins elles ont senti la terre trembler sous leurs pieds.

Passant outre à la discipline du parti monolithique, strictement hiérarchisé, avec ses mornes réunions, les militants, pour la première fois dans l'histoire du stalinisme, ont donné libre cours à leurs critiques, à leurs véritables opinions, à leurs préoccupations. Ceux qui ont assisté aux réunions ayant eu lieu dans les jours qui ont suivi la divulgation du rapport Khrouchtchev, dans les Partis communistes des Etats-Unis, de l'Angleterre (1), de l'Italie, ou même de la France (2), sont unanimes à déclarer que la liberté de parole et de critique pour une fois avait dépassé toute prévision et souvent fut presque complète. En Italie, à Rome, les militants du P.C. ont discuté sur le rapport six jours et six nuits consécutifs en pleine liberté. Le climat intérieur des Partis communistes s'est transformé subitement sous la pression de la masse des militants secoués par un vent de révolte. Il est vrai que la participation active des ouvriers fut moins importante que celle des éléments plus intellectuels. Les ouvriers parurent désorientés, démoralisés.

(1) La situation dans le P.C. anglais est des plus intéressante. En juillet a paru le premier journal de tendance au sein du P.C. anglais intitulé « The Reasoner » (le Raisonneur) édité par John Saville et E.P. Thompson, du Yorkshire. Tous les deux sont des chargés de cours universitaires. Le prochain numéro du journal est attendu pour septembre. Dans son premier numéro il critique les dirigeants du parti P. Dutt et G. Mathews pour leurs explications insuffisantes et erronées des crimes de Staline. Les révélations faites par le journal du P.C. américain au sujet des crimes antisémites commis par Staline en Union soviétique sont chaleureusement applaudies par ce journal de tendance. Le nouveau secrétaire du parti John Gollan est également critiqué ainsi que le programme électoral du parti intitulé « La voie britannique au socialisme ». Thompson considère qu'il fallait mieux l'intituler « La voie russe au socialisme, mise en anglais » — entendant par cela que la direction du parti obéit toujours mécaniquement aux directives changeantes du Kremlin.

D'autre part, dans *Jewish Clarion* de juillet, organe

Mais leurs réactions n'en seront pas moins inévitables et personne ne peut dire dès maintenant dans quelle mesure elles affecteront bientôt l'influence des Partis communistes sur la classe et altéreront leurs rapports avec elle.

Il est vrai aussi que, faute d'une intervention active surtout de la part des ouvriers, les tendances centristes ou carrément droitistes ont jusqu'ici prédominé dans ces réactions. Le fait reste cependant que le monolithisme est apparu brisé et le pouvoir et le prestige des directions énormément amoindris. Dans ces conditions, celles-ci pouvaient craindre le pire.

Les directions des Partis communistes les plus soumises à la pression, les plus exposées, ont réagi de manière discordante et en tout cas sans coordination avec le Kremlin. Ceci devient évident dès qu'on compare les premières réactions de Togliatti ou de la direction du Parti communiste américain avec la résolution du 30 juin du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. et l'alignement ultérieur de ces directions sur cette résolution. Togliatti, dans son interview à la revue *Nuovi Argomenti*, n'a pas pu s'empêcher de poser entre autre la question d'une éventuelle « dégénérescence bureaucratique » de l'Etat soviétique sous la gestion de Staline (3).

De son côté, Eugene Dennis, secrétaire du P.C. américain (4), dans son article du 18 juin dans le *Daily Worker* que la *Pravda* a republié le 27 juin (5), s'était référé à la même question tout en chargeant directement les dirigeants soviétiques actuels pour l'appui qu'ils avaient prêté des années durant à Staline.

Tous, d'autre part, s'adressant aux dirigeants soviétiques, demandaient des explications plus « marxistes » que celles données dans les travaux du 20^e congrès sur les raisons qui avaient provoqué le règne sanglant et absolutiste de Staline (6).

Le 28 juin, avant que ces explications ne viennent, au milieu du plus grand désarroi qui régnait alors dans les directions des Partis communistes et dans leur base, éclatèrent les événements de Poznan. Pour les ouvriers de Pologne, il ne s'agissait pas de discuter théoriquement sur les crimes et les falsifications du régime passé de Staline, mais de réagir pratiquement contre une réalité de tous les jours : le régime bureaucratique ins-

juif du P.C. anglais, sous le titre « Tache dans l'Histoire du Socialisme », le professeur Hyman Levy, une des personnalités universitaires les plus éminentes du P.C. anglais, dénonce l'exécution par Staline de 24 écrivains juifs en Union soviétique et ajoute : « Ces 24 martyrs qui sont morts pour la cause du socialisme ont été martyrisés dans un pays socialiste pour le droit de la liberté de la culture juive en Union soviétique. C'est là la pure vérité de l'affaire ». Il critique ensuite véhémentement Palme Dutt, théoricien du Parti anglais, pour avoir rapidement blanchi les dirigeants soviétiques de leurs forfaits antisémites en U.R.S.S. Il pose enfin la question de Béria en ces termes : « Si la légalité soviétique est rétablie, les citoyens soviétiques et nous-mêmes aurons-nous enfin le procès-verbal du procès de Béria et le dossier des preuves ? Ou bien Béria fut-il jugé et exécuté de la même manière sommaire que, comme on le dit, lui-même avait agi avec ses victimes ? »

(2) Comme un peu partout d'ailleurs.

tauré par le Kremlin et géré par les staliniens indigènes. Du coup, la crise du stalinisme international connut une acuité sans précédent. Ce qui s'est passé pendant ces jours en U.R.S.S. même, nous ne le savons pas encore, mais il est probable que la lutte dans les rangs de la direction politique de la bureaucratie soviétique fut vive et violente.

Les apprentis sorciers avaient déclenché des forces qu'ils risquaient de ne plus contrôler. La réaction inévitable de la bureaucratie soviétique à ce processus est venue sous la forme de la fameuse résolution du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. du 30 juin. Elle apportait les « explications » tant attendues, appelait de manière pressante à la « solidarité internationale » des Partis communistes et menaçait dans le plus pur style stalinien les « provocateurs impérialistes », « responsables » des événements de Poznan.

Ce document — qualifié « d'importance historique » par les Thorez à la recherche d'une planche de salut « théorique », « marxiste » — marque une évidente retraite par rapport aux révélations de Khrouchtchev sur Staline.

Il n'est plus question dans ce document des crimes et des falsifications monstrueuses commises par Staline, mais « d'erreurs » d'un « théoricien et grand organisateur » qui a utilisé « parfois des méthodes indignes », persuadé cependant qu'il « défendait » ainsi l'U.R.S.S. C'est là, apprenons-nous, « la tragédie de Staline » ! « Le peuple », d'autre part, soutenait Staline. « Il est clair que quiconque aurait pris position contre Staline dans ces conditions n'aurait trouvé aucun soutien dans le peuple. » Ainsi se trouve « réfutée » la critique adressée aux membres de la « direction collective » actuelle d'avoir par peur et par intérêt soutenu Staline jusqu'au bout.

« Il n'est pas question ici d'avoir manqué de courage personnel », nous affirment-ils, la faute en est au peuple qui adorait son tyran sanglant, décrit comme tel par les dirigeants actuels eux-mêmes !

Il faut tout d'abord remarquer que, dans son rapport sur Staline, Khrouchtchev avait admis explicitement l'argument de la peur pour expliquer en partie au moins l'attitude de sa « direction collective ». Il avait dit : « Les tentatives de s'opposer à des suspicions non fondées (de Staline) et aux accusations avaient pour résultat de faire de l'opposant une victime de la répression ». Il mentionna le cas de Postichev et les propos tenus à lui-même par Boulganine : « Il est arrivé quelquefois qu'un homme se rende chez

Staline sur invitation comme ami. Et quand il est assis auprès de Staline, il ne sait pas où il sera envoyé ensuite, chez lui ou en prison ». Il concluait : « Il est clair que de telles conditions plaçaient chaque membre du Bureau Politique dans une situation très difficile » (sic).

Ensuite, si le peuple « soutenait » Staline, comment expliquer l'opération actuelle de « déstalinisation », par laquelle précisément les acolytes de Staline espèrent conquérir la sympathie de ce même peuple ? En réalité, quand les dirigeants soviétiques actuels ou Togliatti se réfèrent au soutien dont Staline jouissait auprès du peuple, ils identifient ce dernier, c'est-à-dire les ouvriers et les paysans, avec la couche très nombreuse en effet de la bureaucratie soviétique.

Cette dernière a explicitement soutenu Staline dans sa lutte contre les ouvriers et les paysans expropriés de la gestion de l'Etat et de l'économie au profit de cette bureaucratie.

Il fallait cependant « expliquer » le « culte de la personnalité » de Staline, si anodin qu'on s'efforce de présenter maintenant ses méfaits et crimes. Et c'est là le morceau de bravoure, exemple d'analyse « marxiste » du document « historique » ! Le voilà : les conditions extérieures d'encerclement capitaliste et intérieures de lutte contre les « tendances séditieuses » expliquent les « limitations nécessaires de la démocratie », dont a profité Staline.

Les conditions extérieures n'ont pas empêché de 1917 à 1923, pendant la Révolution, la guerre civile et l'intervention étrangère, le parti de Lénine de fonctionner sur la base d'un régime caractérisé par la liberté des discussions, les tendances, l'éligibilité à tous les postes. La destruction progressive de la démocratie prolétarienne aussi bien dans le parti que dans le pays est intervenue en rapport non avec les dangers de l'encerclement mais avec l'avènement et la consolidation de la bureaucratie intérieure.

Quant aux « tendances séditieuses » de l'intérieur, nous apprenons qu'il s'agissait des « trotskystes, opportunistes de droite, nationalistes bourgeois, qui rejetaient la théorie léniniste selon laquelle le socialisme pouvait naître dans un seul pays (7), rejet qui en fait aurait conduit à la restauration du capitalisme en URSS ». Dans son rapport sur Staline, Khrouchtchev, se référant aux mêmes tendances, avait commis un autre amalgame du plus pur style stalinien en attribuant aux « trotskystes » également, les positions qui

relles juives en U.R.S.S. En effet Khrouchtchev n'a pas encore admis les crimes commis par Staline contre les Juifs de l'U.R.S.S., malgré les détails donnés et les explications demandées par la presse des P.C. en Pologne, aux Etats-Unis, et en Angleterre en particulier.

(6) La résolution du 25 juin du Comité National du P.C. des Etats-Unis, postérieure à l'article de Dennis, parlait de la « terreur stalinienne ». Elle rejetait l'explication donnée par Khrouchtchev du règne de Staline et demandait « un examen approfondi concernant la structure et le fonctionnement de la démocratie socialiste en Union soviétique et dans les autres pays socialistes ».

(7) Souligné par nous.

étaient en réalité celles du bloc centre-droite de Staline-Boukharine contre l'industrialisation et la collectivisation dans la période 1925-1928.

Maintenant un autre amalgame apparaît attribuant à la droite boukhariniste, champion avec Staline du socialisme dans un seul pays, une position qui n'appartient effectivement qu'aux « trotskystes » ; mais en même temps la réelle position de ceux-ci sur la question se trouve défigurée. Les « trotskystes » ont effectivement lutté en U.R.S.S., et luttent toujours contre la théorie stalinienne du « socialisme achevé dans un seul pays ». Ils ne furent jamais contre le « socialisme naissant dans un seul pays », si cela veut tout simplement dire que la victoire de la Révolution est possible dans un seul pays et non pas simultanément sur l'arène internationale.

Les « trotskystes » nient la possibilité à chaque pays séparément de « parachever son socialisme », mais ne nient naturellement nullement la possibilité de la victoire de la Révolution et du commencement de la construction du socialisme dans chaque pays pris séparément. Les staliniens dans le passé avaient à plusieurs reprises affirmé la « victoire définitive du socialisme en U.R.S.S. » dans le sens du parachevement du socialisme dans ce pays qui, soi-disant, s'appropriait désormais à préparer son entrée dans le communisme même ! Or le bilan que la nouvelle « direction collective » dresse actuellement de l'U.R.S.S. dans tous les domaines, économique, politique, culturel, montre bien — y compris pour les naïfs, les ignorants et les mystifiés du stalinisme — que ce n'est que maintenant que l'U.R.S.S., toujours très loin du socialisme achevé, aborde en réalité les vrais problèmes de la construction socialiste qui présupposent tout d'abord un haut niveau des forces productives.

C'est maintenant où le « socialisme » a cessé, selon les dires mêmes des dirigeants soviétiques, d'être cantonné dans les frontières de l'U.R.S.S. pour devenir un « système mondial » que la perspective s'ouvre d'une plus rapide progression de l'U.R.S.S. sur la voie du socialisme dans le cadre d'une coopération socialiste internationale, et grâce à l'apport du reste du marché mondial.

Quant aux démocraties populaires qui, d'une manière mécanique et stupide, il faut bien le dire, se sont engagées tout d'abord dans la tentative de construire chacune leur socialisme national au prix d'un déséquilibre désastreux de leur économie et de sacrifices terribles imposés aux masses, elles sont bien obligées maintenant, en partie sous la pression de celles-ci, de revenir à la construction du socialisme dans le cadre de la coopération socialiste internationale, et selon les possibilités de celle-ci. Ainsi la Pologne et la Hongrie modifient actuellement leurs nouveaux plans, les adaptant aux ressources propres de chacune.

Il ne s'agit plus de former une « économie socialiste » nationale autarcique mais de se spécialiser sur quelques productions fondamentales et de se souder

économiquement au reste du « marché socialiste » (8).

Il n'y a pas de doute qu'une telle orientation économique d'une planification non pas sur le plan national mais international, si elle est faite dans l'égalité entre les partenaires du même espace économique et sous un authentique régime de démocratie prolétarienne, pourrait énormément aider chaque pays à avancer sur la voie de la véritable construction socialiste. Mais même dans ce cas l'espace dont dispose actuellement le « système mondial du socialisme » est encore très restreint, les principaux pays industriels du monde ainsi que les principales sources de matières premières étant encore sous le contrôle de l'impérialisme.

En tout cas, positivement ou négativement, la « théorie du socialisme dans un seul pays », y compris en U.R.S.S., est déjà battue en brèche par l'expérience et par les événements.

Restait encore une dernière question à « réfuter » par le document du 30 juin du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S., la question la plus épineuse, la plus redoutable. Il s'agissait des allusions faites au rapport qui devait exister entre le régime de Staline et le régime politique tout court en U.R.S.S., aux racines bureaucratiques du mal, à la déformation bureaucratique monstrueuse de l'Etat soviétique, à la « dégénérescence bureaucratique » dont avait parlé plus clairement que d'autres Togliatti lui-même.

La bureaucratie soviétique s'était sentie cette fois directement visée. Son document s'acharne à détruire « théoriquement » la supposition selon laquelle « la société soviétique » pourrait avoir abouti « à certaines formes de dégénérescence ». « Il n'y a aucune raison de poser cette question », affirme pour nous tranquilliser le document. Pourquoi ? Parce qu'« aucun culte de la personnalité ne pouvait changer la nature de l'Etat socialiste fondé sur la propriété sociale des moyens de production », etc.

Le document réfute aussi bien l'idée que le règne de Staline a pu changer la « nature sociale du régime » soviétique que celle niant le caractère « démocratique » de ce régime. Il n'est pas question naturellement que Staline ait changé la nature sociale du régime déterminée effectivement par les rapports de production, l'étatisation de tous les moyens de production et la planification de l'économie. Mais, sur la base d'un régime social,

(8) Selon un discours prononcé à la radio aux ouvriers le 25 juillet par Andreas Hegedus, premier ministre hongrois, entre autres informations, la Hongrie ne produira plus d'automobiles ni de wagons. Par contre elle aura le monopole pour la fabrication des machines de chemin de fer et des camions dépassant quatre tonnes, destinés à toute l'Europe orientale. Elle importera plus de charbon de Pologne en échange de bauxite. Elle intégrera son industrie de machines à celle de la Pologne. Son industrie chimique dépendra d'autre part du gaz naturel provenant de Roumanie. Elle obtiendra l'énergie électrique principalement de la Tchécoslovaquie, de l'Allemagne de l'Est et de la Pologne, et peut-être de la Yougoslavie, en échange d'exportations de bauxite et d'aluminium.

donné, surgissent plusieurs formes possibles de **pouvoir politique**. Ainsi le régime social capitaliste a bien connu dans son histoire des régimes politiques allant du bonapartisme impérial à la monarchie, la république, les dictatures militaires, le fascisme.

L'étatisation des moyens de production et la planification de l'économie ne garantissent pas automatiquement que le pouvoir politique et économique effectif, c'est-à-dire la gestion directe de l'Etat et de l'économie se trouvent réellement dans les mains de la classe ouvrière et de la paysannerie. En U.R.S.S., sous Staline et ses épigones, le pouvoir politique et économique effectif est passé dans les mains d'une couche spéciale privilégiée, la bureaucratie soviétique. C'est contre cette **réalité politique** que la direction politique de la bureaucratie s'acharne afin de masquer cette fraude historique immense dont elle est responsable, et qui lui permet de camoufler la structure concrète précise de la société soviétique, ses antagonismes et ses problèmes, dans des généralités bien commodes pour sa mauvaise cause.

C'est grâce à ces formules d'une soi-disant « société soviétique homogène », « sans classes », et sans castes, « propriétaire collective », avec les mêmes droits de jouissance pour tous ses membres des « moyens de production », etc., que la bureaucratie soviétique s'efforce de justifier le caractère prolétarien et démocratique du régime politique de l'U.R.S.S., le système du parti monolithique unique et « l'essence démocratique » de son régime qui « ne réside pas dans ses aspects formels (!) mais dans la question de savoir si le pouvoir politique sert et reflète effectivement la volonté et les intérêts des travailleurs » !

Cependant, la question de la bureaucratie et de la bureaucratisation ne peut plus être dissimulée ou mise en veilleuse. Les poussées qui s'exercent de tout côté, aussi bien en U.R.S.S. que dans les démocraties populaires tendent à souligner le caractère central de cette question.

Car, inexorablement, la seule véritable explication marxiste à laquelle aboutit tôt ou tard tout esprit tant soit peu critique qui réfléchit sur le régime de Staline, est celle d'une **monstrueuse déformation du pouvoir issu de la Révolution d'Octobre**.

D'autre part, instinctivement, les masses dans les démocraties populaires, c'est aussi contre la déformation bureaucratique du pouvoir qu'elles luttent dans leur pays.

La bureaucratie elle-même est obligée de mettre en accusation non pas naturellement sa propre existence en tant que couche sociale privilégiée, mais le **bureaucratisme**, contre lequel elle veut soi-disant lutter présentement, sacrifiant ici et là quelques boucs émissaires, introduisant des réformes et accordant des concessions, mais ne touchant pas fondamentalement à sa propre existence et à ses propres privilèges.

En Pologne, en Hongrie, en Allemagne de l'Est plus qu'en U.R.S.S., les direc-

tions des Partis communistes, soumises à la pression des masses, craignant des explosions à la Poznan, se voient obligées de reconnaître les déformations bureaucratiques du pouvoir et de promettre des changements.

Sur le **plan politique**, c'est le rôle des **Parlements** et des **syndicats** qui est maintenant en discussion et critiqué. Sur le **plan économique**, c'est toute la conception bureaucratique du plan inspiré par la théorie du « socialisme dans un seul pays », qui est mise en question. Les Parlements fantoches, élus sur la base d'élections à liste unique, ont totalement perdu la confiance des masses (en supposant qu'ils l'aient jamais eue). D'autre part, les syndicats remplissant leur rôle stalinien qui consistait à discipliner les ouvriers au travail et à extraire d'eux le maximum de productivité, sans se soucier de leurs conditions de vie, sont tombés dans un discrédit semblable sinon encore plus grand que celui des Parlements.

Les dirigeants polonais, hongrois, allemands et autres, reconnaissent maintenant ouvertement ces faits. Pour pallier au discrédit des Parlements, ils promettent de nouvelles « lois » sur les élections avec des listes toujours uniques, mais plus variées dans leur composition, incluant aussi bien des membres désignés du Parti que des sans-parti, désignés par des organisations plus variées, ainsi que d'autres subterfuges semblables. Ce sont là naturellement de pauvres palliatifs qui ne changent en rien la comédie de la « démocratie » nouveau style, basée sur le parti monolithique unique, lui-même soumis à la dictature de fait de sa direction.

Pour remédier au discrédit des syndicats, ils s'efforcent d'en « démocratiser » l'organisation et de se rappeler que les syndicats existent, y compris dans les Etats ouvriers, avant tout pour défendre, comme l'entendait Lénine, les ouvriers, y compris éventuellement envers « leur Etat ouvrier ». Mais c'est leur indépendance réelle envers l'Etat qu'il faut clairement reconnaître et inscrire dans les faits.

Sur le **plan économique**, la tendance actuellement dans ces pays est, comme nous l'avons déjà noté, à la spécialisation et à l'intégration de la planification dans l'ensemble du « marché socialiste ». En même temps, la primauté démesurée de l'industrie lourde et la collectivisation forcée (9) sans base matérielle et technique adéquate, laissent la place à une tentative d'un développement plus harmonieux de l'économie et à une revalorisation de l'industrie légère (10). Quelques

(9) La collectivisation connaît désormais en Hongrie un rythme considérablement plus modéré, selon les possibilités matérielles et techniques, et sur la base « de l'adhésion volontaire » des paysans, affirmant les nouveaux dirigeants qui ont succédé à Rakosi. En juillet 1956 le nombre des familles qui ont adhéré aux collectifs était le quart de celui de juillet 1955. Des concessions importantes ont déjà été accordées d'autre part aux coopératives.

(10) La ligne « malenkoviste » est de fait imposée actuellement partout. Et on se demande pour combien de temps encore elle pourrait être confiée à des gens qui l'ont combattue dans le passé, tandis que les Imre Nagy qui l'avaient soutenue seraient toujours maintenus à l'écart.

voix se font entendre ici et là rappelant que l'idée de la construction du socialisme est inséparable de l'élévation continue, substantielle, du niveau de vie des masses et de leur association démocratique à la gestion de l'Etat ; que le pouvoir stalinien aussi bien dans le domaine politique qu'économique n'était qu'une monstrueuse caricature du socialisme, défiguré au profit de la caste bureaucratique.

Tout cela maintenant se discute dans les démocraties populaires plus qu'en U.R.S.S. et c'est bien normal : la pression de la bureaucratie en tant que couche sociale y est moindre, tandis que la pression des masses plus exigeantes, plus fraîches, moins matées par le stalinisme, est plus grande.

Cependant, il ne faut pas se faire d'illusions exagérées.

La vraie démocratisation de ces pays et le vrai retour à une conception véritablement socialiste de la planification économique sont avant tout d'ordre politique : ils passent par la **restauration d'une véritable démocratie prolétarienne**.

Celle-ci est d'autre part inconcevable sans la **renaissance des comités à la base**, dans les usines, les quartiers, les villages, élus démocratiquement par tous les courants politiques prolétariens ; sans la **pluralité des partis politiques** qui se placent dans le cadre de la **défense du régime social** ; sans la **reconnaissance du droit aux tendances au sein du parti révolutionnaire**.

Nulle part la bureaucratie n'est actuellement disposée à envisager un tel mécanisme de la démocratie prolétarienne. Mais ces idées, que seuls Trotsky et notre mouvement avaient des années durant développées et défendues, font présentement leur chemin partout.

La crise internationale du stalinisme tourne actuellement autour de ces questions : comment concevoir le contenu véritablement socialiste du pouvoir prolétarien sur les plans politique et économique ? Quelles sont les leçons fondamentales en cette matière qu'il faut tirer de l'expérience stalinienne en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires ?

La bureaucratie a beau vouloir masquer ces problèmes de fond, stopper la

discussion, stabiliser la situation au niveau actuel de la « déstalinisation ». La pression des masses, nourrie par l'expérience, les intolérables réalités politiques et économiques en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires, encouragée par les premiers succès de la « déstalinisation », et par le processus révolutionnaire général de notre temps ne risque pas de s'estomper et d'avorter. Elle ira de l'avant. La bureaucratie a eu beau tenter de sauver in extremis Rakosi, elle a dû quand même le sacrifier (11) ; elle a eu beau placer les responsabilités de Poznan sur les « agents impérialistes », les dirigeants polonais ont dû en rechercher la cause avant tout dans leurs propres fautes, commises envers les ouvriers polonais ; elle a eu beau vouloir empêcher la réintégration de Gomulka, celui-ci fut quand même réintégré.

Nulle part la crise dans les Partis communistes et les démocraties populaires n'est en réalité stoppée ni la situation stabilisée.

Nous devons nous attendre à de nouveaux rebondissements partout et nous devons nous préparer pour ce qui est en réalité le véritable enjeu de la bataille commencée au sein du mouvement communiste international : le remplacement de la direction bureaucratique discréditée, en déclin accéléré, par une authentique direction révolutionnaire, restaurant partout les principes et les institutions de la démocratie prolétarienne et du socialisme, enrichis de l'expérience du stalinisme.

Août 1956.

(11) Sans que la crise du P.C. hongrois soit pour autant stoppée. « Jamais encore dans l'histoire du parti hongrois les intellectuels ne s'étaient manifestés avec une telle unanimité contre la direction du parti », écrit le 17 août dans son journal Marton Horvath, rédacteur en chef du Szabad Nep, organe du parti des travailleurs hongrois.

« La crise qui secoue le parti se manifeste également parmi les ouvriers et les paysans communistes, reconnaît Horvath qui attribue cet état de chose « sans précédent » aux erreurs du parti dont notamment « le culte de la personnalité, le dénigrement systématique de la vieille garde du parti et des volontaires de la guerre civile en Espagne, les arrestations massives et illégales de ceux-ci en 1949. »

Livio MAITAN

Débats sur la « déstalinisation » dans le mouvement ouvrier italien

On sait désormais que, de tous les Partis communistes de l'Europe Occidentale, c'est dans le P.C. italien que le 20^e Congrès du P.C. de l'Union soviétique et la parution du rapport Khrouchtchev ont provoqué la discussion la plus ample et la plus passionnée. C'est dans le P.C. italien que les dirigeants ont eu et ont les plus grandes difficultés à étouffer les débats et qu'ils sont eux-mêmes poussés à y participer et à donner une explication de ce qui s'est passé.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation ; en voici les plus importants :

a) La formation récente d'une grande partie des cadres du Parti qui y ont adhéré après la chute du fascisme et après la guerre et, de ce fait, n'ont pas connu la stalinisation poussée qu'a connue, par exemple, le P.C. français ;

b) la présence du P.S.I. (dirigé par Nenni), qui est considéré par les ouvriers communistes italiens comme un parti ouvrier allié ; dans celui-ci, la discussion, sous l'initiative même de la direction, aurait eu lieu de toute façon et, étant donné entre autres que sur plusieurs points elle concernait le P.C. et le communisme, elle n'aurait été en aucun cas ignorée par les cadres et par une grande partie des militants du P.C. italien ;

c) l'existence dans le P.C. italien d'une direction assez souple — surtout par comparaison avec le P.C. français — qui s'est toujours préoccupée d'éviter des tensions aiguës et des ruptures brusques et qui, aux mesures répressives bureaucratiques, a préféré en cette occasion l'ouverture de cette soupape de sûreté qu'est la discussion ;

d) la présence dans le parti d'une droite qui a toujours appuyé Togliatti et qui pousse maintenant vers une « démocratisation » à l'intérieur du Parti en même temps que vers l'adoption d'un révisionnisme encore plus avancé que celui de Khrouchtchev et de Togliatti.

Le débat, en effet, s'est développé et se développe encore assez largement, dans une mesure et sous une forme sans précédent dans le P.C. italien depuis la bureaucratisation. Au cours de cette discussion, différentes positions ont déjà commencé à se dégager, bien qu'à la base la plus large règne une très grande confusion.

Avant tout existent des positions, disons d'extrême-droite, adoptées en particulier par des intellectuels qui, en réalité, n'ont

jamais eu rien à faire avec le communisme mais qui avaient adhéré au Parti justement en vertu de la politique opportuniste de Togliatti. Ces gens voudraient que le P.C. italien adopte plus carrément les positions du « passage démocratique au socialisme », qu'il soit tout à fait « autonome » par rapport à l'U.R.S.S., qu'il axe sa politique sur une recherche encore plus systématique de l'alliance non seulement avec des couches moyennes, mais aussi avec certaines couches bourgeoises. Quelques intellectuels ont ouvertement posé la question de la révision explicite d'idées telles que la « crise du capitalisme » et la « dictature du prolétariat », cependant que, dans un débat sur l'organe du Parti à Turin, des idées de collaboration de classe à l'intérieur des usines ont été avancées.

D'autres membres, tout en n'arrivant pas aux conclusions des droitières les plus conséquents, se rangent pour ainsi dire dans un centre-droit, insistant surtout sur la nécessité pour le Parti de se poser sur le plan « démocratique » sans aucune réserve, en condamnant la « duplicité » de ceux qui considèrent la position actuelle comme un expédient tactique mais qui, au fond, restent convaincus qu'il faudra, en dernière analyse, se battre sur le terrain révolutionnaire. Les cadres et militants qui partagent ce dernier point de vue sont assez nombreux surtout à la base et constituent, pour ainsi dire, le centre-gauche. Il existe enfin une petite minorité de militants et des cadres plus conscients qui, en même temps, ont compris le fond de la question Staline et s'opposent aux thèses révisionnistes sur « l'inévitabilité » des guerres et sur le passage au socialisme par la voie « pacifique ». Il convient d'ajouter qu'il y a un courant, surtout à la base, de stalinien « nostalgiques », qui défendent Staline d'un point de vue de gauche, pensant que Khrouchtchev et Cie condamnent Staline justement afin de faire triompher un révisionnisme que Staline lui-même n'aurait jamais accepté.

Cependant, une fois encore, c'est Togliatti qui a réussi à garder une sorte de monopole de la théorisation dans le Parti et qui a avancé les idées sur lesquelles la discussion devait se développer. Les documents dans lesquels il a exprimé son attitude après le 20^e Congrès sont au nombre de trois : son rapport au C.C. du parti du mois de mars ; son interview à la revue « Nuovi Argomenti » (après la

parution du rapport Khrouchtchev) et son nouveau rapport au C.C. du mois de juin. C'est surtout dans le deuxième document qu'il a avancé les idées qui ont eu une répercussion assez vaste dans toute la presse mondiale.

Efforçons-nous de résumer les points essentiels :

1^o Togliatti a souligné l'importance de l'affaire Staline et la gravité des accusations de Khrouchtchev (« Dans le régime établi par Staline, à certaines périodes, il y a eu des éléments de tyrannie et on a commis au moyen du pouvoir des actes criminels et moralement révoltants »). En tâchant d'en donner une explication, il a avancé l'idée d'une dégénérescence bureaucratique :

« La moins arbitraire des généralisations est celle qui voit dans les erreurs de Staline la superposition d'un pouvoir personnel aux organes collectifs d'origine et de nature démocratique et, par conséquent, l'accumulation de phénomènes de bureaucratisation, de violation de la légalité socialiste, de stagnation et même, partiellement, de dégénérescence dans les différents secteurs de l'organisme social... Nous nous rappelons avant tout que Lénine, dans ses derniers discours et écrits, avait mis l'accent sur le danger de bureaucratisation qui menaçait la société soviétique... Il nous paraît hors de doute que les erreurs de Staline furent liées à une augmentation excessive des appareils bureaucratiques dans la vie économique et politique soviétique et, peut-être, avant tout, dans le parti... Staline a été en même temps l'expression et le créateur d'une situation et cela parce qu'il s'avéra être l'organisateur et le dirigeant le plus expérimenté d'un appareil de type bureaucratique dans le moment où celui-ci prit le dessus sur les formes de vie démocratique... »

2^o Sur la responsabilité des dirigeants soviétiques actuels, Togliatti s'est exprimé assez clairement : cette responsabilité existe et on ne peut la contester.

« L'erreur des collaborateurs de Staline, ce fut de ne pas s'en être aperçu [des erreurs de Staline], de l'avoir laissé opérer jusqu'au point où la correction n'était plus possible sans dégâts pour tout le monde... Nous pouvons penser entre nous que, si la situation était telle [que l'ont décrite les successeurs de Staline], en dehors de l'impossibilité de changer à temps dont on a déjà parlé, ils [les dirigeants soviétiques] auraient dû, au moins, être plus prudents dans cette exaltation publique et solennelle de cet homme à laquelle ils nous avaient habitués. Il est vrai que maintenant ils se critiquent — c'est leur grand mérite, mais dans cette critique un peu de leur prestige est perdu. »

En même temps, Togliatti a souligné lui-même l'insuffisance des explications fournies par Khrouchtchev et Cie :

« Il faut reconnaître ouvertement et sans hésitation que, tandis que le 20^e Congrès a donné une contribution énorme en posant et en résolvant plusieurs problèmes importants et nouveaux du mouvement démocratique et socialiste, tandis qu'il marque une étape très importante dans le développement de la société sovié-

tique, on ne peut pas considérer comme satisfaisante la position adoptée par le Congrès et qui est aujourd'hui très largement développée par la presse soviétique en ce qui concerne les erreurs de Staline et les causes et les conditions qui les ont rendues possibles... Auparavant, tout le bien était attribué aux qualités positives surhumaines d'un homme ; maintenant, tout le mal est attribué à ses défauts, qui sont dans la même mesure exceptionnels et même étonnants. Dans les deux cas, on se trouve hors du critère de jugement qui est propre au marxisme. »

3^o Posant la question de la pluralité des partis dans une société socialiste, Togliatti tout en soulignant qu'en ce qui concerne l'U.R.S.S. « une pluralité de partis nous paraît impossible », écrit :

« La pluralité ou l'unicité des partis ne peut pas en soi être considérée comme un élément de distinction entre les sociétés bourgeoises et les sociétés socialistes... Dans les pays qui restent capitalistes, où le mouvement ouvrier et populaire est fort et avancé, on ne peut au contraire exclure l'hypothèse de profondes transformations socialistes, même en présence d'une pluralité de partis et par l'initiative de certains d'entre eux. »

4^o En ce qui concerne les rapports entre l'U.R.S.S., les Etats ouvriers et les partis communistes, Togliatti affirme :

« De tout cela je ne crois pas que puisse découler une diminution de la confiance et de la solidarité réciproque entre les différents secteurs du monde communiste. Toutefois, il en découle sans doute non seulement la nécessité mais aussi le désir d'une autonomie de plus en plus grande et cela ne pourra que faire du bien à notre mouvement. La structure politique intérieure du monde communiste est aujourd'hui changée... L'ensemble du système devient polycentrique et, dans le même mouvement communiste, on ne peut pas parler d'un guide unique, mais d'un progrès qu'on accomplit en suivant des chemins souvent différents. »

Comme on le voit aisément, ce sont là des idées assez osées pour un stalinien de vieille date comme Togliatti, des idées qu'un Thorez n'aurait certainement jamais avancées. Bien sûr, il ne faut pas oublier qu'à côté de cela, il y a dans la déclaration de Togliatti beaucoup de choses révoltantes — y compris une accusation mensongère contre les trotskystes (1). Par exemple, s'il parle assez fran-

(1) « Les dirigeants des vieux groupes d'opposition (trotskystes et droitières) n'étaient pas sans continuer la lutte par des méthodes terroristes, et cela arriva aussi en dehors de l'U.R.S.S. (A Paris, en 1934, l'un de nos meilleurs militants, Camillo Montanari a été tué par un trotskyste. On a eu ailleurs des cas pareils) ». Le vieux stalinien Togliatti ne peut pas perdre l'habitude de la calomnie. Montanari a été tué par quelqu'un qui n'eut jamais rien à voir avec le trotskisme. Auprès de tant d'assassinats d'opposants par les stalinien, il aurait pu se trouver un militant exaspéré qui eut répondu de la même façon ; mais en aucun pays, il n'y eut un stalinien victime de méthodes terroristes de la part des groupes d'opposition communiste. Et Togliatti ose lancer sa calomnie à propos du discours de Khrouchtchev, dans lequel celui-ci accuse Staline d'avoir exterminé une bonne partie de sa propre fraction, après avoir accusé les opposants d'avoir tué Kirov... dont le meurtre doit également être attribué à Staline.

chement de la responsabilité de Khrouchtchev et Cie, il frise le cynisme en ce qui concerne sa propre responsabilité quand il affirme : « Des faits qu'on dénonce aujourd'hui nous n'avions ni ne pouvions avoir aucune notion (sic!) ». D'autre part, sa conception bureaucratique apparaît dans le passage suivant :

« Rééduquer quelques centaines de milliers de cadres du parti, hommes et femmes et, par eux, tout le parti et, par le parti, tout un pays immense, où les conditions de la vie civile sont très différentes de région à région à une vie démocratique normale, suivant le modèle qui avait été établi par Lénine dans les premières années de la Révolution, à savoir les rééduquer dans l'initiative sur le plan des idées et dans la pratique de la recherche, du débat vivant, de ce degré de tolérance des erreurs qui est nécessaire pour découvrir la vérité en pleine indépendance de jugement et de caractère, etc., c'est une tâche énorme qu'on ne peut pas accomplir par un travail de trois années ni par un Congrès. » C'est le groupe dirigeant ex-stalinien, ce sont les collaborateurs les plus intimes de Staline, les bureaucrates les plus éminents qui devraient, selon Togliatti, éduquer le peuple et le processus devrait commencer par en haut !

Tandis que Togliatti théorisait de cette façon, Nenni procéda, pour sa part, avec une désinvolture et une rapidité plus grandes. Aussitôt après le 20^e Congrès, il dit beaucoup de choses ; mais après la parution du rapport Khrouchtchev il poussa encore plus loin.

La polémique de Nenni porte sur la situation soviétique, mais il se préoccupe — et il se préoccupe surtout — de traduire toute l'affaire en termes de politique italienne actuelle.

Il ne faut pas oublier à quelle étape de l'évolution du P.S.I. la « déstalinisation » s'est produite. Il existait déjà dans ce parti la tendance à l'autonomie, à un abandon de la politique d'un bloc exclusif avec le P.C. italien. Le but de Nenni était déjà clair depuis un certain temps : faire du P.S.I. le centre de la situation italienne, la force la plus dynamique de la gauche, en le différenciant du P.C. italien et en le présentant aux masses petites bourgeoises et même au parti catholique comme un parti qui donne des garanties démocratiques sérieuses.

Le 20^e Congrès offrait une excellente occasion pour accentuer cette politique. En même temps, Nenni pouvait se relier à son passé et défendre les positions traditionnelles du P.S.I., notamment son attitude au moment de la scission qui donna naissance au Parti communiste. Il n'a pas laissé passer cette occasion.

Dès le lendemain du 20^e Congrès, il adopta une position critique envers les dirigeants soviétiques (qu'il n'avait jamais critiqués — faut-il le rappeler — dans l'après-guerre) :

« Le côté négatif et déconcertant du Congrès réside dans la façon avec laquelle on a remplacé une analyse critique du développement de la révolution par la démolition du mythe de Staline en sacri-

fiant, dans un procès posthume de l'idole d'hier, la recherche des causes objectives et principales qui provoquèrent la déviation du centralisme démocratique au centralisme bureaucratique, de la direction collective à la direction personnelle, de l'exaltation de la force créatrice de la révolution et des masses populaires au culte de la personnalité : autant de choses qui ont été réalisées non sans la contribution des congressistes de Moscou... La vérité d'hier s'est transformée en démolition, sans l'approfondissement historique nécessaire et aux dépens de la fonction propre d'un congrès politique qui est celle de faire mûrir une situation et non pas de tourner dans le vide, comme il arrive lorsqu'on se limite à bâtir ou à détruire des monuments. »

« Il était nécessaire que le Congrès fixe d'une façon claire quelles structures qui ne correspondent plus à la situation se sont superposées au parti et à l'Etat dans les vingt dernières années, avec des conséquences plus graves que celles du mythe ou du culte de Staline ; quelles sont les institutions actuelles qu'il faut maintenir, celles qu'il faut supprimer, celles qu'il faut modifier. Le Congrès s'est limité à parler de « restauration » par rapport à la conception léniniste de la fonction dirigeante du Parti dans l'Etat soviétique et des rapports réciproques entre le Parti et l'Etat, conception qui fut élaborée sur le plan théorique sur la base des expériences de l'avant-garde de la classe ouvrière russe et européenne à l'époque de la guerre impérialiste et adaptée d'une façon expérimentale aux exigences de la guerre civile dans les six ou sept premières années de la révolution. Cette conception est-elle encore valable quarante ans après la révolution d'Octobre ? »

Après le rapport Khrouchtchev, Nenni souligna à nouveau mais plus nettement la responsabilité des dirigeants soviétiques actuels et critiqua vivement le rapport :

« Nul doute que les faits cités par Khrouchtchev et sur lesquels l'opinion publique mondiale attend une documentation sérieuse, ont mis les membres du Bureau Politique dans une situation très difficile. Mais ils étaient à leur place de responsabilité justement dans ce but, justement pour faire face aux situations difficiles ! »

« Le caractère approximatif du rapport atteint ici (Nenni parle des répercussions de l'attitude de Staline sur la politique internationale) son maximum. Khrouchtchev juge sans se sentir obligé de donner la moindre explication... De même qu'à l'époque des véhémentes accusations stalinienne contre les « ennemis » du peuple ou contre les « déviationnistes », on a demandé au Congrès de croire, on ne lui a pas donné la possibilité de juger. »

« Il n'y a pas dans le rapport Khrouchtchev la moindre analyse marxiste de la société soviétique, la moindre reconstruction historique du moment où, sous l'influence des rapports objectifs ou subjectifs donnés, tout le pouvoir se transféra dans les mains de Staline. »

En ce qui concerne les problèmes du ré-

gime politique de l'U.R.S.S., voici les idées de Nenni :

« La direction collective du Bureau Politique ou du Comité Central sera, certes, préférable à la direction d'un seul homme. Mais si, dans la direction collective du Bureau Politique ou du Comité Central, il y a un progrès par rapport à la direction personnelle, fut-elle éclairée ou tyrannique, il n'y a, toutefois pas de garantie d'une vie démocratique. Or, tout le problème de la société soviétique se réduit à l'exigence de sa démocratisation intérieure, de la circulation des idées, en un mot de la liberté politique... »

Poursuivant, l'auteur met en question la conception de la dictature du prolétariat.

« Un siècle après, l'idée de la dictature du prolétariat doit être réexaminée et reconsidérée par rapport à une société où l'influence et le poids du prolétariat et des travailleurs en général sont devenus déterminants dans la vie publique et où, dans les pays démocratiquement et socialement avancés, l'Etat reflète un rapport des positions de classes en évolution continue. En ce qui concerne l'expérience russe, c'est un fait que la Révolution de février aurait disparu sans laisser aucun trace et que la Révolution d'Octobre elle-même n'aurait pas dépassé la phase de la guerre civile et de l'intervention impérialiste sans la volonté indomptable avec laquelle le prolétariat fut capable de s'emparer de l'appareil de pouvoir de l'Etat tsariste, de le briser et de le remplacer. Mais il serait absurde de fermer les yeux devant le fait que la dictature du prolétariat a abouti à la dictature du parti bolchévique, et celle-ci à la dictature personnelle de Staline, c'est-à-dire qu'elle s'est placée au delà des prévisions et de la conception des maîtres du socialisme. »

Le but que se proposait Nenni c'était de démontrer clairement qu'il se désolidarise du stalinisme et de la bureaucratie soviétique et, surtout, qu'il a une conception différente d'un régime socialiste. Bien sûr, il voulait et devait en arriver à la question du passage au socialisme et du caractère démocratique de son parti :

« Dans la polémique sur les « faits honteux » dénoncés par le rapport secret de Khrouchtchev, il y a une indication pour le mouvement ouvrier afin qu'il se pose sans réserve sur le plan de la lutte démocratique et socialiste, sans faire de concessions en ce qui concerne ses finalités et en s'engageant pour que les transformations qui sont nécessaires se réalisent dans la démocratie et avec le consentement... Plus que ce fut jamais le cas dans le passé, nous avons conscience de la responsabilité d'assurer la réalisation et la consolidation du socialisme par le consentement de la majorité du peuple. Plus que jamais, le développement des forces productives et la capacité de la classe ouvrière de représenter elle-même les intérêts nationaux, peuvent assurer un développement croissant, sans heurts violents, sans coercition d'en haut ou d'en bas et dans la plénitude du consentement démocratique. »

Les thèses de Khrouchtchev sur le passage au socialisme sont donc acceptées par Nenni. Mais Nenni veut arriver à une conclusion qui l'intéresse davantage : le P.S.I. est plus qualifié que le P.C. italien pour soutenir les « voies nouvelles », parce qu'il a toujours été sur cette ligne « démocratique » et qu'il n'a pas besoin de faire l'effort d'adaptation qu'a dû et que devra faire le P.C. italien. C'est jusqu'à la scission de Livourne qui a donné naissance au P.C. italien (1921) que Nenni est remonté, en rappelant que lui et sa fraction étaient alors sur les mêmes positions qu'aujourd'hui, tandis que Togliatti et les communistes se battaient pour la voie révolutionnaire, qui alors non plus, n'était pas viable pour l'Italie.

Il faut dire que la polémique de Nenni a été beaucoup aidée par la faiblesse extrême des dirigeants du P.C. italien. Aucun d'eux n'a osé qualifier les idées de Nenni pour ce qu'elles sont, à savoir des idées centristes, anti-léninistes ; et chacun d'eux a préféré polémiquer sur des questions secondaires. En particulier en ce qui concerne les positions du P.C. italien lors de sa fondation, la revue du Parti au lieu de les défendre a publié un article de Velio Spano, dans lequel celui-ci s'efforce grossièrement de les falsifier pour faire oublier qu'il s'agissait de positions révolutionnaires. Quant à Togliatti, il a surtout rappelé sa politique « démocratique et constitutionnelle » des dix dernières années, en reprochant au P.S.I. et à Nenni d'avoir été parfois plus « maximalistes » que lui et son parti !

Après la publication de la résolution du C.C. du P.C. de l'Union soviétique du 30 juin, dans laquelle il est mentionné nommément, Togliatti n'a plus repris la parole sur les questions générales et en particulier sur la question de la dégénérescence stalinienne. Quand dans une interview il lui fut demandé ce qu'il pensait des critiques que lui avaient adressées les dirigeants soviétiques, il répondit qu'il n'avait pas lu la résolution dans le texte intégral (cependant ce texte paraissait dans le même numéro de « l'Unità » qui publia aussi cette déclaration de Togliatti !). Bien que deux mois se soient écoulés, Togliatti n'a rien ajouté ; faut-il croire qu'il n'a pas encore lu la résolution en question ?

En réalité, les dirigeants du P.C. de l'Union soviétique ont désapprouvé les prises de position de Togliatti sur la « dégénérescence bureaucratique » et sur le système « polycentrique » et ils l'ont déclaré ouvertement à la délégation du P.C. italien qui se rendit à Moscou. La direction italienne et Togliatti en particulier n'ont pas voulu, au moins jusqu'à maintenant, faire marche arrière, mais en même temps ils n'ont pas osé confirmer leur appréciation. Il est probable qu'on en discute beaucoup dans les milieux dirigeants et qu'on pourra voir plus clair sur leur attitude actuelle quand sera publié le projet de thèses pour le congrès du Parti. Entre temps, de toute façon, la discussion continue dans les organes du parti et c'est une discussion très ample et très intéressante qui n'a rien

à voir avec la discussion tout à fait limitée qui a précédé le congrès du P.C.F. Dans le prochain numéro de notre revue, nous écrirons largement sur cette question.

Encore une fois, l'attitude du P.S.I. et de Nenni aurait rendu difficile la tâche de Togliatti, même s'il avait prétendu clore le débat au lendemain de la résolution de juin du P.C. de l'U.R.S.S. En effet, les socialistes ont pris à plusieurs occasions des positions critiques. Par exemple, ils ont attaqué le parti polonais dans l'affaire de Poznan. (« Il ne faut pas tirer sur les ouvriers »); quand Togliatti répondit d'une façon un peu brutale à un article de critique d'un membre du comité central dans la revue « Rinascenta », l'« Avanti ! » organe du P.S.I., écrivit : « Dans la discussion du P.C. italien, il y a eu une intervention répressive de Togliatti ». Mais surtout Nenni écrivit un autre long article après la résolution du C.C. du P.C. de l'Union soviétique, qu'il a encore une fois critiquée.

Après avoir remarqué que la résolution pourrait être acceptable comme explication, s'il n'y avait pas eu le rapport Khrouchtchev lequel a dénoncé les crimes du stalinisme d'une façon incomparablement plus dramatique que les débats du Congrès, Nenni affirme entre autre :

« C'est justement parce que, comme le dit la résolution, aucun homme, si important soit-il, peut changer la nature d'un régime social et politique, c'est justement pourquoi l'échelle si grande des illégalités et de l'arbitraire implique le système, implique certains des principes sur lesquels ce système a été bâti. »

Revenant sur les thèmes déjà traités, Nenni ajoute :

« A vrai dire, rien dans le parti, rien dans l'Etat, rien dans la société ne peut remplacer la vie démocratique des masses

et la liberté du citoyen individuel. La dénonciation du stalinisme n'aurait aucun sens concret si on n'arrivait pas rapidement en U.R.S.S. à la liquidation de toute forme dépassée du communisme de guerre et si on ne résolvait pas les problèmes concernant les garanties de liberté et la vie démocratique des masses. »

Après avoir souligné à nouveau les difficultés qu'aurait rencontrées le P.C. dans son adaptation à la lutte sur le plan démocratique, l'auteur conclut :

« Au delà du 20^e Congrès, le problème que le temps et la période de détente posent au mouvement ouvrier est le suivant : comprendre que la perspective, et pas seulement la perspective italienne, n'est pas celle d'une révolution ou d'un régime de type soviétique, dirigé par un parti de type bolchévique. Comprendre que la voie du socialisme en Italie, et pas seulement en Italie, est la lutte démocratique sur tous les plans, dans toutes les directions... En conclusion, en restant dans la démocratie, aussi bien quand on est dans l'opposition que quand on est majorité. »

On n'aura ainsi pas de difficulté à comprendre comment il est devenu possible qu'en Italie se pose le problème de la réunification socialiste. Nenni a fait un bon chemin vers la social-démocratie et il pourrait bien, certaines circonstances l'aidant, faire d'autres pas...

Le côté largement positif de toutes ces affaires, c'est que l'étouffante atmosphère de monolithisme dans le mouvement ouvrier italien est désormais dépassée et qu'on peut assister à un débat sans précédent, dans lequel même les courants révolutionnaires minoritaires pourront avoir une audience beaucoup plus large que par le passé.

1^{er} septembre 1956.

Jean-Paul MARTIN

Les effets de la « déstalinisation » en Chine

La session du Congrès National du Peuple qui s'est tenue dans la deuxième quinzaine de juin 1956 à Pékin, a donné lieu à d'importantes indications concernant aussi bien la situation économique que la situation sociale et politique actuelle en Chine. Elle a permis d'autre part d'entrevoir de quelle manière la direction chinoise envisage la marche de la « déstalinisation » dans son pays.

Il est hors de doute que si la « voie chinoise vers le socialisme » fut depuis longtemps particulière, sans imitation servile de l'exemple soviétique, les conceptions stalinienne de la construction du socialisme avaient cependant considérablement influencé les Chinois. La critique ouverte de la gestion de Staline entreprise par ses épigones, aide à présent les Chinois à adopter eux-mêmes une attitude encore plus critique envers le « modèle » stalinien. Ceci leur permettra éventuellement d'éviter certaines des erreurs les plus graves commises en U.R.S.S. dans la construction du socialisme.

Il est à remarquer qu'au lendemain du 20^e Congrès du P. C. de l'U.R.S.S., la direction chinoise fut parmi les plus conservatrices dans la critique de Staline. Les débats qui eurent lieu sur cette question au sein de la direction chinoise furent résumés dans un article intitulé « De l'expérience historique de la dictature au prolétariat », publié dans l'officiel *Jemingeapao* du 5 avril 1956.

La thèse de la direction chinoise était alors que la plupart des « erreurs » commises par Staline avaient été « évitables », en raison du manque d'expérience du mouvement communiste international dans la « construction du socialisme » : « Ce qu'il y a de juste comme ce qu'il y a d'erroné chez Staline est un phénomène du mouvement communiste international et porte la marque de l'époque ».

La direction chinoise déclarait que « Staline avait été un grand marxiste », qui « a appliqué et développé de façon créatrice de marxisme-léninisme », et que s'il y a commis « quelques grosses erreurs », c'était « sans en avoir conscience » !

Mais depuis juin de cette année, la direction chinoise a publié des jugements plus sévères sur Staline, tout en restant considérablement en arrière des jugements portés par d'autres directions de Partis communistes en cette matière. En juillet, Pékin décidait de publier la « collection des critiques sur le cas Staline », livre contenant la traduction des résolutions, déclarations, articles et rapports des cri-

tiques de Staline, formulées par les Comités Centraux et les dirigeants des différents P.C., ainsi qu'une série d'éditoriaux publiés par les organes du P.C. chinois depuis juin.

Ce dernier a cependant jusqu'ici ignoré le rapport Khrouchtchev sur Staline, et n'a jamais mentionné l'existence de ce document. Les raisons de cette attitude de la direction chinoise s'expliquent par sa propre éducation foncièrement stalinienne et par le fait que, dans plusieurs domaines, en commençant par celui du « culte de la personnalité » (de Mao Tsé Tung), celui de l'industrialisation et de la collectivisation, elle fut coupable de méfaits semblables à ceux reprochés à Staline par ses épigones.

La direction chinoise a manifestement préféré procéder à la « déstalinisation » en évitant son auto-critique franche et directe, en modifiant désormais ses pratiques et ses conceptions en matière de « construction du socialisme ».

Pour la première fois, lors de la session de cette année du Congrès du Peuple, a eu lieu un semblant de discussions libres parmi les députés, avec de multiples critiques adressées à la gestion politique et économique du gouvernement. Dans ces discussions sont intervenues en tout 164 députés. Dans son discours final de clôture des débats, Chou-En-Lai, premier Ministre a « accepté les critiques et les opinions concernant le travail gouvernemental » et a promis une prompt réparation des erreurs et des insuffisances, les unes et les autres englobant à peu près tous les domaines de l'activité politique et économique du pays.

Parlant à la suite de plusieurs députés intervenus de manière critique, Li-Wei-Han, dirigeant de la section du travail de Front unique du Comité Central du P.C. chinois, a donné un aperçu de la manière nouvelle dont la direction chinoise envisage les modifications à apporter au climat politique du pays.

Sur la base des réalisations économiques et sociales depuis la victoire de la révolution, Li-Wei-Han a conclu que désormais la principale méthode en Chine pour faire face « à la lutte de classes et aux antagonismes de classe » (dont il a reconnu la continuation), serait l'éducation par la « persuasion » et non la répression plus ou moins « brutale » encore récemment employée. Cette éducation doit se faire d'autre part désormais sur la base d'une adhésion volontaire des intellectuels, des capitalistes, des sans parti et des non-communistes en général, en respectant les

Pour comprendre le présent en U.R.S.S., il faut relire les œuvres de Léon Trotsky, notamment les articles qui viennent d'être réédités dans

ÉCRITS

(1928-1940)

TOME I

Un volume de 372 pages 1.000 francs

Librairie Marcel Rivière et Cie, éditeurs.

principes des libres discussions et de l'égalité de tous.

Un des points les plus intéressants de son intervention fut incontestablement l'accent mis sur la nécessité d'une collaboration loyale, confiante et « réciproquement » utile entre le Parti communiste et les différents autres « partis démocratiques » et organisations qui participent au **front unique démocratique** dirigé par le P.C.

Ces « partis démocratiques », a dit l'orateur, « ont accepté maintenant le socialisme » et doivent avoir désormais le droit « de superviser » l'action du parti communiste.

Il s'est élevé contre ceux qui « ne prennent pas au sérieux ces partis » ou qui croient leur rôle terminé.

Li-Wei-Han croit au contraire qu'à travers ces partis et autres organisations s'exprimerait la diversité d'opinions sur la construction du socialisme, les problèmes, les besoins, le mode de vie, etc. Il a sévèrement critiqué les communistes qui ne respectent pas « la liberté politique » et « l'indépendance » de ces partis et organisations et qui oublient leur « égalité » absolue « devant la loi ». Tout son discours fut un plaidoyer pour changer les rapports existants entre le P.C. et les masses, dans un sens de coopération, d'égalité et de liberté, constituant un semblant de démocratie qui fonctionnerait soi-disant sur la base d'un système « multipartite » dans lequel s'exercerait un contrôle réciproque.

On ne saurait naturellement se faire des illusions sur la réalité des « partis démocratiques », qui sont tous des organisations fantômes strictement contrôlées par le P.C.

Le rapport de Li-Fou-Choun, vice-président du Conseil et directeur de la commission du plan, ainsi que les interventions sur ce rapport ont donné de précieuses indications sur la situation économique et sociale et les intentions de la direction dans ce domaine.

Si les objectifs quantitatifs du plan quinquennal en cours seront, selon le rapporteur, largement atteints, même avant son expiration normale, différentes lacunes qui étaient en réalité faciles à prévoir (1) sont également signalées dans l'agriculture, des excès de « socialisation » purement administrative dus à la « hâte » et au désir « d'avancer de manière aventureuse » de certains (présés, contraints en réalité de remplir leurs quotas de « socialisation de l'agriculture » (2). Dans la « transformation so-

cialiste de l'industrie, du commerce et de l'artisanat », non moins hâtive, il y eut des excès analogues au détriment « de la qualité, de la variété et des normes et produits » ainsi que des rapports entre « la production et la distribution » et de ceux de la « coopération » entre l'Etat, les ouvriers, les capitalistes, les artisans (3). En général une production ignorant souvent la qualité ainsi que les conditions matérielles et de sécurité des ouvriers, des paysans et des employés.

Le rapporteur s'est permis d'exprimer ensuite « ses propres opinions » sur quelques questions fondamentales. Il a tout d'abord insisté sur la nécessité d'un développement harmonieux entre les trois branches principales, industrie lourde, industrie légère, agriculture de l'économie.

Tout en plaidant pour le développement prioritaire de l'industrie lourde, il a déclaré que « simultanément au développement de l'industrie lourde, il est nécessaire de développer sérieusement l'industrie légère sur la base d'un développement de l'agriculture par tous les moyens ». Le développement de l'industrie légère est nécessaire, a-t-il dit, tout d'abord pour satisfaire les besoins matériels et culturels des masses, l'augmentation des salaires ne suffisant pas si la contre-partie de l'argent en marchandises n'existe pas. Ensuite les revenus de l'industrie légère sont parmi les principales ressources pour l'accumulation de l'Etat, dont dépend le développement de l'industrie lourde. Enfin les capitaux nécessaires pour l'industrie légère sont considérablement plus faibles que ceux nécessités par l'industrie lourde.

Le rapporteur a examiné en détail les possibilités du développement plus rapide de l'industrie légère en le reliant, à juste titre, à celui de l'agriculture. Sur la base d'une bonne récolte réalisée en 1955, il a donné les prévisions suivantes pour l'année en cours : le développement total de l'industrie sera supérieur de 19,7 % par rapport à celui de 1955, celui des moyens de production de 23 %, celui des moyens de consommation de 17 %. La proportion entre les moyens de production et les moyens de consommation tend

(3) Chen Youn, vice-président, dans son rapport sur la transformation des entreprises privées, a reconnu que les directives de juin 1956 du gouvernement pour accélérer administrativement leur « socialisation » ont échoué.

« Le résultat d'un si profond changement fut que, dans un grand nombre de provinces et de régions on n'a pas eu assez de temps pour acquérir l'expérience nécessaire à l'adaptation des entreprises à la gestion combinée de l'Etat et du capital privé. Par conséquent quand arriva le jour où, à grand éclat de fanfares, on célébra la transformation, un très petit nombre d'usines, d'ateliers artisanaux, de magasins et d'établissements de transports, en beaucoup d'endroits avait réussi à opérer la transformation. Parmi eux il y en avait quelques-uns qui n'auraient pas dû être transformés et ceux qui, tout en devant l'être, dans leur nouvelle forme combinée étaient devenus trop grands par la combinaison imposée. En un mot, trop d'entreprises de ce genre furent amalgamées et l'unité d'après laquelle les gains et les pertes devaient être calculés devint trop grande. Cette tendance aveugle à amalgamer les entreprises fut stoppée par une décision du Conseil d'Etat du 8 février. »

« Notre opinion, ajoute-t-il, est que la réorganisation des entreprises ne peut se faire hâtivement. »

à s'améliorer considérablement en faveur de ceux-ci, à l'encontre des dispositions initiales du plan dans ce domaine. Ceci se reflète également dans le changement du rapport des investissements entre l'industrie lourde et l'industrie légère, fixé initialement à 8 et qui passe présentement à 7.

Parlant plus loin du rapport qui doit exister entre l'accumulation par l'Etat et les fonds destinés à la consommation et l'amélioration du niveau de vie des masses, Li-Fu-Chun indique que la Chine consacre actuellement 22 % du revenu national à l'accumulation et 78 % à la consommation, contre, dit-il, 25 % et 75 % respectivement en Union soviétique lors des premiers plans quinquennaux. Le rapporteur a estimé que cette proportion doit être maintenue et même améliorée en faveur des fonds pour la consommation.

Un des points les plus intéressants de son rapport fut consacré aux salaires. Il a trouvé que le principe d'une augmentation des salaires proportionnellement à l'accroissement de la productivité n'a pas été appliqué. Pendant les trois premières années du plan, la productivité dans l'industrie a augmenté de 41,8 %, mais les salaires n'ont augmenté que de 14,7 % (et en réalité, a-t-il dit, de 6,9 % seulement) ! En 1955 particulièrement, l'aug-

mentation des salaires réels n'a été que de 0,2 % !

Les conditions d'habitat, d'hygiène et de sécurité paraissent aussi être sérieusement négligées et sans rapport avec l'effort de production fourni par les ouvriers et les paysans.

On comprend que, dans ces conditions, plusieurs députés, exprimant le profond mécontentement des masses en ce qui concerne leurs conditions de vie, « ont montré un grand intérêt » pour les discussions relatives à cette question et que Chou-En-Lai, faisant siennes leurs critiques, a promis une prochaine augmentation des salaires pour les 18.510.000 ouvriers et employés du pays ainsi qu'une amélioration sensible de leurs conditions d'habitat.

Le 8^e Congrès national du P.C. chinois est convoqué pour le 15 septembre à Pékin. A son ordre du jour figurent outre un rapport d'activité du C.C. les propositions pour le 2^e plan quinquennal. Ses travaux fourniront incontestablement des indications encore plus précises que celles données à la session du Congrès national du peuple sur les efforts pratiques de « déstalinisation » en Chine, dont on ne saurait minimiser l'importance capitale pour l'avenir de la grande révolution chinoise.

Septembre 1956

(1) Voir l'industrialisation et la collectivisation en Chine, *Quatrième Internationale*, Mars 1956.

(2) Parlant du développement de la coopération agricole, Teng Tsou Hui, vice-président et directeur du 7^e Bureau du Conseil d'Etat, a reconnu que « durant la phase culminante » de la « socialisation de l'agriculture », un « nombre important » de coopératives se sont livrées à des excès « d'extravagance et de gaspillage », que le principe de l'adhésion volontaire n'a pas été « strictement appliqué », que la qualité de la production fut négligée au profit « de la quantité et de la rapidité », que la distribution du revenu n'a pas été faite dans des proportions satisfaisantes pour les paysans, entre eux, l'Etat et les fonds pour les coopératives, etc.

Au 16^e anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky

Il y a 16 ans, Trotsky était assassiné par un agent de Staline. Préparé pendant de longues années, ce meurtre se produisit au moment où le monde entier était embrasé par la seconde guerre mondiale. A l'époque le crime n'affecta directement qu'un tout petit nombre de militants révolutionnaires, les grandes masses ayant leur attention portée sur des événements dans lesquels des millions et des millions d'hommes étaient aux prises.

Les anniversaires de cet assassinat passaient et, tout d'abord, il put paraître que celui qui avait ordonné le crime voyait sa gloire monter au-delà de toute imagination. La mémoire de Trotsky restait ignorée des nouvelles générations, quand celles-ci n'étaient pas instruites mensongèrement à son sujet.

Mais la révolution socialiste mondiale allait de l'avant malgré les directions stalinienne ou autres. La nouvelle situation mondiale, le nouveau rapport des forces international minaient inexorablement le stalinisme. A peine mort, Staline se voyait graduellement rabaissé par ceux qui avaient été ses complices et qui étaient ses héritiers. Son héritage chaque jour s'avérait plus désagréable.

Nous ne pouvons aborder le 16^e anniversaire de l'assassinat de Trotsky sans souligner que, trois ans après la mort de Staline, ce sont ses propres hommes qui l'ont accusé des crimes les plus accablants. Le rapport Khrouchtchev n'a révélé quelque chose qu'à ceux qui n'avaient pas voulu entendre ce que disaient Trotsky et les trotskystes.

Certes, Khrouchtchev et les autres dirigeants du Kremlin n'ont pas accusé Staline du meurtre de Trotsky, ils n'ont pas réhabilité Trotsky, il est même certain qu'ils feront tout leur possible pour empêcher la vérité de percer sur ce point, car ce ne serait pas la condamnation d'un homme ou d'une clique, mais la condamnation de toute la couche sociale, de la bureaucratie dont ils expriment au pouvoir les intérêts et privilèges.

Ils ne veulent pas le faire, mais la vérité sera plus forte. Ils ont été contraints de publier, 32 ans après, le « testament de Lénine » — ce texte dans lequel Lénine demandait l'élimination de Staline du poste de secrétaire général et dans lequel il déclarait que Trotsky était « l'homme le plus capable du Comité central ».

De Staline, il reste chaque jour un peu moins d'un héritage répudié : ses œuvres historiques sont mensongères, son apport théorique sans valeur.

Par contre, le mouvement communiste trouve et trouvera de plus en plus dans l'immense œuvre de Trotsky un capital précieux indispensable à sa rénovation.

A l'occasion du 16^e anniversaire de l'assassinat de Trotsky, nous publions ci-après deux textes. Le premier est de Trotsky lui-même. Dans la période des procès de Moscou et afin de tenter de faire prévaloir la vérité à cette époque fut constituée une Commission d'enquête sous la présidence du philosophe et pédagogue libéral américain John Dewey. Cette commission opéra, à la façon d'un tribunal, un contre-procès, entendant de nombreux témoins que le tribunal de Moscou n'était pas intéressé à entendre, et en tout premier lieu Trotsky, malgré une demande formelle de celui-ci. Le premier texte est un exposé fait par Trotsky, à Mexico, le 17 avril 1937, au cours de la 13^e séance de la commission préliminaire d'enquête sur le cas de L. Trotsky. Il a été publié dans le livre « The case of L. Trotsky » (éditions Harpers Brothers, New York) qui contient le procès-verbal intégral des travaux de cette commission et ses conclusions, à savoir que les accusations de Moscou n'étaient pas fondées.

Le second texte « Petrograd 1919 » est un extrait du premier tome « Le prophète armé » de la biographie de Trotsky par I. Deutscher. Il donne un épisode d'un des moments les plus périlleux de l'Etat soviétique, Petrograd étant menacé par les armées blanches de Youdenitch, la chute de la ville devant porter le danger aux portes de Moscou. Ces pages de Deutscher relatent ce que fut le rôle de Trotsky à ce moment décisif en des termes qui ne demandent aucun commentaire supplémentaire.

Autobiographie

Dans son intervention finale du 28 janvier 1937 (1) Vichinsky a dit : « Trotsky et les trotskystes ont toujours été les agents du capitalisme au sein du mouvement ouvrier ». Vichinsky a dénoncé « le visage réel, le vrai visage du « Trotskysme — ce vieil ennemi des ouvriers et des paysans, ce vieil ennemi du Socialisme, serviteur loyal du capitalisme ». Il a esquissé l'histoire du « Trotskysme » qui passa la plus grande partie de ses quelques trente ans d'existence à se préparer pour sa conversion finale en un détachement enragé du fascisme, en un des services de la police fasciste ».

Tandis que les journalistes étrangers du Guépéou (dans le « Daily Worker », les « New Masses », etc.) usaient leur énergie pour tâcher d'expliquer, à l'aide d'hypothèses cousues de fil blanc et d'analogies historiques, comment un marxiste révolutionnaire peut se changer en fasciste dans la sixième décennie de sa vie, Vichinsky aborde la question d'une manière entièrement différente : Trotsky a toujours été un agent du capitalisme et un ennemi des ouvriers et des paysans ; pendant trente et quelques années il s'est préparé à devenir un agent du fascisme. Vichinsky dit maintenant ce que les journalistes des « New Masses » vont dire, eux aussi, mais plus tard. C'est pourquoi je préfère m'occuper de Vichinsky. Aux assertions catégoriques du Procureur de l'U.R.S.S., j'oppose les faits, également catégoriques, de ma vie.

Vichinsky se trompe quand il parle de mes trente années de préparation au fascisme. Mais ce ne sont ni les faits, ni l'arithmétique, ni la chronologie, et encore moins la logique qui sont les points forts de cette accusation. En réalité, depuis le mois passé il y a quarante ans révolus que je participe sans interruption au mouvement de la classe ouvrière sous la bannière du marxisme. sept.

A dix-huit ans j'organisais l'Union Ouvrière de la Russie du Sud, organisation clandestine qui comprenait plus de 200 ouvriers. J'étais un journal révolutionnaire polycopié, le « Nache Delo » (Notre Cause). Pendant mon premier exil en Sibérie (1900-1902), je participai à la création de l'Union Sibérienne de Lutte pour l'Emancipation de la Classe Ouvrière. Après ma première évasion à l'étranger, je devins membre de l'or-

ganisation social-démocrate « l'Iskra » dirigée par Plekhanov, Lénine et quelques autres. En 1905, j'assumai des fonctions dirigeantes dans le premier Soviet des Députés Ouvriers de Petersburg. J'ai passé quatre ans et demi en prison, j'ai été deux fois exilé en Sibérie où j'ai passé deux ans et demi environ. Je me suis évadé deux fois de Sibérie. En deux périodes, j'ai passé quelque douze ans en exil sous le tsarisme. En 1915, en Allemagne, je fus condamné à la prison par contumace pour mes activités contre la guerre. Je fus expulsé de France pour le même « crime », arrêté en Espagne et interné par le gouvernement britannique dans un camp de concentration canadien. C'est de cette manière que je remplissais mes fonctions « d'agent du capitalisme ».

La version des historiens staliniens, suivant laquelle j'aurais été un menchevik jusqu'en 1917, n'est qu'une de leurs falsifications habituelles. Depuis le jour où le bolchevisme et le menchevisme prirent forme politiquement et organisationnellement (1904), je suis resté formellement en dehors des deux partis mais, comme le montrent les trois Révolutions russes, ma ligne politique — malgré des polémiques et des conflits — coïncida dans toutes les questions fondamentales avec la ligne de Lénine.

Le plus important désaccord entre Lénine et moi pendant ces années était mon espoir qu'à travers une unification avec les mencheviks la majorité d'entre eux pourrait être poussée dans la voie de la Révolution. Sur cette question brûlante, Lénine eut entièrement raison. Cependant, il faut dire qu'en 1917 les tendances à « l'unification » étaient très fortes parmi les bolcheviks. Le 1^{er} novembre 1917, à la réunion du Comité du Parti de Petrograd, Lénine déclara à ce propos : « Trotsky a dit depuis longtemps que l'unification est impossible. Trotsky l'a compris et, depuis lors, il n'y a pas eu de meilleur bolchevik que lui ».

Dès la fin de 1904, je défendis l'opinion que la Révolution russe ne pouvait s'achever que par la dictature du prolétariat qui, à son tour, doit conduire à la transformation socialiste de la Société, dans le cadre du développement victorieux de la Révolution mondiale. Une minorité de mes adversaires actuels considéraient cette perspective comme fantastique jusqu'en avril 1917 et lui ont apposé l'étiquette péjorative de « trotskysme » par opposition au programme de la république démocratique bourgeoise. Quant

(1) Au 2^e procès de Moscou, celui des dix-

à la majorité écrasante de la bureaucratie présente, elle ne donna son adhésion au pouvoir des soviets qu'après la fin victorieuse de la guerre civile. Pendant mes années d'exil, j'ai participé au mouvement ouvrier d'Autriche, de Suisse, de France, des Etats-Unis. Je pense aux années de mon exil avec gratitude. Elles m'ont donné la possibilité de connaître de plus près la vie de la classe ouvrière mondiale et de transformer mon internationalisme d'un concept abstrait en une force motrice pour le restant de mes jours.

Durant la guerre, en Suisse d'abord, puis en France, j'ai mené une propagande active contre le chauvinisme qui rongait la II^e Internationale. Pendant plus de deux ans, j'ai publié à Paris, sous la censure militaire, un quotidien russe dans l'esprit de l'internationalisme révolutionnaire. J'étais en relations étroites dans mon travail avec les éléments internationalistes de France et je pris part avec leurs représentants à la conférence internationale des opposants au chauvinisme à Zimmerwald (1915). J'ai continué à travailler de la même manière pendant les deux mois que je passais aux Etats-Unis.

Après mon arrivée à Petrograd (5 mai 1917), du camp de concentration canadien où j'enseignais les idées de Liebknecht et de Rosa Luxembourg aux marins allemands emprisonnés, j'ai pris une part active à la préparation et à l'organisation de la Révolution d'Octobre, plus particulièrement pendant les quatre mois décisifs où Lénine fut contraint de se cacher en Finlande.

En 1918, dans un article où il cherchait à limiter mon rôle dans la Révolution d'Octobre, Staline était néanmoins forcé d'écrire : « Tout le travail pratique de l'organisation de l'insurrection était mené sous la direction effective du président du Soviet de Petrograd, le camarade Trotsky. Nous pouvons dire avec certitude que le passage rapide de la garnison aux côtés du Soviet et l'exécution audacieuse du travail du Comité Militaire Révolutionnaire, le Parti les doit principalement et avant tout au camarade Trotsky ». (« Pravda », N° 241, 6 novembre 1918.)

Ceci n'empêcha pas Staline d'écrire six ans plus tard : « Le camarade Trotsky, un homme relativement nouveau dans notre Parti à la période d'Octobre, ne joua et ne pouvait jouer un rôle spécial ni dans le Parti ni dans la Révolution d'Octobre ». (J. Staline, Trotsky et Léninisme, p. 68-69.)

A présent, l'école stalinienne, avec l'aide de ses propres méthodes scientifiques à l'aide desquelles juges et procureurs sont éduqués, considère qu'il est incontestable que je n'ai pas dirigé la Révolution d'Octobre, mais que j'étais opposé à elle. En tout cas, ces falsifications historiques ne concernent pas mon autobiographie mais la biographie de Staline.

Après la Révolution d'Octobre, j'ai assumé des responsabilités étatiques pendant envi-

ron neuf ans. J'ai pris une part active à l'édification de l'Etat soviétique, de la diplomatie révolutionnaire, de l'Armée rouge, de l'organisation économique, de l'Internationale communiste. Pendant trois ans j'ai dirigé effectivement la guerre civile. Dans l'exercice de cette lourde tâche, j'ai été obligé de recourir à des mesures rigoureuses. J'en prends l'entière responsabilité devant la classe ouvrière mondiale et devant l'histoire. La justification de ces mesures se trouve dans leur nécessité historique et leur caractère progressif, dans leur concordance avec les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. A toutes les mesures de répression dictées par les conditions de la guerre civile, j'ai donné leur désignation réelle et j'en ai rendu compte publiquement devant les masses travailleuses. Je n'avais rien à cacher au peuple, tout comme aujourd'hui je n'ai rien à cacher à la commission.

Quand, dans certains cercles du Parti, non sans la participation occulte de Staline se manifesta une opposition contre mes méthodes de direction de la guerre civile, Lénine, en juillet 1919, de sa propre initiative et d'une façon tout à fait inattendue pour moi, me remit une feuille de papier blanc au bas de laquelle il avait écrit : « Camarades, ayant pris connaissance du caractère rigoureux des ordres du camarade Trotsky, je suis si convaincu, si absolument convaincu de la justesse, de l'opportunité et de la nécessité pour le bien de notre cause, des ordres qu'il a donnés, que je donne à ses ordres mon entière adhésion ». Il n'y avait pas de date sur ce papier. En cas de nécessité la date devait y être apposée par moi-même. La prudence de Lénine dans tout ce qui concernait ses relations avec les travailleurs est bien connue. Néanmoins, il considérait possible de contresigner par avance un ordre venant de moi, bien que de ces ordres dépendait souvent le sort d'un grand nombre de gens. Lénine ne craignait pas que je puisse abuser de mes pouvoirs. Je dois ajouter que pas une seule fois je n'ai fait usage de la lettre en blanc donnée par lui. Mais ce document est un témoignage de l'exceptionnelle confiance d'un homme que je considère comme le plus parfait modèle de moralité révolutionnaire.

J'ai participé directement à l'élaboration des documents programmatiques et des thèses tactiques de la III^e Internationale. Les principaux rapports à ces congrès sur la situation internationale ont été faits par Lénine et par moi. Les manifestes programmatiques des quatre premiers congrès ont été écrits par moi. Je laisse aux procureurs de Staline le soin d'expliquer quelle place cette activité peut avoir dans mon acheminement vers le fascisme. En ce qui me concerne, je continue à défendre avec fermeté aujourd'hui les principes que, la main dans la main avec Lénine, j'ai mis en avant comme base de l'Internationale Communiste.

J'ai rompu avec la bureaucratie dirigeante quand, pour des causes historiques qui ne sauraient être analysées ici de façon adéquate, elle se transforma en une caste privilégiée imbuée de conservatisme. Les raisons de la rupture sont exposées et établies une fois pour toutes dans des documents officiels, des livres et des articles accessibles à une vérification générale.

J'ai défendu la démocratie des Soviets contre l'absolutisme bureaucratique ; l'élévation du niveau de vie des masses contre les privilèges excessifs des sommets ; l'industrialisation et la collectivisation systématiques dans l'intérêt des travailleurs ; et, finalement, une politique internationale dans l'esprit de l'internationalisme révolutionnaire contre le conservatisme nationaliste. Dans mon dernier livre, « La Révolution trahie », j'ai essayé d'expliquer théoriquement pourquoi l'Etat soviétique isolé, sur la base d'une économie arriérée, a donné naissance à la monstrueuse pyramide de la bureaucratie qui, presque automatiquement, a été couronnée d'un chef incontrôlé et « infallible ». Ayant étranglé le Parti et écrasé l'opposition au moyen de l'appareil policier, la clique dirigeante m'a exilé au commencement de 1928 en Asie centrale. Sur mon refus de cesser mon activité politique en exil, elle m'a déporté en Turquie en 1929. Là j'ai commencé à publier le « Bulletin de l'Opposition » sur la base du même programme que j'avais défendu en Russie, et je suis entré en relation avec des compagnons idéologiques, encore très peu nombreux à cette époque, dans toutes les parties du monde.

Le 20 février 1932, la bureaucratie soviétique me priva, ainsi que les membres de ma famille qui étaient à l'étranger, de la nationalité soviétique. Ma fille Zinaïda qui se trouvait provisoirement à l'étranger pour un traitement médical fut ainsi privée de la possibilité de rentrer en U.R.S.S. pour rejoindre son mari et ses enfants. Elle se suicida le 5 janvier 1933.

J'ai présenté une liste de mes livres et brochures les plus importants qui ont été en tout ou en partie écrits pendant la dernière période de mon exil et de ma déportation. D'après les calculs de mes jeunes collaborateurs qui, pour tout mon travail, m'ont donné et continuent à me donner une aide dévouée et irremplaçable, j'ai écrit 5.000 pages imprimées depuis que je suis à l'étranger, sans compter mes articles et mes lettres qui, ensemble, feraient plusieurs milliers de pages supplémentaires.

Puis-je ajouter que je n'écris pas avec facilité ? Je fais de nombreuses vérifications et corrections. Par conséquent, mon œuvre littéraire et ma correspondance ont constitué le principal contenu de ma vie pendant les neuf dernières années. La ligne politique de mes livres, de mes articles et de mes lettres, parle d'elle-même. Les citations de mes ouvrages que donne Vichinsky constituent, comme

je vais le prouver, une falsification grossière, c'est-à-dire un élément nécessaire de toute la mise en scène judiciaire.

Au cours des années 1923 à 1933, en ce qui concerne l'Etat soviétique, son parti dirigeant et l'Internationale Communiste, mon point de vue peut être exprimé par ces mots lapidaires : Réforme mais non révolution. Cette position était nourrie de l'espoir qu'avec des développements favorables en Europe, l'Opposition de Gauche pourrait régénérer le Parti bolchevik par des moyens pacifiques, effectuer une réforme démocratique de l'Etat soviétique, et remettre l'Internationale Communiste sur la voie du marxisme. C'est seulement la victoire de Hitler, préparée par la politique fatale du Kremlin, et l'incapacité absolue du Komintern de tirer quelques leçons de l'expérience tragique de l'Allemagne, qui nous a convaincus moi et mes compagnons idéologiques que le vieux parti bolchevik et la III^e Internationale étaient bien morts en ce qui concerne la cause du socialisme. Ainsi disparaissait l'unique levier légal à l'aide duquel on pouvait espérer effectuer une réforme démocratique pacifique de l'Etat soviétique. Depuis la dernière partie de l'année 1933, je suis de plus en plus convaincu que, pour émanciper les masses travailleuses soviétiques et la base sociale établie par la Révolution d'Octobre de la nouvelle caste parasitaire, une révolution politique est historiquement inévitable. Naturellement, un problème d'une ampleur aussi considérable provoque une lutte idéologique passionnée sur une échelle internationale.

La dégénérescence politique du Komintern, complètement enchaîné par la bureaucratie soviétique, créa la nécessité de lancer le mot d'ordre de la IV^e Internationale et de rédiger les fondements de son programme. Les livres, articles et bulletins qui s'y rapportent sont à la disposition de la Commission et constituent la meilleure preuve qu'il est question non pas d'un « camouflage » mais d'une lutte idéologique passionnée basée sur les traditions des premiers Congrès de l'Internationale Communiste. J'ai été continuellement en correspondance avec des douzaines de vieux amis et des centaines de jeunes amis dans toutes les parties du monde, et je puis dire avec assurance et fierté que c'est précisément de cette jeunesse que sortiront les combattants prolétaires les plus fermes et les plus sûrs de la nouvelle époque qui vient de s'ouvrir.

Renoncer à l'espoir d'une réforme pacifique de l'Etat soviétique ne signifie cependant pas renoncer à la défense de l'Etat soviétique, comme cela est particulièrement démontré par la collection des extraits de mes articles pendant les dix dernières années (« La défense de l'Union soviétique ») qui a récemment paru à New-York. J'ai invariablement et implacablement combattu toute hésitation sur la question de la défense de l'U.R.S.S. J'ai rompu plus d'une fois avec des

amis sur cette question. Dans mon livre « La Révolution trahie », j'ai théoriquement prouvé l'idée que la guerre menace non seulement la bureaucratie soviétique, mais aussi la nouvelle base sociale de l'U.R.S.S. qui constitue un énorme pas en avant dans le développement de l'humanité. De là découle le devoir absolu pour chaque révolutionnaire de défendre l'U.R.S.S. contre l'impérialisme, malgré la bureaucratie soviétique. Mes écrits de la même période présentent une image sans équivoque de mon attitude envers le fascisme. Dès la première période de mon exil à l'étranger je sonnai le signal d'alarme sur la question de la vague montante du fascisme en Allemagne. Le Komintern m'accusa de « surestimer » le fascisme et d'être « frappé de panique » devant lui. Je lançais le mot d'ordre du front unique de toutes les organisations de la classe ouvrière. A cela le Komintern opposa la théorie idiote du « social-fascisme ». Je lançais le mot d'ordre de l'organisation systématique des milices ouvrières. Le Komintern répondit par des vantardises sur de futures victoires. Je démontrerais que l'U.R.S.S. serait gravement menacée en cas de victoire de Hitler. L'écrivain bien connu Ossietzky imprima mes articles dans sa revue et les commenta avec grande sympathie. Tout cela ne servit à rien. La bureaucratie soviétique usurpa l'autorité de la Révolution d'Octobre uniquement pour la convertir en obstacle à la victoire de la révolution dans d'autres pays. Sans la politique de Staline nous n'aurions pas eu la victoire de Hitler. Les procès de Moscou, dans une grande mesure, prirent naissance de la nécessité pour le Kremlin d'obliger le monde à oublier sa politique criminelle en Allemagne. « S'il est démontré que Trotsky est un agent du fascisme, qui alors prendra en considération le programme et la tactique de la IV^e Internationale ? » Tels étaient les calculs de Staline.

C'est un fait bien connu que, pendant la guerre, tout internationaliste était déclaré être un agent du gouvernement ennemi. Il en fut ainsi dans le cas de Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, d'Otto Ruehle et d'autres en Allemagne, de mes amis français (Monatte, Rosmer, Lorient, etc.), d'Eugène Debs et d'au-

tres aux Etats-Unis et finalement de Lénine et de moi-même en Russie. Le gouvernement britannique m'emprisonna dans un camp de concentration en mars 1917, m'accusant, à l'instigation de l'Okhrana tsariste, que, de connivence avec le haut commandement allemand, j'avais tenté de renverser le gouvernement provisoire de Milioukov-Kerensky. Aujourd'hui cette accusation semble un plagiat de celles de Staline et de Vichinsky. En réalité, c'est Staline et Vichinsky qui sont les plagiaires du système du contre-espionnage tsariste et de l'Intelligence Service britannique.

Le 16 avril 1917, alors que j'étais en camp de concentration avec les marins allemands, Lénine écrivait dans la « Pravda » : « Qui peut croire un seul instant au bien fondé de la déclaration... que Trotsky, ancien président du Soviet des Députés ouvriers de Petersburg en 1905 — révolutionnaire qui a consacré des dizaines d'années au service désintéressé de la révolution — que cet homme ait pu avoir affaire quoi que ce soit avec un plan subventionné par le gouvernement allemand ? C'est de toute évidence une calomnie monstrueuse et sans scrupule contre un révolutionnaire ». (« Pravda », N° 34.)

« Combien actuels sont ces mots maintenant, écrivais-je le 21 octobre 1927 — je répète 1927 ! — en cette époque de méprisables calomnies contre l'Opposition, qui ne diffèrent en rien d'essentiel des calomnies contre les bolcheviks en 1917. »

Ainsi, il y a dix ans — c'est-à-dire bien avant la création des centres « unifiés » et « parallèles » et avant « le voyage » de Piatakov à Oslo — Staline lançait déjà contre l'Opposition toutes les insinuations et les calomnies que plus tard Vichinsky devait convertir en accusation devant les juges. Cependant, si Lénine en 1917 pensait que mes vingt années de passé révolutionnaire étaient en elles-mêmes une réfutation suffisante de ces insinuations immondes, je prends la liberté de croire que les vingt années qui se sont écoulées depuis — assez importantes en elles-mêmes — me donnent le droit de citer mon autobiographie comme un des plus importants arguments contre les accusations de Moscou.

Petrograd 1919

(du « Prophète armé », par I. Deutscher

A Orel, la bataille était encore incertaine ; et c'est de son issue que dépendait le sort de Moscou. Il semblait également qu'il y avait peu d'espoir de défendre Petrograd. La situation se présentait à Lénine sous un jour tellement sombre qu'il proposa d'abandonner Petrograd et de rassembler toutes les

forces disponibles autour de Moscou. Il envisagea même l'éventualité de la chute de Moscou et du repli des bolcheviks dans la région de l'Oural.

Trotsky protesta vigoureusement contre cette proposition : Petrograd, berceau de la Révolution, ne devait pas être abandonnée

aux gardes blancs. La reddition de cette ville pouvait avoir un effet désastreux sur le reste du pays. Il proposa d'aller lui-même à Petrograd pour en assurer la défense.

Trotsky soumit au Bureau Politique une série de décrets proclamant l'état d'urgence et la mobilisation totale : Que les multiples services gouvernementaux, maintenant inutiles, et les bureaux de Moscou soient licenciés et qu'on appelle tout le monde aux armes. Il ferait envoyer des renforts à Petrograd de tous les points calmes du front, de la Mer Blanche aux frontières polonaises.

Cette fois, son adversaire habituel lui prêta main forte. Staline également exigeait la défense des deux capitales. Il y avait dans leurs attitudes cette concordance qui peut unir des ennemis sur un bateau en détresse quand ils s'efforcent tous deux de le sauver. Pendant que Trotsky s'offrit à aller à Petrograd, Staline le remplaça sur le front méridional. Le Bureau Politique adopta les décrets soumis par Trotsky, et nomma une commission de quatre membres (Lénine, Trotsky, Kamenév, Krestinsky) pour les appliquer. Il autorisa également Trotsky à aller à Petrograd, mais réserva encore son jugement sur son plan de défense de la ville.

Le 16 octobre, dans son train, en route pour Petrograd, Trotsky dictait ses réflexions sur la situation. Il se moquait de la récente proclamation de Churchill appelant quatorze nations à la croisade anti-soviétique. Il ne s'agissait, écrivait-il, que de « quatorze notions géographiques ». Koltchak et Denikine auraient préféré être secourus par quatorze divisions anglo-françaises. La joie bruyante de l'Occident bourgeois à la perspective de la chute imminente des Soviets était prématurée. Même si l'Armée rouge ne réussissait pas à arrêter Youdenich devant Petrograd, elle le détruirait à l'intérieur de la ville. Il esquissa une sorte de plan de bataille de rues dans Petrograd, qui ressemble curieusement à la tactique de la bataille de Stalingrad au cours de la deuxième guerre mondiale.

Dispersés dans la ville immense, les gardes blancs seraient perdus dans ce labyrinthe de pierre où chaque maison deviendrait pour eux une énigme, une menace, un danger mortel. D'où s'attendre à un coup ? d'une fenêtre ? d'un grenier ? d'une cave ? d'un coin de rue ? De partout !... Nous pouvons entourer quelques rues de barbelés, laisser d'autres rues libres et les transformer en souricières. Tout ce qu'il nous faut, c'est que quelques milliers de gens soient fermement résolus à ne pas se rendre... Deux ou trois jours de tels combats de rues suffiront à transformer les envahisseurs en un troupeau épouvanté de lâches qui se rendront individuellement ou par groupes à des passants sans armes et à des femmes... Mais les batailles de rues font des morts et des blessés par accident et il en résulte des destructions des valeurs culturelles ? C'est une des raisons

pour lesquelles le commandement est contraint de prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas permettre à l'ennemi de s'approcher de Petrograd.

De mauvaises nouvelles l'attendaient à Petrograd. Youdenich s'était emparé de Krasnoe Selo, aux abords de la ville. La défense avait été affaiblie par des transferts de troupes au front sud et désorganisée par la trahison parmi les officiers supérieurs. Zinoviev, chef de « la Commune du Nord » était dans un état voisin de la prostration et son irrésolution contaminait ses subordonnés. Mais de Moscou parvint un message de Lénine disant que le Bureau Politique avait approuvé le plan de Trotsky et l'autorisait à se battre, si cela était nécessaire, à l'intérieur de la ville. Cependant, Lénine insistait prudemment qu'il devait être prêt à la retraite, à évacuer les documents officiels, à faire sauter les munitions et à saborder la flotte de la Baltique. Trotsky répliqua par un rapport plein de confiance ; et comme pour donner à cette confiance un tour de défi particulier, il s'informait s'il serait autorisé à poursuivre Youdenich en Esthonie, son point de départ.

Trotsky s'adressa à nouveau au Soviet de Petrograd qu'il avait dirigé en 1905 et en 1917. Il parla avec franchise de la catastrophe imminente et, faisant appel à un suprême effort, il donna libre cours à ses sentiments personnels envers la ville :

Pendant ces tristes jours d'automne, sombres et froids, pleins de famine et d'épouvante, Petrograd nous offre à nouveau l'image grandiose de sa confiance inébranlable, de son enthousiasme, de son héroïsme. La cité qui a tellement souffert, qui a brûlé d'une flamme intérieure si forte et bravé tant de dangers, la cité qui n'a jamais épargné ses efforts et s'est infligé à elle-même de telles dévastations, ce magnifique Petrograd Rouge reste toujours ce qu'il a été : la torche de la Révolution.

Sur les effets de l'intervention de Trotsky nous avons plusieurs récits de témoins oculaires. Le récit suivant est de Lachevitch qui, d'après nos informations, n'était pas en bons termes avec Trotsky à cette époque, et qui lui-même joua dans ces événements un rôle éminent :

« Comme de nouveaux renforts arrivaient... la présence de Trotsky sur les lieux se manifesta immédiatement : la discipline fut rétablie et les autorités militaires et administratives s'élevèrent à la hauteur de leur tâche. Tous les incapables furent écartés. Le personnel dirigeant supérieur et moyen fut changé. Les ordres de Trotsky, clairs et précis, n'épargnaient personne et exigeaient de chacun les plus grands efforts. L'exécution stricte et rapide des ordres de combat firent sentir immédiatement qu'une main ferme avait pris le commandement... Le ralliement avait commencé... Les états-majors se remirent au travail. Les liaisons jusqu'alors défectueuses devinrent satisfaisantes. Les services d'appro-

visionnement commencèrent à fonctionner sans anicroche. Les désertions du front furent radicalement réduites. Dans tous les détachements, des cours martiales siégeaient... Chacun commença à comprendre qu'il ne restait plus qu'une seule route ouverte : celle qui allait de l'avant. Toutes les voies de retraite avaient été coupées. Trotsky intervenait dans chaque détail, appliquant à chaque secteur du travail son énergie bouillonnante et infatigable et son étonnante persévérance. »

L'avance de Youdenich continua pendant quelques jours. L'apparition de tanks britanniques dans les abords de la ville provoqua la panique. Trotsky, à cheval, rallia les hommes frappés de terreur qui fuyaient et les ramena au combat. Sous le coup de l'improvisation des fabriques travaillant sous le feu de l'artillerie de Youdenich commencèrent à sortir des véhicules semblables aux tanks ; cela mit fin à la panique. Des troupes régulières, des gardes rouges, hâtivement formés, des détachements même de femmes, luttèrent d'après l'expression de Youdenich « avec une héroïque démenche ». Une semaine après l'arrivée de Trotsky, les défenseurs passèrent à l'offensive. Au deuxième anniversaire de la révolution — qui était aussi le quarantième anniversaire de sa naissance — Trotsky, de retour à Moscou, faisait un rapport de victoire au Comité Exécutif Central des Soviets. Le dernier acte de la guerre civile avait commencé. Sur le front Sud également, les gardes blancs battaient en retraite et se désintégraient. L'Armée Rouge avançait vers Kharkov, Kiev et Poltava. En Sibérie, Koltchak était complètement battu. Le reflux fut si rapide que trois semaines seulement après cette session critique, où le Bureau Politique avait vu la défaite en face, Moscou la Rouge célébrait son triomphe. A la session cérémoniale d'anniversaire de l'Exécutif des Soviets, Trotsky était proclamé le père de la victoire et décoré de l'Ordre du Drapeau Rouge.

Il était parvenu maintenant à l'apogée de son œuvre. Il avait dirigé une révolution, fondé une grande armée qu'il avait conduite à la victoire. Il avait acquis l'adoration des larges masses des partisans de la Révolution et l'admiration pleine de rancœur ainsi que la haine tenace de ses ennemis. Comme beaucoup d'autres dirigeants bolcheviks, il espérait que les horreurs et les terreur de la guerre civile étaient désormais révolues et que l'ère de la construction pacifique du socialisme était sur le point de commencer. Dans celle-ci, il pensait jouer un rôle aussi éminent que celui qu'il avait joué dans les affaires militaires.

En décembre 1919, au septième Congrès des Soviets, il dressa le bilan de la guerre civile ; car, bien que la lutte continuât, son issue ne faisait plus aucun doute. Il paya un tribut généreux à ceux qui avaient porté le poids accablant des dernières années, fit l'éloge des commissaires dont il était censé être l'ennemi. « En nos commissaires, nous avons un nouvel ordre communiste de Samouraïs dont les membres ne jouissent pas de privilèges de caste mais sont prêts à mourir et à apprendre à d'autres à mourir pour la cause de la classe ouvrière. » Il loua avec ampleur les commandants des armées victorieuses, ceux qui avaient été les généraux du Tsar et ceux sortis du rang qui, dans le civil, avaient été de simples ouvriers métallurgistes ou des coiffeurs.

Il parla avec une ardeur toute particulière de trois commandants d'armées : Frunze, l'ouvrier ; Toukhatchevsky, l'officier de la Garde ; et Sokolnikov, le journaliste révolutionnaire. Puis il esquissa la perspective de l'abolition de l'armée actuelle et sa transformation en une milice démocratique inspirée par l'idéal socialiste, la milice dont Jaurès avait jadis rêvé. Il eut même quelques paroles amicales pour les mencheviks qui, à la dernière extrémité, s'étaient ralliés à la défense des Soviets et étaient présents au Congrès. « Nous apprécions hautement, dit-il, le fait que d'autres partis aussi, partis appartenant à l'opposition... ont mobilisé un certain nombre de leurs ouvriers pour aider l'armée. Ils y ont été reçus comme des frères. » Quelques mois plus tôt, il avait menacé les mencheviks de les « réduire en poussière » s'ils faisaient obstacle à la défense. Mais maintenant, s'adressant à Martov, qui avait félicité les bolcheviks de leurs succès diplomatiques et militaires, il exprima « sa joie très réelle »... sans aucune arrière-pensée et sans trace d'ironie « parce que Martov a parlé de notre armée et de notre lutte internationale. Il a employé le mot nous et ce faisant a apporté une force morale et politique de plus à notre cause. »

Comme d'autres bolcheviks, Trotsky pensait qu'on s'acheminait vers un apaisement de la politique intérieure qui permettrait aux partis, du moins à ceux de l'opposition socialiste, de reprendre leur activité ouverte. La diminution des pouvoirs de la Tcheka et l'abolition de la peine de mort en janvier 1920 devaient être les premiers pas dans cette direction. Mais ces espoirs optimistes ne purent être réalisés. Les horreurs de la guerre n'étaient pas encore révolues.

Il y a 20 ans

Chronique de la révolution espagnole (*)

(suite)

RENAISSANCE DE L'ETAT BOURGEOIS (SEPTEMBRE 1936-AVRIL 1937)

a) La contre-révolution économique. Le 7 janvier, dissolution des comités ouvriers assurant l'approvisionnement, ce qui entraîne l'augmentation des prix, les cartes de rationnement, la spéculation.

A la campagne, les exploitations collectives sont démantelées par le ministre de l'Agriculture, le stalinien Uribe, qui rend les terres aux propriétaires en les nommant co-administrateurs.

b) La censure. Une censure systématique est instaurée contre la C.N.T., la F.A.I., le P.O.U.M. Meetings interdits, amendes, suspension des journaux, etc.

c) La police. Les forces de police sont reconstituées, la garde civile sous le nom de garde nationale républicaine, les carabiniers au nombre de 40.000. Il est interdit aux membres de la police d'appartenir à

un parti politique, à un syndicat, d'assister à un meeting ouvrier.

d) Liquidation des milices. Le mot d'ordre des staliens était : « Pas de discussion, pas de politique dans l'armée ». En septembre-octobre, furent pris les décrets de militarisation et de mobilisation sur le mode bourgeois.

e) Désarmement des travailleurs à l'arrière. En diverses étapes, les travailleurs durent rendre toutes les armes. L'ordre du 12 mars fut appliqué le 17 avril à la Catalogne.

f) Méthodes extra-légales de répression : la Guépéou espagnole. Une organisation illégale faite d'ex-fascistes, de gangsters, de sadiques fut constituée en Guépéou espagnole, qui arrêtait les ouvriers et les envoyait dans des prisons secrètes.

LA CONTRE-REVOLUTION ET LES MASSES

Le mécontentement considérable dans les rangs de la C.N.T. et de la F.A.I. obligea les ministres C.N.T. à quitter le gouvernement catalan le 27 mars 1937 ; mais, après diverses tractations, ils revinrent le 16 avril en donnant tout leur appui à Companys. Les masses n'étaient pas satisfaites, l'inflation et l'ascension vertigineuse des prix constituaient leurs problèmes essentiels. Significative de leur état d'esprit est la montée du groupe « les amis de Durruti » qui rejetait la collaboration avec la bourgeoisie et les réformistes.

La réponse du P.O.U.M. à la contre-révolution fut aussi bien médiocre. Il réclama la constitution d'un gouvernement formé par les représentants de toutes les organisations politiques et syndicales

de la classe ouvrière. Ce gouvernement devait convoquer un congrès des délégués des syndicats, des paysans et combattants, et ce congrès devait élire à son tour un gouvernement permanent.

Tout le P.O.U.M. ne suivait pas l'orientation de la direction Nin. Des tendances à Madrid, à Barcelone réclamaient la constitution de soviets là où le P.O.U.M. contrôlait le mouvement ouvrier. Mais la direction s'y opposa en invoquant la tradition espagnole en opposition à la tradition russe ; elle mena également une lutte bureaucratique contre ces tendances.

Soudain le mécontentement des masses éclata. Nous en venons à un épisode des plus essentiels de la révolution espagnole, qui ouvrit un nouveau cours à celle-ci, lequel devait aboutir à la défaite.

LES JOURNEES DE MAI A BARCELONE

Le prolétariat catalan s'inquiétait des empiètements contre-révolutionnaires du gouvernement. L'assassinat d'un leader du P.S.U.C., le 25 avril, dont on ne connut jamais l'auteur servit de prétexte à une répression violente contre les anarchistes qui dénoncèrent le crime et proposèrent une commission d'enquête. Le 28, des leaders anarchistes furent arrêtés, des groupes d'ouvriers désarmés. Les premières barricades s'élevèrent dans les faubourgs de Barcelone.

Le 3 mai, à 3 heures de l'après-midi, des gardes d'assaut dirigés par Salas, membre

du P.S.U.C., essayaient d'occuper le Central téléphonique que les ouvriers de Barcelone avaient conquis sur les fascistes le 19 juillet et qui fonctionnait depuis sous le contrôle d'un comité C.N.T.-U.G.T. Cette tentative déclencha la riposte du prolétariat. A 5 heures, les ouvriers se sont armés, ont bâti des barricades, ont occupé une grande partie de la ville.

La prise du pouvoir était incontestablement possible. Le 4 mai au matin, les ouvriers sur les barricades de Barcelone se sentaient les maîtres. Du côté gouvernemental, il n'y avait qu'une partie de la police et les gardes armés du P.S.U.C. Tout ce que les ouvriers attendaient, c'était une coordination de leur action.

(*) 1^{re} Partie, dans « Quatrième Internationale », juin 1956.

Mais au centre C.N.T., les dirigeants ordonnèrent de quitter les barricades. Le jeudi 6, le P.O.U.M. donna le même ordre. Les « amis de Durruti » qui appelaient les ouvriers de la C.N.T. à rejeter les ordres de désertion de leurs chefs furent dénoncés comme des agents provocateurs par le Comité régional de la C.N.T.

Après des négociations avec le gouvernement, le jeudi à 3 heures, le centre C.N.T. ordonna à ses gardes d'évacuer le Central téléphonique. Le gouvernement qui avait promis de retirer ses troupes fit

aussitôt occuper le bâtiment. Les gardes du P.S.U.C. et la police commencèrent aussitôt la répression. Partout les gardes d'assaut occupaient les bâtiments anarchistes, arrêtaient des militants. On trouva le corps de l'anarchiste italien Camillo Berneri assassiné. Le centre C.N.T. ne savait qu'envoyer des délégations au gouvernement. Des gardes venus de Valence saisirent, le 7, la presse et les dirigeants des « amis de Durruti ». Des arrestations de masses commencèrent. Les patrouilles ouvrières furent dissoutes.

LE RENVOI DE LARGO CABALLERO

La défaite du prolétariat catalan marqua une nouvelle étape dans l'avance de la contre-révolution.

Au lendemain de ces journées, les staliniens présentèrent au gouvernement de Valence un projet de loi dont le premier article comportait l'interdiction totale du P.O.U.M., car celui-ci, malgré sa politique vacillante, avait dans ses rangs beaucoup de révolutionnaires combattant pour les intérêts du prolétariat.

Largo Caballero refusa, ne voulant pré-

sider à la répression d'organisations ouvrières, déclarant que le mouvement de Barcelone n'avait pas été un mouvement contre-révolutionnaire. Avec les staliniens, se solidariseront le socialiste Prieto et les ministres bourgeois. Le 15 mai, le gouvernement s'effondra. Le président Azana désigna le socialiste Negrin pour former un nouveau gouvernement composé des socialistes de la tendance Prieto, des bourgeois et des staliniens.

LE « GOUVERNEMENT DE LA VICTOIRE »

Le nouveau gouvernement fut baptisé par la Pasionaria de « gouvernement de la victoire ». Victoire de qui ?

Le gouvernement Negrin commença par déclencher une répression forcée à gauche, sous la direction du ministre de la Justice, le catholique basque Manuel Irujo. Les tribunaux furent épurés des éléments de gauche introduits après le 19 juillet 1936. Des tribunaux spéciaux furent établis, pouvant juger en secret des « actes séditions ». Le 29 juillet 1937, on annonça des procès contre dix membres du Comité Exécutif du P.O.U.M. Le 7 août, *Solidaridad Obrera*, organe de la C.N.T., fut suspendue pour 5 jours.

La police fut également épurée des éléments d'origine ouvrière incorporés après juillet 1936.

Dans les syndicats, une coalition des socialistes de la tendance Prieto et des staliniens déclara que le Comité Exécutif de l'U.G.T., qui se trouvait sous la direction de Caballero, était dissous et constitua un nouvel Exécutif qui fut soutenu ouvertement par le gouvernement et la presse.

Sur le plan des campagnes, le ministre stalinien Uribe intensifia les mesures pour disloquer les entreprises collectives existantes et les éléments réactionnaires revinrent au grand jour.

LA CONQUETE DE LA CATALOGNE

Plus que contre les troupes de Franco, c'est contre deux provinces, la Catalogne et l'Aragon, que se dirigea l'activité du « gouvernement de la victoire », car là se trouvaient les forces révolutionnaires prolétariennes, jugées « incontrôlables »

par ceux qui donnaient comme objectif social le maintien de la démocratie bourgeoise et qui prétendaient qu'il ne pouvait être question d'une lutte pour un régime socialiste.

Le 28 mai 1937, la *Batalla*, organe du

P.O.U.M., fut interdit, la radio du P.O.U.M. confisquée. De même, les « amis de Durruti » furent mis hors-la-loi.

Le 16 juin, Nin fut arrêté dans son bureau, ainsi que presque tous les membres du Comité Exécutif du P.O.U.M. Le lendemain, le P.O.U.M. fut interdit.

Puis la répression s'exerça contre les anarchistes. Selon les chiffres mêmes de la C.N.T. à l'époque, en juillet 1937, 809 de ses membres à Barcelone seulement étaient en prison et 60 avaient « disparus ».

En juillet, commencèrent à circuler des bruits sur l'assassinat de Nin. Le ministre de la Justice, Irujo, déclara que Nin était

« manquant ». On apprit bientôt qu'il avait été kidnappé dans une prison de Madrid par « une bande de gens armés ». Le Guépéou avait fait son œuvre.

Le 18 août, le Parlement catalan s'ouvrit. Des incidents se produisirent entre le président Companys et les staliniens qui ne pouvaient tolérer qu'il ait vacillé dans la répression contre le P.O.U.M. et qu'il se maintienne sur une position autonomiste catalane. En octobre, Companys démissionna. Tout ce qui pouvait subsister d'autonomie de la Catalogne était anéanti. Le gouvernement de Valence avait eu la « victoire » dans cette province.

LA CONQUETE DE L'ARAGON

Les anarchistes disposaient de la majorité dans le Conseil de la province d'Aragon. Ce fut la région où les progrès sociaux furent le plus poussés.

Le 11 août, le gouvernement Negrin décréta la dissolution du Conseil de l'Aragon. Un gouverneur général fut

nommé, ayant les pouvoirs des gouverneurs civils. Des conseils municipaux furent dissous. Des fermes collectives furent divisées. Les arrestations de militants anarchistes se multiplièrent. En octobre 1937, le gouvernement de Valence exerçait un contrôle total sur l'Aragon.

LA LUTTE MILITAIRE

Il faudrait toute une étude particulière pour traiter de la lutte militaire, dans laquelle les ouvriers et les paysans espagnols, et les volontaires des brigades internationales firent preuve d'un héroïsme devenu légendaire. Mais, malgré cet héroïsme, en dehors de quelques épisodes, d'une façon générale, après que les fronts furent établis, nous assisterons à une succession de reculs, d'échecs de la part des Républicains. L'aide matérielle que Franco reçut des gouvernements allemand et italien, tandis que les Républicains furent ligotés par la politique de « non-intervention » du gouvernement de Front populaire de France et du gouvernement anglais et qui ne reçurent du gouvernement soviétique qu'une aide insuffisante et payée à prix d'or, est une cause importante dans ce déroulement de la situation. Mais ce ne fut pas la cause principale. Si la guerre est effectivement la continuation de la politique par d'autres moyens, on ne peut détacher les opérations militaires des objectifs poursuivis.

Le but des Républicains était purement défensif : il fallait défendre la démocratie bourgeoise contre le fascisme. Or celle-ci était impuissante devant le fascisme et seule la lutte pour le socialisme aurait constitué l'objectif susceptible d'enflammer toutes les masses, et notamment de susciter dans la population qui se trouvait sous le contrôle de Franco une volonté de combat irrésistible, de démoraliser les troupes de Franco, et d'inspirer une confiance absolue dans la masse de la population qui n'avait aucune raison de s'enthousiasmer pour une lutte qui ne changerait pas l'ordre de choses établi.

Voici quelques épisodes importants de la lutte militaire.

Dans les sept premières semaines qui suivirent le coup d'Etat de Franco, les milices catalanes libérèrent l'Aragon, des navires de guerre républicains attaquèrent les transports de troupes effectués par Franco du Maroc espagnol en Espagne. Mais les travailleurs furent sévèrement battus à Badajoz et à Irun. Dans cette dernière ville, une des raisons de la défaite réside dans l'arrêt de munitions envoyées de Catalogne, arrêté effectué par les chemins de fer français sur les instructions du gouvernement français.

Rien ne fut sérieusement fait pour gêner Franco dans sa base même, c'est-à-dire au Maroc. Ni politiquement, comme il était possible de le faire aisément en proclamant l'indépendance du Maroc espagnol. Ni militairement, en utilisant la flotte. La raison en était qu'il ne fallait rien faire pour embarrasser les Britanniques et les Français. Au contraire, dans une note confidentielle du 9 février 1937 remise par le ministre des Affaires étrangères, del Vayo, à ceux-ci, il y avait les deux points suivants :

« Se proposant de baser sa politique européenne sur une collaboration active avec la Grande-Bretagne et la France, le gouvernement espagnol propose la modification de la situation africaine.

« Désirant une fin rapide de la guerre civile qui est maintenant susceptible de se prolonger par suite de l'aide allemande et italienne, le gouvernement est disposé à faire certains sacrifices dans la zone espagnole du Maroc, si les gouvernements britannique et français prenaient des mesures pour empêcher l'intervention italo-allemande dans les affaires espagnoles. »

Les anarchistes demandèrent tout d'abord que la victoire en Aragon fut exploitée pour engager une offensive en direction de Huesca et de Saragosse. La prise de cette dernière ville, qui avait un fort mouvement ouvrier à direction anarchiste, aurait pu avoir un effet décisif sur les armées de Franco du front basque et sur celle se dirigeant sur Madrid. Mais le gouvernement ne voulait pas favoriser politiquement les anarchistes. Le front d'Aragon ne reçut pas l'armement lourd nécessaire à une telle opération. Au contraire, une importante partie des milices anarchistes, dirigées par Garcia Oliver et Durruti, furent expédiées du côté de Madrid.

Après la Catalogne, le Pays basque avec Bilbao, ses mines de fer et de charbon, était le plus important centre industriel de l'Espagne. Le gouvernement basque était contrôlé par les capitalistes de cette région qui, leurs intérêts étant orientés du côté de l'Angleterre, étaient hostiles à Franco, mais ne voulaient cependant pas sacrifier leurs usines aux travailleurs. Aussi, quand les fascistes avancèrent sur San Sebastian, les milices de la C.N.T. voulaient mener un combat à mort, allant jusqu'à détruire l'équipement industriel, mais la bourgeoisie basque préféra utiliser ses gardes pour assurer l'évacuation sans combat de cette ville. On était en septembre 1936. En décembre, le gouvernement basque s'efforçait encore de mener des négociations en vue d'un armistice.

Ainsi, dans les premiers mois de la guerre, pour des raisons politiques, pour des raisons de classe, aucune exploitation ne fut faite des victoires des travailleurs. Et c'est ainsi que Madrid devint le front principal, de par l'initiative de Franco.

C'est en octobre 1936 qu'il commença à organiser ses forces en vue de s'emparer de la capitale espagnole. Il commença par le faire précipitamment au moyen d'une

attaque frontale qui fut repoussée, ce qui donna aux Républicains le temps de préparer la défense.

Dans cette période, en mars 1937, les troupes républicaines battirent les troupes envoyées par Mussolini à Guadalajara, mais, faute de réserves et de matériel, cette victoire ne put être complètement exploitée.

Avec le gouvernement Negrin, toutes les caractéristiques d'une armée bourgeoise s'accroissent. Ainsi, la solde des miliciens était réduite de 10 à 7 pesetas par jour, tandis que celle des officiers était augmentée.

Le front d'Aragon fut l'objet de manœuvres et d'épurations. Aussi le résultat en fut l'échec d'une attaque contre Huesca.

Tandis que la bataille de Madrid avait commencé, le front basque, pour les raisons indiquées plus haut, resta inactif jusqu'en mai 1937 et, alors, ce fut aussi Franco qui prit l'initiative des opérations. Et, comme dans le cas de San Sebastian, Bilbao au lieu de procéder à une défense du type de Madrid fut abandonnée le 19 juin. Plus encore, les fascistes maintenus comme otages furent libérés et envoyés au-devant des troupes de Franco comme manifestation de bonne volonté ! La presse de la C.N.T. et de l'U.G.T. fut censurée pour qu'elle ne puisse faire connaître ce scandale, cette trahison.

Les milices des Asturies et de Santander luttèrent dans les Asturies à la suite de la chute de Bilbao. Ce fut une lutte héroïque, dans laquelle toute ville, tout village, tout pouce de terrain fut défendu avec acharnement. Mais ces forces groupant environ 140.000 hommes devaient connaître une nouvelle trahison à Gijón qui, dans des conditions analogues à celles de Bilbao, se rendit le 21 octobre.

Madrid allait subir l'attaque principale des fascistes.

(A suivre.)

LES LIVRES

LE MAROC

d'Albert AYACHE (*)

	Masse globale des salaires	Salaires moyens mensuels d'un ouvrier
Européens	574 millions	40 à 50.000 fr
Marocains	1 milliard	8.330 fr

Or la majorité des Européens au Maroc ne se livre pas à un travail salarié, mais occupe des positions de commande dans l'industrie, le commerce, l'administration, se trouvait à la tête d'exploitations agricoles, etc... Elle est exploiteuse et non exploitée.

Ce livre contient aussi des données extrêmement fournies sur l'état de l'économie marocaine, sur sa concentration, sur les trusts qui y sévissent, etc...

En somme, la plus grande partie du livre est une source de documentation et une arme contre l'impérialisme.

Malheureusement, la partie du livre relative au mouvement de libération nationale ne vaut pas grand chose. On y trouve une description fort superficielle, la formation des organisations, les principaux événements. Mais l'auteur ne dépasse pas le niveau de la propagande stalinienne. Il n'y a pas une véritable analyse des forces de classe, des programmes politiques des partis. Les choses sont présentées d'une façon déformée. Il semblerait selon l'auteur que le P.C. marocain a été la force motrice dans les événements, que l'Istiqlal a été à sa remorque, que c'est le P.C. qui a poussé à la formation des syndicats marocains en dehors de la C.G.T.... Tandis que l'on trouve 300 pages fort intéressantes, le livre se termine avec une trentaine de pages insipides. Bien entendu, il n'y a pas la moindre perspective des luttes de classe dans la société marocaine, une fois l'indépendance proclamée, ainsi que les événements les esquissent depuis environ six mois. L'auteur ne semble pas avoir conscience qu'il ne s'agit pas au Maroc, comme dans tous les pays colonisés, seulement d'une libération nationale mais aussi d'une libération sociale, autrement dit que le Maroc connaît une révolution dont la proclamation de l'indépendance n'a été qu'un moment.

(*) Editions sociales, Paris.

Après 44 années de « protectorat », le Maroc vient d'accéder à l'indépendance. Chacun a frais dans la mémoire les événements récents qui ont abouti à ce résultat. Mais quel a été le bilan de cette colonisation, que les tenants du protectorat présentaient comme des plus positifs pour la population marocaine, tout comme ils présentent encore maintenant la gestion du colonialisme en Algérie et dans les autres colonies qui aspirent de plus en plus à l'indépendance ?

Pour le Maroc, le livre que vient de publier Ayache apporte une très considérable documentation qui se trouve d'autant plus accablante pour les colonialistes que toutes les données, toutes les statistiques ont été établies par leurs services (services administratifs officiels, banques, chambres de commerce...).

Ce livre rappelle les principales étapes de la « pacification » du Maroc, car c'est déjà ce mot qui eut cours dans les premières années du 20^e siècle. Il rappelle aussi fort opportunément que cette conquête du Maroc, se faisant dans les années de préparation de la première guerre mondiale, donna lieu à des marchandages diplomatiques.

Le 8 avril 1904, une convention franco-britannique s'exprimait ainsi :

« Le Gouvernement de la République déclare qu'il n'entravera pas l'action de l'Angleterre dans ce pays (l'Egypte) en demandant qu'un terme soit fixé à l'occupation britannique ou de tout autre manière... (article 1^{er}). »

« Le Gouvernement de Sa Majesté britannique reconnaît qu'il appartient à la France, notamment comme puissance limitrophe du Maroc sur une vaste étendue, de veiller à la tranquillité de ce pays, de lui prêter son assistance pour toutes les réformes administratives, économiques, financières dont il a besoin... (article 2) ».

Autrement dit, je te donne l'Egypte, refille-moi le Maroc... c'est pour rendre service aux Egyptiens et aux Marocains ! Et ces brigands osent crier à la violation du droit international aujourd'hui, parce que les peuples colonisés sortent de leur impuissance de jadis !

Ce livre, avons-nous dit, donne un tableau saisissant du bilan de la colonisation. Prenons un exemple qui minimise encore la proportion à l'échelle du pays, puisqu'il s'agit des salaires payés par l'Office Chérifien des Phosphates, en 1952 à 11.071 ouvriers, dont environ un millier d'Européens.

NOTES DE LECTURE

Cercle Zimmerwald

Le premier bulletin trimestriel du « Cercle Zimmerwald » vient de paraître. L'activité de ce groupement a consisté jusqu'à présent en conférences. Se réclamant de la tradition de Zimmerwald, ce cercle ne peut pas être considéré comme un courant politique défini. On y trouve des hommes qui ont été ou qui sont encore plus ou moins liés à la publication « la révolution prolétarienne », des socialistes de gauche comme Marceau Pivert, etc. D'une façon générale, ce qui les unissait, c'était une sorte de phobie contre le « totalitarisme » soviétique.

Aussi n'en avons-nous été que plus agréablement surpris du contenu du premier bulletin du « Cercle Zimmerwald », consacré au rapport Khrouchtchev. On y trouve une lettre aux membres du Parti communiste français qui s'adresse en termes très sensibles pour des militants communistes afin de les pousser à une véritable critique du passé, les invitant à penser par eux-mêmes.

Cette lettre va si loin qu'elle se place sur une perspective de redressement du P.C.F. :

« Nous ne vous demandons pas de quitter votre parti. Nous savons qu'il n'y a pas en France de parti révolutionnaire où vous puissiez aller. Et nous serions heureux si vous faisiez en sorte que nous puissions un jour reprendre la lutte à vos côtés, dans un parti communiste où il ne faille pas renoncer à penser par soi-même, si vous faisiez en sorte que nous puissions écrire avec vous, après tant de pages noires, une nouvelle page de l'histoire des travailleurs. Un tel redressement du P.C.F. est-il possible ? La réponse dépend de vous, de votre courage, de votre lucidité. Ne soyez pas seulement courageux hors du parti, soyez courageux à l'intérieur du parti. »

Pouvons-nous espérer que la marche des événements en U.R.S.S. va contribuer à redresser les vues sur l'U.R.S.S. et le bolchevisme dans certains milieux qui, jusqu'alors, identifiaient bolchevisme et stalinisme et, par suite, repoussaient le bolchevisme et la défense de l'U.R.S.S. ? Nous en serions particulièrement heureux.

P. F.

DOCUMENTS

Rapport au 17^e Plenum du Comité Exécutif International (mai 1956)

Le 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. ouvre la phase finale de la crise du stalinisme

par **E. GERMAIN**

Les événements qui marquent le XX^e congrès du P.C. soviétique et ses répercussions sont l'indice très net d'une maturation de plus en plus rapide des conditions objectives et subjectives de la révolution politique en Union soviétique.

Leur signification peut être résumée en trois points :

1. — Une pression de plus en plus forte des masses, pour la première fois depuis les années 1933-1934, a commencé à diviser le noyau dirigeant de la bureaucratie soviétique. Au sein du Comité central du P.C. de l'U.R.S.S., des discussions relativement libres ont eu lieu, sans écrasement d'une des tendances qui commencent à se cristalliser. La différenciation politique de ce noyau dirigeant a commencé à se manifester sur un certain nombre de questions idéologiques (lutttes de classe après la révolution ; degré de réalisation du socialisme en U.R.S.S. ; formes de conquête du pouvoir par le prolétariat ; nature des crises économiques à l'époque du capitalisme en déclin, etc.) et politiques (répartition du revenu national entre consommation et investissements ; réforme des salaires ; degré de liberté de critique à tolérer dans le parti ; question agraire ; rapports envers l'ère stalinienne, etc.). Elle reflète en gros la pression de deux forces sociales antagonistes : la pression des masses ouvrières et des couches inférieures de la bureaucratie d'une part (tendance Mikoïan-Malenkov) ; la pression des couches les plus conservatrices de la société (éléments les plus privilégiés de la bureaucratie, directeurs, caste des généraux, etc.) d'autre part (tendance Kaganovitch-Molotov).

2. — Sous cette pression des masses, et afin de se cramponner pendant une nouvelle étape au pouvoir — pour obtenir un nouveau répit — la bureaucratie a été obligée de sacrifier Staline et la tradition stalinienne *proprio sensu*, et de mettre sur le compte de celui-ci les aspects les plus repoussants de sa dictature. Ce faisant, elle s'efforce de se limiter de ces aspects et d'en refuser la responsabilité. En faisant de Staline et non plus de Bériia le bouc émissaire pour tout ce que les masses populaires détestent dans la dictature bureaucratique, elle promet implicitement à ces masses que beaucoup de choses changeront rapidement. Ces promesses implicites doivent être appuyées par des concessions réelles pour avoir tant soit peu d'efficacité. C'est pourquoi, avec le XX^e congrès, pour la première fois depuis le début du « cours nouveau », des concessions politiques s'ajoutent aux concessions économiques faites jadis aux masses, qui sont d'ailleurs amplifiées par la même occasion (gratuité de l'enseignement moyen et supérieur ; début de réforme du code du travail et du code pénal ; promesses d'une association plus large des masses à la gestion municipale, etc.).

3. — La lutte contre la tradition de Staline et contre le « culte de la personnalité » a provoqué une crise profonde dans tous les partis staliniens du monde, bien que l'intensité de cette crise varie pour le moment de pays en pays. Cette crise n'est encore qu'à ses débuts. Elle résulte du fait qu'en sapant l'argument d'autorité et l'obéissance aveugle envers les décisions des « chefs », les discours du XX^e congrès ont ouvert les portes à travers lesquelles l'esprit critique et l'élaboration politique à la base

s'infiltrèrent dans les partis staliniens, non seulement en regard des événements du passé mais encore pour chaque nouvelle décision importante de leur P.C. national et du P.C. de l'U.R.S.S.

La phase nouvelle du « cours nouveau » ouvre ainsi une phase nouvelle et décisive dans la crise du stalinisme. Elle met à l'ordre du jour le renversement de la dictature bureaucratique en U.R.S.S. et dans les Démocraties populaires, ainsi qu'un renouvellement complet du mouvement ouvrier international.

I. — UNE NOUVELLE ETAPE DU « COURS NOUVEAU ».

Comme nous venons de l'indiquer, la nouvelle étape du « cours nouveau » consiste essentiellement dans le fait que, pour la première fois, la bureaucratie a été obligée de faire des concessions politiques aux masses. La nature de ces concessions tend avant tout à ébranler les bases terroristes de la dictature davantage que ne l'avaient déjà fait les attaques précédentes contre l'arbitraire policier. En même temps, la rigidité de la caste bureaucratique est remise en question, les frontières s'ouvrent plus largement pour un recrutement nouveau venant d'en bas. Sur ce dernier point, incontestablement les besoins pressants de l'économie ont contribué, ensemble avec la pression des masses, à arracher la réforme importante du système scolaire.

A côté de ces concessions politiques, le XX^e congrès du P.C. a donné de nouvelles et importantes concessions économiques aux masses, avant tout aux masses ouvrières. L'augmentation des bas salaires, la réduction du temps de travail, l'augmentation des pensions, l'organisation d'un système de maisons de vieillards créées par l'Etat, les nouvelles promesses impressionnantes d'augmentation de la production des biens de consommation (faites malgré la victoire — platonique, semble-t-il, maintenant — des partisans d'un développement prioritaire de l'industrie lourde) — tout cela doit montrer aux masses que leur sort s'améliore déjà rapidement et que des améliorations plus rapides encore se produiront sous peu. L'appétit vient en mangeant, et des secteurs vitaux (comme les logements et l'alimentation) connaissent encore un régime de pénurie tandis que d'autres (comme l'habillement) souffrent d'une insuffisance de qualité, il semble exclu que ces concessions donnent aux maîtres actuels du Kremlin une large base de masse dans le pays.

En ce qui concerne la paysannerie, les décisions prises par le Comité central du P.C. au lendemain du XX^e congrès semblent poursuivre des buts divers : accroître immédiatement la production de pommes de terre et de légumes en faisant de nouvelles et importantes concessions de prix aux paysans ; s'attaquer à la crise structurelle du système kolkhozien en essayant de détourner les paysans du travail sur leur propre lopin de terre privé. Ce dernier but est poursuivi à la fois à l'aide de stimulants (avances en argent) et de menaces (exclusions des kolkhozes et suppression du lopin privé pour tous ceux qui ne fournissent pas un minimum d'heures de travail sur les terres kolkhoziennes). Reste à voir si la paysannerie ne considérera pas ces mesures comme une atteinte vitale à la base de son gagne-pain, et si elles n'ouvrent pas une nouvelle et grave crise d'approvisionnement en U.R.S.S.

L'aspect le plus important du dialogue muet « revendications-concessions » qui s'est engagé depuis trois ans entre la bureaucratie et les masses est celui qui concerne maintenant l'industrie proprement dite, c'est-à-dire le système des salaires, l'organisation de l'entreprise, les droits des directeurs et des travailleurs. Poussée par des considérations économiques (lutte contre la tendance inflationniste), la bureaucratie a essayé d'entamer une révision d'ensemble du système des salaires qui, sous le couvert d'une rupture avec le stakhanovisme, signifiait en réalité une réduction, ou certainement un blocage, des salaires nominaux totaux pour d'importantes couches du prolétariat, surtout des couches qualifiées d'avant-garde (mineurs, métallurgistes, sidérurgistes, cheminots, etc.). La résistance à laquelle elle s'est heurtée dans ce domaine l'a obligée à mettre en suspens l'application de ces mesures d'ensemble et à proclamer, pour le moment seulement, le relèvement des bas salaires. Pour la première fois aussi, des ouvriers et des couches inférieures de la bureaucratie ont soulevé la question des primes, exigeant, semble-t-il, qu'un pourcentage élevé (75 %) de ces primes revienne automatiquement aux ouvriers.

Tous les événements au cours des six derniers mois démontrent clairement que la pression des masses, avant tout des masses ouvrières, est toujours le facteur prépondérant dans l'évolution intérieure de l'Union soviétique. C'est à ce courant que les sommets de la bureaucratie ont jusqu'à maintenant, fondamentalement, cédé. Cependant, au fur et à mesure qu'augmente la pression des masses et qu'elle se transpose à l'usine, il est inévitable que les couches privilégiées de la bureaucratie, les « maîtres du pays », saisis de panique, réclament bruyamment des garanties supplémentaires pour leurs privilèges. C'est là le sens de la « Conférence industrielle » qui s'est tenue fin printemps 1955 à Moscou et des décisions prises par le Comité central du P.C. en juin 1955 sur l'augmentation des droits des directeurs, sur l'élaboration d'un statut modèle des directeurs, etc. Il est également clair qu'une tendance de la direction bureaucratique (Kaganovitch, Boulganine, etc.) s'est identifiée plus ou moins ouvertement avec les intérêts et les aspirations de cette couche encore très puissante (elle continue à réunir entre ses mains les principaux leviers de commande de la vie

économique). La collision inévitable entre les revendications ouvrières et les positions de ces couches amènera le point critique du « cours nouveau ».

II. — LA BUREAUCRATIE LIQUIDE L'HYPOTHEQUE STALINIENNE.

Après Béria, c'est maintenant Staline lui-même qui devient de plus en plus le bouc émissaire pour tous les crimes de la dictature, qui sont des crimes collectifs des dirigeants de la bureaucratie.

Il est inconcevable que la bureaucratie en tant que telle, qui voyait dans cette forme particulière de la dictature la principale sauvegarde de son pouvoir, ait pu se résoudre seule, ou de gaité de cœur, à ce tournant sensationnel. Si le désir individuel de sécurité faisait de la liquidation de l'arbitraire de la police une mesure populaire également dans les rangs de la bureaucratie, il en va tout autrement de la liquidation du mythe de l'infailibilité stalinienne dans les masses. Certes, un régime de dictature « collégiale » permet une association de couches plus larges de la bureaucratie à l'exercice du pouvoir. Mais en même temps, le développement de l'esprit critique idéologique et politique au sein du P.C. et des masses risque de détruire les bases mêmes de la dictature bureaucratique et de créer un puissant courant démocratique et égalitaire, qui sonnera le glas de la dictature. C'est pourquoi il est faux d'expliquer le tournant sensationnel du XX^e congrès autrement qu'en tant que concession faite par la bureaucratie, à son corps défendant, au mécontentement qui croît sans cesse dans le pays.

Il est peu probable également que Khrouchtchev et la majorité du Comité central se soient décidés d'avance à lâcher la « bombe Staline » au congrès. S'ils avaient voulu le faire, ils auraient agi de façon plus prudente, en préparant l'opinion publique par étapes, en procédant de façon plus ordonnée et plus logique. En fait, le rapport inaugural de Khrouchtchev au XX^e congrès ne contenait aucune indication qu'une attaque ouverte allait s'ouvrir contre Staline ; son nom n'y fut même pas prononcé. Il est plus vraisemblable de supposer que les attaques brusques, déclenchées au congrès même, par Mikoyan et ses amis, contre Staline ont forcé la main à Khrouchtchev et aux éléments « centristes » qui essayent de concilier les deux tendances naissantes au sein du Comité central du P.C. Craignant de se voir débordé dans le pays par une tendance anti-stalinienne oppositionnelle, Khrouchtchev a pris les devants et a identifié tout le parti avec la campagne anti-stalinienne (en se heurtant à une résistance peut-être passive mais non moins réelle de Kaganovitch, Molotov, Chvernik et autres).

Mais en organisant ainsi sur une grande échelle la liquidation de « l'hypothèque stalinienne », Khrouchtchev et les autres dirigeants de la bureaucratie ont eu soin d'établir des limites qui représentent une dernière barrière de sauvegarde autour des privilèges et du pouvoir de la bureaucratie. Les critiques contre Staline s'appliquent surtout aux vingt dernières années de sa vie, c'est-à-dire à la période postérieure au 17^e congrès et débutant par « l'affaire Kirov ». Elles concernent essentiellement les « purges » monstrueuses, la conduite de la guerre et la politique d'après-guerre, notamment la politique des nationalités et la rupture avec la Yougoslavie. Il n'est pas clair si la politique de collectivisation forcée a été ouvertement dénoncée. De toute façon, tous les dirigeants de la bureaucratie se sont empressés de se solidariser démonstrativement avec la lutte menée par Staline contre l'Opposition de Gauche, contre les zinovévistes et contre les boukharinistes. Le sens politique de cette manœuvre est clair. La bureaucratie dit au pays : nous rejetons les assassinats en masse et les fautes monstrueuses qui nous ont presque fait perdre la guerre ; mais nous ne pouvons qu'approuver la politique sur laquelle sont basés notre pouvoir et nos privilèges.

La réhabilitation partielle et sans explication (ou de toute façon sans explications suffisantes) d'une partie des victimes communistes de Staline indique le même effort de la bureaucratie d'établir une limite au-delà de laquelle les fondements même de sa dictature seraient ébranlés par les attaques contre Staline. Il est difficile d'expliquer en détail que Zinoviev, Boukharine, Trotsky étaient « seulement » des adversaires idéologiques et non pas des espions et des traîtres, sans préciser quelles étaient leurs divergences « idéologiques » avec le « marxisme-léninisme ». Il est impossible d'ouvrir réellement les archives sans en même temps détruire les falsifications des positions réelles des oppositions communistes par les dirigeants d'hier et d'aujourd'hui. Une véritable discussion sur les positions politiques réelles de l'opposition communiste risque ainsi de se développer — ce qui représente une menace mortelle pour l'équipe au pouvoir.

III. — LA DYNAMIQUE DU « COURS NOUVEAU ».

Constatant ce qui est arrivé et pourquoi c'est arrivé, nous avons à déterminer la dynamique du « cours nouveau ». Où va la dictature de la bureaucratie ? Quelles formes peut-elle prendre ? Comment sera-t-elle renversée ?

Il est clair qu'en l'absence d'un contact étroit avec ce qui se passe aujourd'hui à la base de la société soviétique, surtout dans les cellules du P.C. et dans les entre-

prises, et ne pouvant nous appuyer sur aucun précédent historique, nous devons nous avancer en cette matière avec beaucoup de prudence. Néanmoins, il est indispensable pour l'orientation de notre propre mouvement et celle de l'avant-garde internationale de donner une réponse claire et sans équivoque à deux questions fondamentales.

Première question : le « cours nouveau », réaction politique de la bureaucratie devant la pression croissante des masses, est-il dans ses grandes lignes irréversible ? En d'autres termes : est-il exclu que dans un avenir immédiat, d'ici deux à trois ans, la plupart des concessions faites aux masses soient reprises, que le régime policier soit rétabli dans toute sa hideur stalinienne, que la liberté de discussion au sein du C.C. soit de nouveau réprimée et qu'un « nouveau Staline » établisse une nouvelle « dictature personnelle » ?

A cette question, nous répondons OUI sans équivoque. Une telle évolution est impossible, non pas parce que les Khrouchtchev et Boulganine sont plus « intelligents » ou plus « libéraux » que Staline, ou parce qu'ils ont « tiré des leçons de l'histoire », mais parce que les rapports de forces existant à l'échelle mondiale entre prolétariat et bourgeoisie, et les rapports de forces existant en U.R.S.S. entre prolétariat et bureaucratie, rendent impossible un tel renversement brusque de l'évolution engagée. Il faudrait de lourdes défaites ouvrières nationales et internationales, c'est-à-dire un renversement complet de l'évolution mondiale, pour qu'en U.R.S.S. également la dictature puisse se stabiliser plutôt que s'effriter (au sens social du mot).

Cela n'exclut pas, faut-il le répéter, que sur tel ou tel point concret la bureaucratie s'efforcera de reprendre ce qu'elle a pu lâcher à un moment, ou qu'elle ne s'efforcera pas de mater par la force telle ou telle explosion du mécontentement des masses. Mais cela concerne une ligne générale de l'évolution qu'il faut clairement comprendre.

Deuxième question : le « cours nouveau », réaction politique de la bureaucratie à la pression croissante des masses, peut-il arriver par étapes progressives au rétablissement de la démocratie soviétique, sous la direction de l'actuelle équipe dirigeante au Kremlin ? En d'autres termes : est-il possible qu'au XXI^e congrès, Khrouchtchev et Boulganine rétablissent la liberté de discussion dans les cellules du parti ; au XXII^e congrès on voit apparaître des tendances organisées avec des plates-formes différentes discutées par le congrès, comme à l'époque léniniste, qu'au XXIII^e congrès on rétablisse le « maximum » de revenus des communistes et l'indépendance syndicale, etc. ?

A cette question nous répondons NON avec aussi peu d'équivoque que nous répondons OUI à la première question.

Certes, les concessions faites par la bureaucratie aux masses favorisent objectivement leur prise de conscience, leur activité, leur confiance en elles-mêmes. Elles préparent objectivement la révolution, de même que toute réforme d'une dictature agonisante favorise à la longue la révolution qui la renverse. Mais quels que soient les liens dialectiques entre « réformes » et « révolution », on ne peut identifier les unes avec l'autre sans tomber dans un réformisme, un évolutionnisme vulgaire, c'est-à-dire sans masquer le problème décisif du « saut », du « changement de qualité » qui est implicite dans toute révolution. La révolution politique en U.R.S.S., c'est avant tout la perte pour la bureaucratie de sa toute-puissance dans l'usine et dans l'Etat. Croire que des centaines de milliers de personnes hautement privilégiées assisteront de façon passive au démantèlement de leur pouvoir, alors qu'elles possèdent encore une puissance de défense énorme, c'est se leurrer d'illusions. Pour commencer une révolution, la pression des masses ne suffit plus. Il faut que ces masses passent à l'action et se mesurent, dans l'usine et la rue, avec les derniers défenseurs de la dictature. Que cette action puisse être de brève durée ; que les couches privilégiées de la bureaucratie puissent être complètement isolées à ce moment-là ; qu'entre la chute de la dictature et l'établissement d'un véritable régime de démocratie soviétique (c'est-à-dire entre le début et la fin de la révolution politique) puisse s'intercaler une série d'étapes intermédiaires, tout cela est fort possible et même vraisemblable. Mais que la bureaucratie ne commette pas hara-kiri sous la pression des masses, par amour pour la patrie soviétique, est non moins certain. Nous insistons dès le début sur ce point : le « cours nouveau » n'est pas un mouvement d'auto-réforme de la bureaucratie ; c'est une dernière manœuvre d'auto-défense de cette bureaucratie. Il y aura un point où le « cours nouveau » s'arrêtera et où commencera la révolution, point où l'équipe dirigeante de la bureaucratie, de sujet deviendra objet du processus historique.

Il est clair qu'il ne faut pas considérer la bureaucratie dans son ensemble comme une « masse réactionnaire » contre laquelle la classe ouvrière devra livrer assaut. Cette position mécaniste et anti-marxiste est contraire à tout l'enseignement de Trotsky. Plus la pression des masses (et, parallèlement à elle, la pression des couches les plus privilégiées) s'accroît, et plus la bureaucratie, y compris ses dirigeants, se déchirera en tendances opposées. Au cours de ce processus une « tendance Reiss » apparaîtra qui renouera sincèrement avec la tradition léniniste. (Ce n'est certainement pas la tendance Mikoïan qu'il faut identifier avec une telle tendance ; tout au plus fournit-elle un bouillon de culture pour les idées d'une telle tendance.) Il est impossible de prédire le comportement concret de chacun des dirigeants du Kremlin au cours de tout ce processus. Mais ce qui est exclu c'est que le rétablissement de la

démocratie se réalise par la voie progressive, froide, sans action ouverte des masses contre la bureaucratie, sans éclatement du P.C. et de la bureaucratie elle-même.

Les événements ont, à ce sujet, complètement confirmé la justesse du point de vue que nous défendions dès 1953 concernant le rôle décisif de la pression des masses dans l'évolution intérieure en U.R.S.S. Certains de nos critiques soi-disant orthodoxes ont voulu expliquer tous ces événements par des dissensions intérieures dans la bureaucratie. Aujourd'hui il apparaît clairement combien une telle position est insoutenable, et combien c'est elle qui favorise en réalité des tendances de capitulation envers le stalinisme. Il est clair que si la bureaucratie démantelait le mythe stalinien de son propre gré, comme une simple manœuvre, la nature du régime stalinien et la nature même de la bureaucratie devraient être revues dans un esprit différent de celui du trotskysme. Si par contre, cette pression des masses — pendant la période préparatoire à l'action des masses, c'est-à-dire à la révolution — est le facteur décisif de l'évolution des trois dernières années, l'ensemble de l'analyse trotskyste de l'U.R.S.S. se trouve brillamment confirmé.

Quant à ceux qui nous accusaient d'« exagérer » l'importance de cette pression, le seul commentaire dont on peut les gratifier après le XX^e congrès, c'est qu'ils ont pauvre mine maintenant...

IV. — LES « DEMOCRATIES POPULAIRES ».

Les répercussions du XX^e congrès sur les « démocraties populaires » diffèrent de pays en pays, d'après la nature locale du Parti communiste, de ses liens avec les masses et du degré de pression des masses sur la direction bureaucratique. Cependant, on peut dire que dans tous ces pays, la confiance dans la direction a été ébranlée à divers degrés et qu'une période nouvelle s'ouvre pour ces partis, période qui verra l'éclosion d'idées et de tendances critiques sinon oppositionnelles.

En Pologne on a assisté à une véritable explosion populaire qui, par moment, a commencé à ressembler au début d'une révolution. De violentes discussions ont éclaté dans les cellules du parti, dans les organismes syndicaux et d'intellectuels, et jusque dans les conseils (soviets) locaux et dans le Parlement central. Partout des militants de base se sont opposés à la position officielle, non seulement stalinienne mais même poststalinienne de la direction, au point que celle-ci a parlé d'une campagne « organisée par des éléments anti-soviétiques et anti-parti ». Il y eut même, semble-t-il, des manifestations de rue lors de l'enterrement de Bierut. Le contenu des critiques parues dans la presse égale sinon dépasse en violence la plupart des critiques trotskystes. Elles ne touchent pas seulement des aspects théoriques et idéologiques de l'ère stalinienne, mais même le système d'organisation de l'industrie, les salaires, les primes, les droits des directeurs et l'absence de droits (et d'indépendance) des syndicats.

Certes, il faut se garder d'identifier la possibilité pour des éléments oppositionnels d'articuler des critiques pendant une période trouble de transition, avec le rétablissement des libertés démocratiques dans le mouvement ouvrier, et davantage encore avec l'acceptation de ces critiques par les dirigeants et leur mise en application pratique. Il est probable que, du moins sur ce plan, il y aura un certain « rétablissement de la discipline » et que les éléments qui se sont le plus avancés risquent de payer cher leur audace. Mais la brusque révélation de l'immense mécontentement accumulé dans les rangs du parti polonais détruira vraisemblablement pour une longue période sa nature « monolithique » et amènera de constantes discussions intérieures (avec probablement, dans un avenir rapproché, la constitution d'un courant de gauche affirmé).

D'après des sources yougoslaves non encore confirmées, quelque chose de pareil serait en train de se produire en Bulgarie, où auraient éclaté de violentes discussions et critiques anti-staliniennes « jusque dans les petits villages ».

En Tchécoslovaquie et en Allemagne Orientale, où le P.C. avait jadis des assises populaires aussi larges qu'en Pologne et en Bulgarie, mais où il a été amené à heurter de façon beaucoup plus brutale les intérêts et les aspirations des masses — ce qui a produit un isolement plus grand —, les dirigeants semblent avoir voulu profiter des décisions du XX^e congrès pour dessiner une manœuvre populaire en adoptant la ligne anti-stalinienne, sans qu'on puisse encore parler dans ces pays d'une véritable vague de fond populaire. Cependant, étant donné la nature industrielle de ces pays et les rapports de forces sociaux, le début d'un réveil des masses risque de renverser presque immédiatement la dictature (comme l'ont démontré les événements du 17 juin 1953). C'est ce qui explique pourquoi les dirigeants staliniens tchèques et allemands devront agir avec plus de prudence que les dirigeants polonais ou bulgares, surtout dans des matières qui touchent directement la vie industrielle et ouvrière.

En Hongrie, la bombe du XX^e congrès a éclaté après une lutte de tendances prolongée dans le parti, au cours de laquelle la tendance Nagy, qui se rattachait à la tendance Mikoïan-Malenkov, avait été décapitée par l'exclusion de Nagy lui-même. Si les décisions du XX^e congrès représentent une défaite incontestable pour la tendance Rakosi, qui a dû réhabiliter sa victime Rajk, il semble cependant que cette tendance s'accroche au pouvoir et qu'une bataille intérieure sera menée pour la rentrée de Nagy.

Comme en même temps les masses semblent plus passives que dans d'autres pays, toute la situation semble mûre pour que la Hongrie soit un des premiers pays où une bataille de tendances plus ou moins ouverte soit livrée à l'intérieur d'un parti stalinien au pouvoir.

Quant à la Roumanie et à l'Albanie, où les assises populaires du P.C. sont beaucoup plus limitées, il semble que la direction y résiste avec plus de succès aux efforts du Kremlin d'imposer une révision de la ligne stalinienne. Cependant, en Albanie la direction s'est déjà heurtée à une opposition surprenante, même au sein du Parlement.

En général, l'expérience récente des démocraties populaires confirme donc la conclusion que nous avions tirée de l'évolution de l'Union soviétique. Les décisions du XX^e congrès favorisent le déclenchement d'un mouvement de critique et d'opposition anti-stalinienne plus ou moins violent. Les anciennes structures restent cependant debout dans tous les P.C., et il faut attendre un déclenchement d'une lutte ouverte de tendances, ainsi qu'une action ouverte des masses, pour qu'il puisse en être différemment. Il n'est pas exclu que cela se produise dans un des pays de démocratie populaire avant que la révolution politique n'éclate en U.R.S.S., et que de tels événements puissent exercer une influence profonde sur l'évolution en Union soviétique.

V. — LA CRISE DANS LES PARTIS COMMUNISTES.

Le XX^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S. a ouvert une nouvelle étape dans la crise des partis communistes. Cependant, pour comprendre l'ampleur relative de cette crise dans les différents partis en question, il faut tenir compte d'un certain nombre de facteurs supplémentaires : la politique internationale « droitiste » lancée par le XX^e congrès ; la force relative du parti communiste en question et ses liens réels avec les masses ; le degré (relatif) de solidité du noyau stalinien dirigeant, etc.

Nous pouvons surtout distinguer trois cas :

a) Le cas des partis communistes de masse dans des pays industriels avancés (P.O.F., P.C. italien). La crise s'y développe à la fois par la destruction de l'autorité de la direction, les débats déclenchés par la politique droitiste proclamée par le XX^e congrès et appliquée avec zèle par les dirigeants nationaux (coexistence pacifique, voies parlementaires vers le socialisme, affaire algérienne, etc.), et la revendication d'une lutte de classe révolutionnaire que commencent à formuler des couches révolutionnaires de ces partis. Le fait qu'il n'existe pas de base objective pour une collaboration avec la bourgeoisie limite le champ de manœuvre de la droite et la rend malgré tout à la longue sensible à la pression d'en bas. Cela ne l'empêche pas de rester au début maîtresse de la situation, tout le passé stalinien favorisant aujourd'hui une politique opportuniste de droite.

b) Le cas des petites sectes staliniennes dans des pays industriels avancés (Grande-Bretagne, Belgique, Autriche, Allemagne occidentale, etc.). La crise y est influencée d'une part par la destruction de l'autorité des dirigeants, et d'autre part par une recherche d'une attitude adéquate envers le mouvement de masse social-démocrate. Une partie de l'appareil s'appuie incontestablement sur les décisions du XX^e congrès pour proposer une orientation liquidationniste-réformiste. Les éléments les plus sains de la base s'y opposent, ce qui renforce cependant chez eux des traits sectaires envers le mouvement de masse. Notre intervention peut être très importante pour éviter que cette réaction de la partie la plus saine de la base communiste ne soit entraînée vers des aventures stériles et condamnées à l'échec.

c) Le cas des partis communistes dans les pays coloniaux et semi-coloniaux (ainsi que le P.C. de l'Inde). L'orientation du XX^e congrès est la plus droitiste pour ces pays. (Infecte critique des thèses de l'I.C. par Kuusinen !) Mais en même temps il existe une base objective réelle pour une collaboration entre la bourgeoisie « nationale » de ces pays et les dirigeants staliniens. C'est pourquoi ces dirigeants y seront pendant une période (avant qu'ils ne soient soumis à un véritable mouvement révolutionnaire des masses) moins sensibles aux critiques de la base et plus enclins à suivre la ligne du Kremlin. Pour ces raisons, nous avons une réelle chance dans ces pays d'élargir et de rapprocher de nous des tendances critiques, centristes de gauche, sinon révolutionnaires en puissance, qui se développeront au sein de ces partis communistes.

VI. — NOS TACHES.

D'une façon générale, l'étape ouverte dans la crise du stalinisme en U.R.S.S. même, dans les démocraties populaires et dans les Partis communistes, se caractérise par le fait qu'un grand nombre de préventions que nourrissait la masse des militants communistes envers notre mouvement est en train de disparaître ou peut être plus facilement ébranlé. La bataille pour nos idées peut donc être menée avec plus de succès à la périphérie et au sein des P.C., à condition que cette bataille soit menée, par nous-mêmes, avec des arguments politiques de plus en plus affinés, précis, concrets, que le niveau politique de nos propres organisations soit de plus en plus

élevé. Ceci est d'autant plus nécessaire qu'avec la disparition de quelques-uns des aspects les plus hideux du stalinisme, nos propres rangs risquent de devenir perméables à des illusions pro-staliniennes ou semi-staliniennes s'ils ne sont pas profondément éduqués, notamment sur le passé de « la question russe » et sur l'ensemble de notre analyse et de notre orientation mondiale.

En ce qui concerne l'évolution de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires, nous saluons et appuyons — de façon critique — tout ce que les masses ont réussi à arracher à la bureaucratie qui sent son pouvoir chanceler. Nous dénonçons en même temps impitoyablement les hésitations, les demi-mesures, les retards et reculs, et surtout l'hypocrisie de la « liquidation de Staline » par ses principaux lieutenants. Nous demandons une explication politique complète des crimes de Staline, explication qui ne peut être que « sociologique », marxiste, dans le sens de l'analyse trotskyste. Nous dénonçons le « culte de la personnalité à rebours » qui consiste à expliquer tout ce qui est condamnable en U.R.S.S. par les défauts d'un (ou de quelques) individu. Nous réclamons une révision réelle et honnête de tous les procès, au moyen d'une commission d'enquête internationale du mouvement ouvrier.

Nous exploiterons en même temps à fond le thème du « retour à Lénine » en réclamant un véritable retour à l'enseignement léniniste dans tous les domaines : domaine politique (« L'Etat et la Révolution »), domaine économique (indépendance des syndicats), domaine international (thèses léninistes de l'I.C.), etc.

Dans les partis communistes de masse nous favoriserons le développement d'un large courant gauche révolutionnaire, à l'intérieur du mouvement de masse communiste, s'appuyant, le cas échéant, sur un organe public paraissant à l'extérieur du P.C., mais édité par des personnalités connues par les militants communistes, ou même sur un organe public de tendance, dont la parution peut devenir possible si l'opposition dans le P.C. prend un caractère de masse. La plate-forme d'une telle gauche, avec des variations nationales inévitables, devrait être en gros : orientation révolutionnaire dans le pays même ; retour à Lénine ; rétablissement de l'Internationale Communiste. Une des formes d'action les plus efficaces d'un tel organe consisterait dans la centralisation de toutes les informations sur l'évolution (et les mouvements critiques) au sein des P.C.

Dans les petits partis communistes nous appuyerons les tendances saines, de la base qui s'opposent aux manœuvres liquidationnistes-réformistes, tout en nous efforçant d'augmenter la compréhension de ces camarades pour la nécessité d'un travail au sein du mouvement de masse. Etant donné le manque de perspectives et la crise organisationnelle aiguë de ces partis, la constitution d'une fraction bolchevik-léniniste, avec une orientation organisationnelle bien précise y deviendra sans doute nécessaire à plus brève échéance, afin d'éviter une démoralisation et une rechute dans la passivité de nombreux militants. Ce travail sera mené sans modifier dans ces pays notre orientation fondamentale à l'égard des organisations social-démocrates, en partant surtout de sympathisants, contacts, ex-membres ou de membres isolés qui, pour des raisons particulières, n'ont pas pu appliquer notre orientation du travail de masses.

Partout, nos militants comprendront que les événements des derniers mois représentent une confirmation historique et une justification totale de la bataille engagée par Léon Trotsky et l'Opposition de Gauche soviétique dès 1923, ainsi qu'une confirmation totale du « cours nouveau » du trotskysme et des thèses « Montée et déclin du stalinisme » adoptées au 4^e congrès mondial de l'Internationale. Aucune autre tendance du mouvement ouvrier n'a été armée pour comprendre et prévoir ces événements comme l'a été la IV^e Internationale.

L'étude de l'histoire de notre mouvement, notamment de notre mouvement russe, sera développée de façon utile par nos sections, et notre mouvement devrait s'efforcer de rédiger une sorte de bilan historique de trente ans, donnant face à face les positions trotskystes et staliniennes sur les grands événements entre 1923 et 1953, et permettant de voir combien chaque pas en avant posé en U.R.S.S. et dans les partis communistes ne peut être qu'un pas sur la voie tracée par le trotskysme. Un tel ouvrage sera en même temps une contribution importante pour la lutte contre les tendances pro-staliniennes qui essaient de justifier par des arguments de « nécessité objective » les crimes staliniens d'hier.

Avec la phase d'agonie du stalinisme qui s'ouvre, s'ouvre en même temps une période extrêmement favorable pour le renforcement international de notre mouvement. Mais il serait faux de supposer que l'affaiblissement du stalinisme renforcera automatiquement le trotskysme. Il ne le fera que dans la mesure où les trotskystes seront capables de suivre dans chaque pays et internationalement une ligne politique juste, tactiquement adéquate, envers le mouvement ouvrier dans son ensemble et envers les militants staliniens en particulier. Des premières expériences ont montré dans de nombreux pays que ces chances sont réelles. Il faut se mettre au travail pour que la crise du stalinisme se traduise en pratique par un renforcement de la IV^e Internationale.

Solidarité avec les ouvriers de Poznan

Le Comité Exécutif International de la IV^e Internationale, au lendemain des événements de Poznan, a adressé au Président Cyrankiewicz et au Comité central du Parti Ouvrier Unifié de Pologne le télégramme suivant :

« Quatrième Internationale, qui défend inconditionnellement l'Etat ouvrier polonais contre l'impérialisme et la réaction, exprime sa solidarité entière avec les ouvriers de Poznan luttant pour l'amélioration de conditions de vie et la démocratie prolétarienne.

« Elle réclame la libération des détenus ouvriers et satisfaction des demandes des masses en les associant démocratiquement à la gestion effective de l'économie et de l'Etat.

« Elle dénonce tout procès d'amalgame de militants ouvriers et éléments pro-impérialistes, et réclame procès éventuels publics avec assistance d'avocats librement choisis par les accusés et l'assistance de délégations ouvrières internationales. — COMITE EXECUTIF DE LA IV^e INTERNATIONALE. »

Contre l'interdiction du P.C. allemand

Le Secrétariat International de la IV^e Internationale a envoyé, au lendemain de l'interdiction du P.C. allemand, le télégramme suivant au Chancelier Adenauer à Bonn.

« Quatrième Internationale proteste contre interdiction Parti communiste et mesures de répression à son égard, violant droits et libertés démocratiques fondamentales du peuple allemand. »

Déclaration du Secrétariat International sur la crise de Suez

L'étatisation de la « Compagnie Universelle du Canal de Suez » par le gouvernement égyptien a provoqué une crise internationale qui s'inscrit dans le cadre général de la lutte de l'impérialisme contre la révolution coloniale montante.

L'épicentre le plus actif de celle-ci se trouve localisé depuis un certain temps déjà dans les pays arabes de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Les peuples de ces pays qui, tout dernièrement encore, étaient la chasse gardée de prédilection de l'impérialisme, sont maintenant aux prises plus directement avec les impérialismes français et anglais. Leur lutte pour l'indépendance nationale, pour leur affranchissement des séquelles de l'impérialisme, pour recouvrer la souveraineté de leurs richesses immenses accaparées par l'impérialisme, est une lutte historiquement progressive.

D'un côté elle ne constitue qu'une phase de la lutte plus générale de ces masses paysannes, prolétariennes et petites bourgeoises urbaines pour leur émancipation à la fois nationale et sociale contre l'impérialisme et la réaction indigène ; de l'autre côté, elle mine les positions de l'impérialisme et facilite la Révolution dans les métropoles.

Les intérêts économiques et stratégiques de l'impérialisme, y compris de l'impérialisme américain, dans ce groupe de pays sont immenses et bien connus. Chaque défaite pour l'impérialisme dans cette région est par conséquent grave et constitue un pas en avant dans la voie de la Révolution dans les métropoles.

Les réactions violentes de l'impérialisme à l'étatisation de la Compagnie du Canal de Suez, ses menaces, ses préparatifs de guerre, s'expliquent non seulement par l'importance économique et stratégique en soi qu'il attribue à la Compagnie du Canal, artère vitale pour son commerce et ses communications, mais également par les

répercussions politiques de cette victoire de la Révolution coloniale. L'impérialisme craint les effets stimulants pour un nouvel essor de la révolution coloniale dans le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et toute l'Afrique, de la révolution coloniale mondiale en général, qui ne manqueraient pas d'en résulter. Il craint que le précédent victorieux ainsi créé n'encourage d'autres expropriations et étatisations des compagnies et des mainmises impérialistes dans ces pays.

La source d'approvisionnement à bon marché en pétrole en particulier de l'impérialisme, ainsi que des profits scandaleux pour quelques monopoles, contrastant avec une détresse sans exemple des larges masses de ces pays, dépouillées de leurs richesses, risque bientôt de se tarir. Les impérialistes, aussi bien anglais, français que ceux des Etats-Unis sont unanimes à considérer qu'il faut porter un coup d'arrêt à l'essor de la révolution coloniale dans cette région. Les divergences entre eux portent sur les moyens à employer, tant ils doutent que la force brutale puisse facilement venir à bout de la puissance de la Révolution coloniale.

En effet, le rapport de forces n'est nullement favorable au chantage à la guerre, aux menaces de l'impérialisme. Il n'y a actuellement aucune force au monde capable de mater l'irrésistible élan de la Révolution coloniale et de tourner la roue de l'Histoire en arrière.

Les jours de la domination colonialiste sont désormais comptés. Seul le retard dans la coordination de la lutte du prolétariat des métropoles avec la lutte des peuples coloniaux prolonge l'agonie de l'impérialisme et lui permet encore des aventures guerrières désespérées comme celle de l'Algérie ou celle qu'il prépare contre l'Egypte ! Seule la politique traîtresse des directions réformistes et opportunistes des Partis socialistes et des Partis communistes de l'Occident est responsable de cette inaction du prolétariat métropolitain ! Seule cette inaction du prolétariat métropolitain prolonge la mainmise sur le mouvement d'émancipation des masses coloniales des directions bourgeoises ou petites bourgeoises indigènes !

La social-démocratie française, avec la guerre qu'elle mène contre le peuple d'Algérie luttant pour son indépendance nationale, avec son rôle dans les préparatifs de guerre contre l'Egypte, a battu de nouveaux records de trahison de la cause des travailleurs et de cynique asservissement aux intérêts du grand capital. On doit en dire autant de l'attitude de la direction réformiste du Labour Party anglais.

Quant à la politique plus subtile des directions des Partis communistes, toujours engagés dans le sillage de la politique étrangère de la bureaucratie soviétique, les phrases creuses de protestation contre la guerre d'Algérie et les préparatifs de guerre contre l'Egypte ne changent rien à la pratique opportuniste de ces partis, au sabotage pratique de toute action réelle des masses métropolitaines pour venir en aide aux masses coloniales luttant avec leur sang, les armes à la main, contre l'impérialisme !

Pas même une simple grève de solidarité avec ces masses n'est venue à l'idée de ces directions plongées jusqu'au cou dans le crétinisme parlementaire traître.

Les masses coloniales mènent actuellement seules le combat pour leur émancipation nationale et en même temps pour la progression de la Révolution socialiste mondiale — voilà la vérité historique toute crue que les prolétaires des métropoles doivent méditer.

Il est temps de réagir, il est temps d'apporter une aide pratique efficace, à nos frères, les peuples coloniaux.

La IV^e Internationale appelle les prolétariats français et anglais à se joindre à la grève générale de protestation de leurs frères des pays arabes décrétée pour le 16 août, jour de l'ouverture de la Conférence des impérialistes à Londres !

Elle appelle les prolétariats français et anglais à paralyser par l'action directe la main criminelle de l'impérialisme qui, dans son affolement, est capable de nouvelles aventures guerrières.

Bas les pattes devant l'Egypte !

Vive la lutte d'émancipation des peuples arabes !

Vive la solidarité pratique du prolétariat métropolitain avec cette lutte !

Vivent les Etats-Unis Socialistes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord !

Vive la Révolution coloniale dans le monde !

Vive la Révolution Socialiste mondiale !

Le 12 août 1956.

LE SECRETARIAT INTERNATIONAL
de la IV^e INTERNATIONALE

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

Bolivie

APRES LES ELECTIONS

Les élections de juin en Bolivie ont eu lieu dans un climat social particulièrement tendu, la réaction — la *rosca* — n'ayant pas caché ses intentions de fomenter un coup d'Etat. Si ces tentatives ont avorté, cela est dû principalement aux réactions des masses décidées à défendre leurs conquêtes.

Il n'en reste pas moins que les menaces précisées provenant de la réaction ont favorisé le resserrement des masses autour du M.N.R. malgré la politique de capitulation systématique de celui-ci devant la *rosca* et l'impérialisme, et malgré sa nouvelle direction droitiste, celle de Siles. D'autant plus que la direction bureaucratique réformiste de la C.O.B., dirigée par Lechin, qui jouit encore incontestablement d'un grand prestige parmi les masses, a donné son appui aux listes du M.N.R., en y incluant un grand nombre de militants syndicaux.

Dans ces conditions, les élections ont effectivement plébiscité les listes du M.N.R., principalement celles qui incluaient des représentants de la C.O.B., comme nous l'avions prévu (voir Q.I., juin 1956).

La lutte électorale a pris, pour les masses, essentiellement l'aspect d'un duel entre le M.N.R. appuyé par la C.O.B. et la Phalange représentant l'extrême-droite. En votant pour les listes du M.N.R., les masses voulaient voter « utile » et faire face à la menace représentée par la Phalange. Celle-ci a polarisé quelque 120.000 voix provenant pour la plupart des éléments petits bourgeois exaspérés par les conséquences de la crise financière et économique qui a caractérisé la situation du pays sous la gestion du M.N.R.

Les voix recueillies par les deux autres partis — le P.C. et le P.O.R. — furent en nombre très restreint, particulièrement celles du P.O.R. (3.500 voix contre 12.500 environ au P.C.).

Le P.C. a bénéficié de l'appui de l'ancien P.I.R. et du Parti populaire révolutionnaire, partis ayant une certaine influence dans la petite bourgeoisie radicalisée.

Les voix du P.O.R. sont par contre éminemment prolétariennes. Leur nombre réduit ne peut cependant pas s'expliquer uniquement par les conditions objectives générales qui ont favorisé la victoire du M.N.R. Le P.O.R. dont l'influence diffuse parmi les masses boliviennes dépassait incontestablement largement ce chiffre a subi depuis deux ans déjà deux graves crises qui ont nui à ses rapports avec la classe : la première fut celle provoquée

par Moller, ex-dirigeant du P.O.R., bien connu surtout dans les milieux syndicaux de la C.O.B., et qui a déserté le parti en passant au M.N.R. et en devenant le directeur du journal central de la C.O.B. « *Rebelion* ». Moller continue cependant sa phraséologie « trotskyste » qui crée un incontestable confusion parmi les masses au détriment du P.O.R. Ainsi dans le dernier numéro de « *Rebelion* » il publia un article élogieux sur Trotsky à l'occasion de l'anniversaire de son assassinat.

L'autre crise a été provoquée par la désertion de G. Lora, autre ex-dirigeant connu du P.O.R., qui en pleine campagne électorale a fait des déclarations dans la presse annonçant la tenue d'un « Congrès » du P.O.R. à Oruro « excluant » la direction légitime du Parti. L'action scissionniste de Lora, accompagnée de sa consigne d'abstention aux élections, a provoqué un sérieux désarroi parmi les rangs des ouvriers et paysans sympathisants du P.O.R. L'organisation est apparue scindée juste à la veille des élections.

Ces deux crises graves ont reçu l'appui total de la direction du M.N.R. et de la C.O.B. qui, à juste titre, voient leur adversaire politique principal en la personne du P.O.R. et de sa politique révolutionnaire conséquente. Encore à la veille des élections, le nouveau Président de la République, Siles, l'homme de la droite du M.N.R., polémique ouvertement dans ses discours contre les trotskystes et leur mot d'ordre d'un véritable « Gouvernement ouvrier et paysan » en opposition à celui du M.N.R.

Le P.O.R. fut d'autre part handicapé par ses propres insuffisances en ce qui concerne un travail ouvert plus systématique, particulièrement durant la campagne électorale. Il n'a pas su prendre lui-même l'initiative d'une campagne pour les élections en vue de la convocation d'une Assemblée constituante, au moment où le M.N.R. ne pensait pas du tout aux élections ou les craignait. Il n'a pas su ensuite promouvoir une véritable campagne pour la formation des listes ouvrières et paysannes, sur la base d'un programme ouvrier, à opposer à celles du M.N.R., et particulièrement pour des listes propres de la C.O.B. Il n'a pas su alimenter, dès le début de la campagne électorale, une propagande vivante et systématique pour son programme, par la parution systématique et fréquente de sa presse, par des meetings et autres actes publics.

Lors des élections mêmes, la pression exercée par les représentants du M.N.R.

et des autorités dans différents endroits du pays, surtout dans les campagnes, a joué particulièrement contre le P.O.R. Nos camarades boliviens nous signalent plusieurs actes de terrorisme envers des électeurs disposés à voter P.O.R., ainsi que diverses annulations arbitraires de bulletins du P.O.R.

A la suite du résultat des élections, une grande discussion fut ouverte dans le parti afin de tirer tous les enseignements sur le plan de la situation générale et sur celui de la politique passée et future du parti.

Dans cette discussion qui se poursuit sont intervenus aussi bien la direction du parti et ses militants, que le Bureau latino-américain et le Secrétariat International. De cette discussion s'est dégagé jusqu'à présent ceci :

Sur le plan de la situation politique générale, les élections marquent le désir des larges masses de défendre les conquêtes de la révolution contre les tentatives de la *rosca*, de l'impérialisme et de la droite du M.N.R. pour les annuler.

Cependant il ne faut pas minimiser le fait que, grâce à l'appui de la direction réformiste de la C.O.B., le gouvernement a passé aux mains de la droite du M.N.R. et que l'isolement actuel du P.O.R., du parti révolutionnaire, des grandes masses, crée un facteur objectif qui influe sur la situation. Le potentiel de combativité des masses est encore intact et la contradiction qui existe entre leurs aspirations et le programme plus droitier et plus capitulaire que jamais du gouvernement — dans le cadre d'une situation économique qui ne s'améliore guère de manière satisfaisante — annonce l'inévitabilité de nouvelles grandes luttes pour l'avenir.

La direction bureaucratique de la C.O.B., d'une main, appuie le gouvernement pendant que de l'autre elle veut toujours maintenir le contact avec les masses. Réflétant leur pression, elle se voit déjà obligée d'organiser au sein du Parlement une fraction particulière de ses membres élus sur les listes du M.N.R.

La radicalisation et la différenciation politique des masses progresseront essentiellement à travers la C.O.B., les syndicats, les milices.

Plus que jamais, la tâche du P.O.R. est de s'incruster profondément dans ces organisations et de favoriser les courants qui s'orienteront vers l'opposition de ces organisations de classe au M.N.R., parti de la bourgeoisie indigène.

Peu de jours avant le 20 août, date anniversaire de l'assassinat de Trotsky, la presse bolivienne annonçait que le P.O.R. « inaugurerait la semaine trotskyste », remplie d'une série de manifestations commémoratives.

D'autre part, le 20 août, commençait le 6^e Plenum du C.C. du P.O.R. avec, à son ordre du jour :

- a) situation économique et politique internationale ;
- b) crise du stalinisme ;
- c) situation politique nationale. Le rôle de la C.O.B. et les tâches du P.O.R. dans la nouvelle étape de la révolution bolivienne ;
- d) situation syndicale en Bolivie. Bilan de l'activité du parti ;
- e) problèmes organisationnels.

La « semaine trotskyste » du P.O.R. a culminé dans une réunion enthousiaste qui eut lieu le 28 août dans la salle de la Bibliothèque municipale de la Paz.

Argentine

REUNION DU C.C. DU P.O.R.

Une importante réunion du C.C. du Parti Ouvrier Révolutionnaire (section argentine de la IV^e Internationale) a eu lieu fin juillet passé. Son ordre du jour comportait les points suivants : Situation internationale ; Crise du stalinisme, et particulièrement en Amérique latine. Situation politique nationale : expériences et perspectives de la lutte pour la recon-

quête de la C.G.T. par les ouvriers et pour le Parti ouvrier basé sur les syndicats. Rapport d'activité. Situation financière.

Le C.C. a conclu ses travaux en décidant une série de mesures qui ont pour but d'élargir l'activité politique du Parti et son enracinement parmi les masses ouvrières en quête d'une nouvelle direction.

Uruguay

LA « REVISTA MARXISTA » LATINO-AMERICAINE

Le numéro 4, de juillet 1956, de la *Revista Marxista Latino-américaine*, organe théorique en langue espagnole du marxisme révolutionnaire, est paru.

C'est un copieux numéro de plus de cent pages qui marque un nouveau progrès dans la présentation et le contenu de cet organe.

Signalons à son sommaire l'éditorial sur l'instabilité politique et le nouvel élan

des masses en Amérique latine ; les articles des camarades Ortiz sur le 20^e Congrès et les Partis communistes de l'Amérique latine ; Hugo Villa sur la situation argentine ; Lucero sur les élections en Bolivie, etc.

Ce numéro contient, en outre, tous les documents élaborés par la 3^e Conférence latino-américaine de la IV^e Internationale. (Adresse de la revue : Casilla de Correo N° 1204, MONTEVIDEO (Uruguay)).

Ceylan

LES MASSES ET LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Les masses font l'expérience du nouveau gouvernement.

Le mouvement des masses ceylanaises après avoir commencé sous le gouvernement réactionnaire de l'U.N.P. se poursuit actuellement sous le gouvernement Bandanaraike issu des récentes élections.

Mais à Ceylan comme partout ailleurs, ce gouvernement bourgeois — même s'il contient des membres qui se revendiquent du mouvement ouvrier — agit en défenseur de la propriété capitaliste et révèle chaque jour davantage sa vraie nature aux masses travailleuses.

Une des principales revendications de celles-ci est l'abaissement du prix du riz, leur aliment principal, qui avait été augmenté quelques années auparavant par le précédent gouvernement. C'est d'ailleurs cette augmentation qui avait été un stimulant du mouvement des masses. Mais le nouveau gouvernement, porté au pouvoir par les masses, se refuse à trouver les subsides nécessaires pour abaisser le prix du riz. Nos camarades du L.S.S.P. (section ceylanaise de la IV^e Internationale) mènent une ardente campagne par meetings et interventions parlementaires sur cette question, montrant chiffres en mains où trouver les moyens financiers pour diminuer le prix du riz.

Des grèves éclatent, les masses désirant

voir leurs revendications satisfaites. Le nouveau gouvernement n'hésite pas à recourir à la police, à la force armée pour briser ces grèves. Ce fut ainsi le cas pour les travailleurs d'une compagnie d'autobus, appartenant d'ailleurs à un syndicat dépendant d'un des ministres « ouvriers », Philip Gunawardene, ex-trotskyste, ex-prostalinien, et dont la carrière s'achèvera comme ministre bourgeois.

Autre grève importante, celle des dockers du port de Colombo, où ce même Philip disposait d'une forte influence. Elle commença pour que les heures de travail le jour d'une fête légale soient payées davantage. Le 21 août 10.000 dockers firent grève non seulement pour cette revendication, mais demandèrent la nationalisation du port de Colombo.

La crise de Suez a évidemment suscité la sympathie la plus large pour la cause de l'Egypte dans la population ceylanaise qui voit encore son sol occupé par des bases militaires britanniques. Une grande démonstration a eu lieu le 7 août pour l'Egypte à laquelle participèrent toutes les formations d'opposition, c'est-à-dire le L.S.S.P., qui est la principale force oppositionnelle dans le pays, le P.C., le Parti fédéral, d'autres organisations dont une association de moines bouddhistes.

Japon

LE RESULTAT DES ELECTIONS

Les élections parlementaires qui ont eu lieu au Japon le 8 juillet ont donné les résultats suivants (en sièges) :

Parti démocrate libéral : 122 (antérieurement 122).

Parti conservateur : 31 (antérieurement 43).

Parti socialiste : 80 (antérieurement 68).

Parti communiste : 2 (antérieurement 1).

La progression des voix du Parti Socialiste (réunifié) depuis 1947 est des plus intéressantes. Les Socialistes obtenaient :

En avril 1947 : 4.900.000 voix, soit 22,2 %.

En juin 1950 : 7.310.000 voix, soit 25,2 %.

En avril 1953 : 6.870.000 voix, soit 24,4 %.

En février 1955 : 10.810.000 voix, soit 29,2 %.

En juillet 1956 : 11.150.000 voix, soit 37,6 %.

Les voix du Parti communiste pour les mêmes années évoluaient d'autre part de la façon suivante :

820.000 soit 3,9 %.

1.630.000 soit 5,6 %.

260.000 soit 0,9 %.

1.140.000 soit 3,8 %.

730.000 soit 2,0 %.

A la suite des récentes élections, la

révision de la Constitution voulue par les partis bourgeois devient impossible, faute de majorité parlementaire adéquate.

Le Parti communiste qui, en janvier 1944, obtenait trois millions de voix, a récupéré des voix depuis le niveau le plus bas atteint en 1952.

Le Parti socialiste continue à gagner, mais le taux croissant va en diminuant de 1952 à 1956. Il n'en reste pas moins que le Parti socialiste est le deuxième parti du pays, canalisant le véritable courant de politisation des ouvriers et des paysans japonais.

Aux élections de juillet un signe inquiétant fut l'apparition d'un courant carrément fasciste, celui de Soka Gakkai, organisation religieuse de fanatiques qui a polarisé environ 560.000 voix.

A la suite de la victoire remportée par les partis ouvriers aux élections, le mouvement ouvrier qui a complètement surmonté le choc subi durant les années 1949-1952 de la purge anti-communiste semble à nouveau plein d'élan, nous écrivent nos amis japonais.

Immédiatement après les élections a eu lieu la conférence de Zenro Kaigi, union

des syndicats à direction socialiste d'origine groupant environ 800.000 ouvriers. Ses résolutions fermement orientées à gauche sont un signe des effets stimulants du résultat des élections.

Les grèves très militantes de quelque 140.000 ouvriers japonais travaillant dans les bases américaines dans le pays ainsi

que d'autres mouvements revendicatifs sont indicatives du même effet.

Malgré l'actuel boom de l'économie japonaise, qui est cependant accompagné d'un chômage toujours très important, la combativité du mouvement ouvrier, et sa radicalisation ont atteint de nouveaux sommets.

Etats-Unis

JOHN G. WRIGHT

En juin est mort à l'âge de 52 ans le camarade Joseph Wanzler qui militait sous le pseudonyme de John G. Wright.

Né à Samarkande en Asie centrale, il fut amené aux Etats-Unis alors qu'il était encore un enfant. Il fit des études de chimie à l'Université d'Harvard. Il fut aussi attiré par les œuvres de Marx et d'Engels, dans la période de la grande crise de 1929. Il adhéra à l'époque au mouvement trotskyste américain.

Sa plus importante contribution à la cause de la révolution a été la traduction

en anglais de nombreuses œuvres de Trotsky de la période de la lutte contre le stalinisme : « l'Internationale communiste après Lénine », « la Révolution défigurée », et de nombreux articles. Il traduisit les œuvres rassemblées dans les deux livres constituant « Les 5 premières années de l'Internationale communiste ».

Le Secrétariat International de la IV^e Internationale a adressé, en cette douloureuse circonstance, une lettre de condoléances au Socialist Workers Party.

LA GREVE DE L'ACIER

Au bout d'un mois, la grève des aciéries américaines s'est terminée après s'être déroulée, contre bien des prévisions, dans le plus grand calme et sans avoir suscité des répercussions immédiates dans l'ensemble du mouvement syndical américain.

Que s'est-il donc passé dans ces entreprises qui sont parmi les plus grandes et plus décisives dans le monde capitaliste ? Comment se fait-il qu'en fin de compte, les dirigeants syndicaux puissent en présenter le résultat comme « la plus grande victoire » que le syndicat ait remportée en 20 ans et que Wall Street pense également que c'est la plus grande victoire du capital ?

Les relations entre le patronat et la direction syndicale dans cette industrie de l'acier étaient excellentes. En 1952, le président de la U.S. Steel, Fairless, parvenant à un accord avec la direction syndicale, fit une tournée en commun dans les entreprises avec le secrétaire du syndicat McDonald. Mais le patronat sait où sont ses intérêts. A présent, il voyait monter les stocks dangereusement, il n'est pas sûr que la conjoncture économique se maintienne bonne, il craint le danger de l'inflation. Aussi quand il s'est agi de renouveler la convention collective annuelle, il adopta une position offensive, spéculant sur la crainte qu'auraient les ouvriers à engager la lutte dans les conditions présentes, et aussi sur la couardise de la direction syndicale. Il ne voulut entendre parler de rien, en matière de revendications ouvrières, et exigea la signature d'une convention collective de 5 ans incluant l'engagement de ne pas faire grève pendant cette période.

La direction syndicale n'était pas disposée à se battre. Elle ne pouvait cependant pas accepter de telles conditions.

Elle demandait des négociations. Mais les patrons poussant les choses trop loin, la direction syndicale ne pouvait rester inactive sans risquer de perdre toute autorité parmi les ouvriers, d'autant plus que l'an dernier les ouvriers de l'automobile avaient obtenu le « salaire garanti ». La direction syndicale engagea donc la grève, celle-ci étant pour elle un simple moyen de pression pour qu'il y ait une véritable négociation.

Dans ces conditions, le patronat au début s'installa dans la grève et il ne fut nullement fâché de voir ses stocks diminuer au fur et à mesure que les semaines passaient. Sur ce seul plan, la lutte aurait pu se prolonger. Mais dans ce cas de nouveaux éléments auraient pu modifier la situation, des incidents auraient pu se produire, d'autres industries auraient pu être impliquées dans la lutte... Le gouvernement qui est chargé d'assurer les intérêts généraux du capitalisme en eut d'autant plus conscience qu'on se trouvait à la veille de l'ouverture de la campagne électorale présidentielle. Il ne fallait courir aucun risque de ce côté-là.

Bien sûr il n'y eut pas d'intervention gouvernementale officielle, conforme aux dispositions légales en vigueur. Le ministre du travail ignora la grève. Par contre, ce fut le ministre des Finances, Humphrey, un grand capitaliste et un des éléments dominants dans le cabinet d'Eisenhower qui, à titre personnel, intervint auprès du patronat de l'acier.

Connaissant ceux à qui il s'adressait, sachant qu'ils ont en général la tête dure, il exerça auprès d'eux un certain chantage, les menaçant d'une enquête sur les prix et les profits dans l'industrie de l'acier.

Et ainsi les négociations reprurent et aboutirent assez vite à une solution dans

laquelle les ouvriers obtenaient une certaine augmentation des salaires, une certaine liaison entre leurs salaires et la montée des prix, des dispositions allant dans le sens d'un salaire garanti. Par contre le patronat obtenait non seulement de la part du gouvernement une augmentation du prix de l'acier, mais aussi du syndicat ouvrier la signature de la convention pour 3 ans, avec engagement de ne pas faire grève pendant cette période.

Le patronat n'avait pas obtenu tout ce qu'il avait demandé. La direction syndi-

cale était surtout satisfaite d'avoir pu se débarrasser d'une lutte dans laquelle elle s'était engagée malgré elle.

Aux Etats-Unis, comme ailleurs, la signature d'une convention collective n'est pas le dernier mot des rapports entre patronat et ouvriers. Il est déjà symptomatique qu'une direction aussi pleutre et aussi imbue d'un esprit de collaboration de classe que celle de McDonald ait été amenée à lancer un ordre de grève. La classe ouvrière américaine connaîtra d'autres luttes, en dépit des engagements de ne pas faire grève, et elle aura besoin d'autres directions.

LA CRISE DANS LE P.C.

La position du secrétaire général du P.C., W. Foster, semble maintenant sérieusement ébranlée et il n'est pas exclu qu'à la suite de Pollitt et de Rakosi, Foster soit la troisième tête qui tombe, victime de la « déstalinisation ».

Toute une puissante fraction de dirigeants du Parti demande actuellement la « réévaluation de la période Browder », qui fut secrétaire général jusqu'en 1946, date à laquelle il succéda à Foster après un article critique de J. Duclos, du P.C.F.

La direction de l'organisation du P.C. pour l'état de New-York vient de décider la publication dans son bulletin de discussion intérieure d'une vigoureuse défense de Earl Browder et de sa période de direction du P.C. Plusieurs échos parus aussi bien dans l'organe central du

parti, le *Daily Worker*, que dans la *Voix du Parti* indiquent maintenant clairement que les partisans de l'ancien secrétaire, à présent exclu, encouragés par la « déstalinisation », veulent réhabiliter sa direction et prendre leur revanche sur Foster.

Celui-ci d'autre part s'indigne, dans l'organe du Parti, (26 août) contre ceux « qui sont maintenant pressés de dissoudre notre parti et de réorganiser ses forces sur une base néo-browderiste ».

La discussion semble être limitée pour le moment surtout aux sommet déchirés entre plusieurs groupes. Mais déjà des voix se font entendre à la base qui demandent que « toutes les opinions divergentes qui existent dans la direction soient portées devant tous les membres du parti ».

Grande-Bretagne

SALUT A « WORKERS INTERNATIONAL REVIEW »

En septembre paraît imprimée à Londres « Workers International Review », organe théorique de langue anglaise de la IV^e Internationale qui paraîtra désormais tous les deux mois.

Ainsi la presse théorique de l'Internationale se trouve enrichie d'un nouvel organe qui prend sa place à côté de « Quatrième Internationale », de la « Re-

vista Marxista latino-americana », et de « Die Internationale ».

Nous reviendrons sur cette publication dont on ne saurait sous-estimer l'importance capitale pour la défense des idées du marxisme révolutionnaire et du programme de notre Internationale dans tous les pays de langue anglaise.

LA GREVE DE LA BRITISH MOTORS CY

Vers le milieu de juillet, les 50.000 ouvriers des 13 usines de la British Motors Cy se sont mis en grève pour protester contre le licenciement de quelques milliers d'entre eux rendus superflus par l'introduction de l'automatisation.

La grève a connu diverses péripéties avant qu'elle ne prenne fin environ un mois plus tard, les congés payés étant intervenus entre temps.

Les syndicats, au début ont hésité sur la revendication essentielle à défendre, tant ils ont été pris à l'improviste par les conséquences de l'automatisation. Ayant commencé à défendre le non-licenciement des ouvriers, ils se sont ensuite repliés

sur le mot d'ordre de la semaine de trois jours pour se contenter finalement de celui d'une compensation à tous les ouvriers licenciés. Dans ce domaine ils ont effectivement obtenu satisfaction, la compagnie ayant indemnisé les ouvriers licenciés (une paye de 2 semaines pour les ouvriers ayant travaillé plus de 3 ans, de 3 semaines pour ceux ayant travaillé plus de 10 ans).

Cette grève fut surtout importante par la solidarité qu'elle provoqua dans l'ensemble du mouvement ouvrier anglais et qui fut incontestablement une des raisons du recul partiel de la firme. « Le mouvement de solidarité se développe dangereusement dans d'autres branches

ouvrières, particulièrement parmi les cheminots », notait l'*Economist* le 4 août.

D'autre part la grève a mis en évidence la complexité des nouveaux problèmes posés devant les syndicats par l'automatisation et leur manque de politique précise à leur sujet. Incontestablement une des revendications essentielles à cet égard est celle de la diminution des heures de travail à paye égale, appliquée à l'échelle de toute l'industrie, et à l'échelle nationale. Ce qui permettrait de partager le travail

à effectuer entre tous les travailleurs et faciliterait l'embauche ailleurs des ouvriers licenciés d'autres usines.

De ce point de vue le mot d'ordre de la semaine de 40 heures qui vient d'être adopté à une écrasante majorité par le Congrès des trade-unions (septembre 1956), contre la résistance de la direction, fut largement stimulé par les réflexions des ouvriers anglais sur les conséquences de l'automatisation, illustrées dans le cas de la British Motors Cy.

France

LES ECHEANCES DU GOUVERNEMENT MOLLET ET LES PARTIS OUVRIERS

Le 2 janvier, les élections aboutissaient à la venue au pouvoir d'un gouvernement à direction socialiste, à collaboration radicale et qui a été soutenu pratiquement par le Parti communiste. C'est ce gouvernement qui a accentué la guerre en Algérie, y expédiant entre 4 et 500.000 hommes de troupe, et maintenant s'efforçant de faire une démonstration de force en Egypte.

Dans la période qui précéda celle des vacances se tinrent le congrès du P.S. à Lille et celui du P.C.F. au Havre.

A Lille, il n'y eut pas une vraie gauche pour combattre la politique du gouvernement qui est aussi celle de la direction du parti. Cependant le mécontentement était assez fort, et, afin de réduire l'opposition qui, avec Daniel Mayer, demandait un changement de politique en Algérie, Guy Mollet accepta, sur l'insistance des Fédérations du Nord et des Bouches-du-Rhône, des amendements importants — lesquels correspondaient en fait à accorder « l'autonomie interne » à une République algérienne.

Il est vrai qu'au lendemain du Congrès, Lacoste retourna à Alger pour continuer sa politique proimpérialiste, se moquant complètement de la résolution votée par son parti et que Guy Mollet n'osa pas déclarer que, comme chef du gouvernement, il faisait sienne cette résolution. Evidemment on est habitué à ce que les résolutions d'un Congrès socialiste n'aient pas grande importance pour les dirigeants, surtout quand ils sont ministres. Mais rarement le mépris fut manifesté à ce point.

Ce qui facilite le jeu des dirigeants socialistes, c'est la carence complète des dirigeants du Parti communiste qui ne retrouvent de vigueur et de capacité que pour maintenir leur emprise bureaucratique sur le parti.

Bien qu'il y ait eu une discussion relativement importante à la base du parti (politique française, Algérie, voies du socialisme, démocratie du parti, travaux du 20^e Congrès et rapport Khroutchev, Yougoslavie), les délégués avaient été soigneusement triés et aucune voie critique ne se fit entendre au cours du Congrès. Qui plus est, dans la période qui précéda le Congrès il y eut certainement des discussions au Bureau Politique à la suite du 20^e Congrès. Mais la résolution de juin du C.C. du parti sovié-

tique fixant les limites à la « déstalinisation » et donnant en fait raison à Thorez contre Togliatti, contribua à réunifier la direction autour de Thorez.

Ainsi le Congrès se tint comme s'il n'y avait jamais rien eu dans le monde stalinien. Au contraire, Sousslov vint décerner le titre de « cher ami de l'U.R.S.S. » à Thorez et tous les délégués étrangers étaient venus au Congrès pour se mettre à nouveau à l'alignement sur le Kremlin.

Thorez a réclamé une fois de plus des droits d'auteur dans la question des « voies nouvelles du socialisme ». Sur ce point, il oublie Bernstein et quelques autres. Mais là n'est pas la question essentielle. En admettant qu'on puisse aller par les voies parlementaires au socialisme, un parti comme le P.C.F. ne peut s'en tenir sur ce point à des considérations théoriques. Il a derrière lui la majorité de la classe ouvrière. Comment se propose-t-il d'utiliser ce fait pour progresser par la voie parlementaire vers le socialisme ? Quel programme présente-t-il et comment conçoit-il que la classe ouvrière, appuyant ce programme, obtiendra des changements de régime social par la voie parlementaire ?

En fait, la résolution du congrès du Havre contient beaucoup de choses sauf un programme, sauf des mots d'ordre. On n'y trouve même pas l'idée d'une campagne pour un Front populaire qui fut mise en avant pendant la campagne électorale. « L'Humanité » est actuellement dépourvue de toute ligne politique. On y trouve des critiques à la poursuite de la guerre d'Algérie, des informations sur la montée des prix, des informations aussi sur une série de mouvements qui se sont produits dans les dernières semaines. Mais aucune politique. Tandis que le gouvernement expédiait des troupes à Chypre, il n'y eut même pas un meeting. Pardon il y eut la fête de « l'Humanité », une grande kermesse que la direction s'efforce de présenter comme une manifestation politique de première grandeur.

Mais la situation de l'impérialisme français et de son gouvernement à direction socialiste ne s'améliore guère. La « pacification » en Algérie risque de se prolonger longtemps, et un peu partout dans les milieux dirigeants on voudrait bien trouver une solution et on s'orienterait

vers une république algérienne au sein d'une Union française fédérative. Mais comment y parvenir ? Avec qui traiter ? On ne veut pas le faire avec les « rebelles » et on n'a personne d'autres sous la main. La montée des prix, l'inflation, le déficit de la balance commerciale, sont encore d'autres indications menaçantes pour le proche avenir.

Les échéances approchent. Le gouvernement est passablement usé et ne peut subsister que parce que la bourgeoisie ne pourrait pas elle-même faire sa sale besogne. La réaction poujadiste et les autres apprentis réactionnaires indiquent qu'ils

s'apprêtent à intervenir. Mais il y a la force de la classe ouvrière. Il faudrait peu de choses pour qu'elle se déclenche dans de grandes luttes pour des revendications économiques, exacerbées, par la poursuite de la guerre colonialiste. Les deux Congrès, de Lille et du Havre, ont été bien et même très bien manipulés par leurs directions respectives. Mais les problèmes qu'on peut escamoter dans des phrases de résolutions sans lendemain n'en surgiront pas moins bientôt. Dans les deux partis — socialiste et communiste — il est à prévoir un rebondissement des oppositions.

Hollande

CRISE GOUVERNEMENTALE

Depuis les élections du 13 juin à l'Assemblée nationale (deuxième Chambre), jusqu'à ce jour (soit près de trois mois) il y a une crise gouvernementale en Hollande. En réalité cette crise reflète la crise d'un système, de la domination des partis cléricaux (catholiques et calvinistes) qui, en quelques années ont vu diminuer leur influence parlementaire de 55 à 51 des 100 sièges. Le fait qu'en un temps court, le P.V.D.A. (Parti socialiste) a réalisé des gains importants, grâce aussi à un appui grandissant des ouvriers catholiques et protestants, a causé une sorte de panique dans les partis chrétiens, surtout dans le parti catholique (K.V.P.).

Voici une image de la composition de la Deuxième Chambre depuis le lendemain de la guerre jusqu'à ce jour :

	1946	1948	1952	1956
1. K.V.P. (catholique)	32	33 (1)	32 (1)	33
2. P.V.D.A. (socialiste)	29	27	30	34
3. A.R.P. (Parti antirévolutionnaire calviniste)	13	13	12	10
4. C.H.U. (Union chrétienne historique)	8	9	9	8
5. V.V.D. (libéral)	6	8	9	9
6. C.P.N. (communiste)	10	8	6	4
7. S.G.P. (calviniste)	2	2	2	2

Le progrès du P.V.D.A. est frappant, bien qu'il soit accompagné d'un recul continu du P. C. On observe une stagnation du K.V.P., bien que ce parti réactionnaire n'ait évité aucun moyen pour changer la conjoncture en sa faveur. En même temps il y a un vrai recul pour l'A.R.P., parti favori de la Royal Dutch Shelle.

Il est compréhensible que dans une telle atmosphère, ni le K.V.P. ni l'A.R.P. soient très enthousiastes pour continuer une coalition avec le P.V.D.A. ; leur attitude envers ce parti se remplit de plus en plus d'une vraie haine de classe, malgré la politique capitaliste, misérable, traîtresse de ce parti réformiste.

Cependant, une rupture complète de la coalition n'est pas dans l'intérêt du grand capital, qui a bien profité et s'est enrichi de la trahison sans vergogne du P.V.D.A. jusqu'ici. Le V.V.D., parti libéral (du grand capital) ne soutient pas la tendance du K.V.P. et de l'A.R.P. à une coalition seulement bourgeoise. Les partis cléricaux gouvernementaux n'ayant que

nement, mais à caractère « extraparlémentaire », c'est-à-dire « sans que les partis s'y mêlent », pour qui croit cette formule mensongère. En réalité on a choisi cette forme pour éviter toute intervention du P.V.D.A. dans le programme du nouveau gouvernement à composer. Les « socialistes » qui y participèrent ne le feraient qu'en leur qualité « personnelle » et non en tant que représentants de leur parti.

Les conditions de la combinaison K.V.P.-A.R.P. étaient si draconiennes que le P.V.D.A. a refusé... et la crise est entrée dans sa 13^e semaine.

Cependant, il serait ridicule et stupide d'escamoter de ce parti situé à l'extrême-droite du mouvement réformiste une politique de classe. Son attitude est si méprisante, si répugnante, que le rédacteur parlementaire de « Vrij Nederland », heb-

(1) Nous y avons ajouté les sièges du K.N.P., parti catholique ultraréactionnaire, qui s'est unifié avec le K.V.P. avant les dernières élections.

domadaire officiel du P.V.D.A., se sent obligé d'écrire le 1^{er} septembre :

« Les concessions que le P.V.D.A. a faites au cours des deux mois de formation touchent à l'improbable. Cette attitude a justifié un peu la conclusion qu'on a pu trouver dans l'organe de l'A.R.P. la semaine passée que le P.V.D.A. est si avide de responsabilité gouvernementale, qu'il est prêt à presque chaque concession ».

Et il poursuit :

« On réalise de plus en plus avoir fait dans l'intérêt de l'administration du pays des concessions qui minent la politique du P.V.D.A. sur des points principaux. On ne peut presque plus considérer comme un secret que plusieurs députés du P.V.D.A. se demandent sérieusement s'ils peuvent se considérer liés envers le programme du cabinet qui, finalement, sera né de la misère de la formation,

même si les ministres du P.V.D.A. participent à ce cabinet ».

Tandis que la classe ouvrière dans sa grande majorité est en train de se diriger vers le Parti socialiste, tandis que les ouvriers catholiques et protestants se trouvent en fermentation et veulent rompre leurs liens avec les partis cléricaux, les dirigeants réformistes ne s'intéressent qu'à une coalition à tout prix avec l'ennemi.

La victoire électorale du P.V.D.A. a confirmé qu'à l'étape actuelle la radicalisation des masses ouvrières hollandaises se passe au sein du mouvement réformiste. Pour les marxistes révolutionnaires dans ce mouvement la tâche est de se faire les porte-parole des masses radicalisées, en démasquant la trahison de la direction réformiste, en organisant une aile de gauche qui, sans doute, saura attirer l'intérêt de toute la classe ouvrière.

Allemagne

BERTOLD BRECHT

Ce n'est pas seulement le plus grand dramaturge allemand qui vient de mourir. Bertold Brecht fut toujours lié à la lutte de la classe ouvrière pour le socialisme.

Intellectuel de très grande classe, il n'était pas un militant politique. Néanmoins il fut loin d'être insensible aux développements au sein du mouvement communiste. Avant 1933, il fut un des premiers abonnés de « Die Permanente Revolution », organe des trotskystes allemands, et, pendant les années du

nazisme, à « Unser Wort », organe publié dans l'émigration par les trotskystes allemands.

Dans son œuvre, on ne trouve que quelques pages insignifiantes dans la ligne stalinienne. En fait, il ne retourna dans la République démocratique allemande que pour poursuivre son activité artistique sans céder aux insinuations du « réalisme socialiste », conservant son indépendance dans son propre domaine par rapport à la ligne stalinienne.

LE CONGRES DU S.P.D.

Dans le prochain numéro, nous examinerons la situation politique en Allemagne dans un article où nous parlerons du parti social-démocrate et de son Congrès de juillet. Ce ne fut pas un congrès de lutte intérieure, mais plutôt une manifestation contre le gouvernement Adenauer. Les textes adoptés sont équivoques, susceptibles de satisfaire des gauches peu exigeantes sans mécontenter la droite. Il

y eut aussi des manifestations spectaculaires, telles l'ouverture du Congrès avec le chant de l'Internationale, la présentation de délégués de nombreux partis socialistes. La crise du gouvernement Adenauer s'accroît, mais la direction du S.P.D. se laisse porter par les événements et n'a aucune intention de mener campagne pour mobiliser la classe ouvrière allemande.

Au cours des derniers mois, la vente de « Quatrième Internationale » a progressé, le nombre de ses abonnés a augmenté. Nous sommes ainsi amenés à accroître le tirage de notre revue.

Toutefois, nous ne pouvons considérer que ce pas en avant correspond aux possibilités de la situation actuelle. Il nous faut faire mieux. Nous nous efforçons de suivre dans chaque numéro les plus importantes questions de l'heure pour contribuer à la rénovation du mouvement marxiste révolutionnaire. Aux efforts de notre rédaction doivent répondre les efforts de tous nos amis, sur le plan de la diffusion.

Abonnez-vous, faites des abonnés.

Envoyez-nous des listes d'abonnés possibles pour que nous leur fassions le service de la revue et leur demandions un abonnement.

Diffusez notre numéro spécial « Le rapport Khrouchtchev commenté par la IV^e Internationale » et « La lettre de la IV^e Internationale aux membres des partis communistes ».

Signalez-nous les adresses de librairies de province susceptibles de mettre en vente notre revue.

L'abonnement annuel de 4 numéros : 500 francs.

Abonnement de soutien de 1.000 et 2.000 francs.

C.C.P. Pierre Frank, 12648-46 Paris, 64, rue Richelieu.

Notre numéro de juin contenait la première partie de l'article de Trotsky intitulé « Le testament de Lénine ». Nous n'en publions pas la fin dans ce numéro, cet article ayant paru intégralement dans notre N° spécial de juillet sur le rapport Khrouchtchev.

POUR UN VERITABLE RETOUR A LENINE, lettre de la IV^e Internationale aux membres des P.C., et texte intégral du testament de Lénine. — Prix : 50 francs.

LE RAPPORT KHROUCHTCHEV COMMENTE PAR LA IV^e INTERNATIONALE. La brochure : 150 francs. Par 5 exemplaires : 600 francs.

DIÉ INTERNATIONALE, organe trimestriel de la IV^e Internationale en langue allemande. Abonnement annuel : 12 shillings autrichiens plus frais postaux. Ecrire à : Postamt Wien 82, Postfach 96.

NOTRE NOUVEAU PRIX D'ABONNEMENT

Nous devons établir un nouveau prix des abonnements en fonction de nos frais d'impression et de poste.

Compte tenu que nous assurons la parution régulière de « Quatrième Internationale » tous les trois mois, les prix seront les suivants :

L'abonnement d'un an de 4 numéros (pour la France) 500 francs
— (pour l'étranger) l'équivalent de 1,5 dollar
(plus les frais postaux pour envoi par avion)

COMMANDEZ A NOTRE SERVICE DE LIBRAIRIE :

L. TROTSKY. — ECRITS 1928-1940, tome I 1.000 frs
pour l'étranger l'équivalent de 3 dollars

Une série de cours ronéotés publiés par le S.I. :

M. PABLO. — Le matérialisme de Lucrèce à Marx.
P. FRANK. — Le matérialisme de Marx à nos jours.
E. GERMAIN. — Les théories marxistes de l'impérialisme et ses critiques bourgeoises.
M. PABLO. — Les problèmes économiques fondamentaux de l'époque de transition.
P. FRANK. — La révolution coloniale depuis la 2^e guerre mondiale.
L. MAITAN. — Rapports entre l'avant-garde communiste et le mouvement des masses.

Chaque cours : 75 francs — étranger 0,25 dollar ou équivalent.

Notre N° de Compte Postal :

P. FRANK — 64, rue Richelieu, C.C.P. 12648-46 — Paris

Chaque quinzaine :

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

organe du P.C.I. (section française de la IV^e Internationale)
64, rue de Richelieu, Paris-2^e (Bureau 30). Tél. : RIC. 03-52.

E. GERMAIN

LES PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'U.R.S.S.

(la société soviétique vue dans le miroir du dernier article de Staline)

La brochure : 80 francs

M. PABLO

LA GUERRE QUI VIENT

(Capitalisme ou socialisme)

La brochure : 200 francs.

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK

Diffusé par le N.M.P.P.

Société Parisienne d'Impression, 4, rue Saulnier - Paris (9^e)

Imprimé en France
Prix : 150 francs